

Au cœur de la finance durable

**Rapport
annuel
2019–
2020**





Saint-Jacques
du Mont-Royal

Université
de Montréal

CÔTE-DES-
NEIGES

Au cœur de la finance durable

Rapport annuel 2019-2020

Faits saillants	2
La direction	6
Épargne	10
Investissement	12
Retombées et impacts	20
Préparer l'avenir, ensemble	27
Rapports financiers	29
Rapport de gestion annuel	30
Faits saillants	31
Contexte économique et financier	35
Analyse de la performance financière par la direction	39
États financiers	55
Relevé du coût des investissements en capital de développement	86
Relevé des autres investissements (non audité)	97
Répertoire de la quote-part de Fondation du coût des investissements effectués par les fonds partenaires ou spécialisés (non audité)	108

Faits saillants

Chiffres clés de l'année

3,6 % Rendement à l'actionnaire pour l'exercice financier 2019-2020

210 M\$ Montant total des nouveaux investissements réalisés au cours de l'exercice 2019-2020

3,3 % Rendement annuel des investissements en capital de développement au 31 mai 2020

10,4 % Rendement annuel des autres investissements, notamment dans des obligations vertes et dans des titres en actions sans réserve d'énergie fossile, au 31 mai 2020

35 % Total des crédits d'impôt accordés par les gouvernements du Québec et du Canada aux actionnaires qui cotisent à Fondation

Diversité et inclusion

L'arrivée de Geneviève Morin au poste de présidente-directrice générale de Fondation en janvier 2020, une femme PDG dans le monde encore très masculin de la finance, a été saluée. Le mouvement ne s'est pas arrêté là, puisque l'équipe de direction de Fondation est maintenant paritaire, avec quatre femmes et autant d'hommes. La diversité de genres est un des aspects de la diversité au sens large à laquelle Fondation aspire, dans ses rangs et dans ceux des entreprises qu'il accompagne. Parce que c'est une question de respect et d'équité pour les personnes, et parce que cela procure aux organisations une vision élargie des risques et des opportunités, essentielle à leur performance. Qui dit diversité ne dit pas nécessairement inclusion. Fondation travaille pour créer un climat inclusif, pour que chacun, dans ses particularités, se sente compris et accepté. Fondation fait partie des 21 sociétés financières qui, depuis 2017, appuient le Fonds Inclusion, destiné à financer sur cinq ans des programmes d'éducation et de sensibilisation dans les écoles pour bâtir des milieux de vie inclusifs et favoriser une plus grande ouverture des jeunes à la différence dans toutes ses expressions. Fondation reconnaît qu'il y a encore du chemin à faire, beaucoup de choses à apprendre auprès des diverses communautés pour favoriser leur pleine participation à l'économie et à la société québécoise. « Cela nécessite d'inscrire la diversité et l'inclusion à l'agenda, insiste Geneviève Morin, parce que ça n'arrivera pas tout seul. »



L'équipe Fondation, mobilisée face à la COVID-19

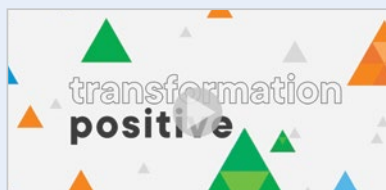
Avec près de 95 % des effectifs en télétravail, le défi de cohésion et de collaboration était de taille au printemps dernier. L'équipe Fondation l'a relevé grâce à l'innovation et à la mobilisation. L'engagement des employés fut tel que

le service aux actionnaires a reçu l'aide de dizaines de personnes d'autres équipes pour répondre aux inquiétudes que la crise n'a pas manqué de susciter. Ce vent de solidarité a soufflé également sur les parties prenantes de Fondation. À l'initiative de son conseil d'administration, l'équipe de Fondation s'est mobilisée pour remettre un don totalisant 42 115 \$ à trois organismes favorisant la sécurité alimentaire au Québec : le Club des petits déjeuners, la Cuisine Collective Hochelaga-Maisonneuve à Montréal et Le Pignon Bleu à Québec. [Plus d'informations sur le site Internet de Fondation](#)

Connaître Fondation



Une mission unique
Écoutez la vidéo sur notre site Internet



Infolettre
L'infolettre Fondation est une infolettre mensuelle axée sur la transformation positive de l'économie, avec des billets de blogues, une revue de l'actualité de Fondation, de ses partenaires, et de ses thèmes d'intervention. Pour la recevoir chaque premier jeudi du mois, [inscrivez-vous sur notre site Internet](#).



Réseaux sociaux

f in



« Nous avons devant nous une occasion extraordinaire d'accélérer des transformations déjà nécessaires avant la crise, tant en ce qui a trait à la lutte contre les changements climatiques qu'en matière d'inclusion sociale. Plus que jamais, la transformation de notre économie est nécessaire. C'est à cette transformation que Fondation travaille avec l'ensemble de ses partenaires. »

— **Geneviève Morin,**
présidente-directrice générale

La Communauté Fondation, pour et par les entrepreneurs

La crise de la COVID-19 nous a poussés à imaginer de nouvelles façons de nous rapprocher, bien que physiquement éloignés. C'est dans cet esprit que Fondation a créé en avril, la Communauté Fondation, un groupe LinkedIn réservé aux entreprises financées par Fondation et à celles offrant le REER Fondation à leurs employés. Cette plateforme d'échange et d'information vise à susciter des synergies d'affaires et à favoriser l'entraide. Car quand les entrepreneurs réussissent, c'est toute la communauté qui en bénéficie. Les entrepreneurs membres de la Communauté Fondation peuvent participer à des événements exclusifs, intitulés, Les RDV Fondation, au cours desquels un invité spécial décode un sujet d'intérêt. Parmi les événements tenus au printemps : Olivier Laquinte, PDG de Talsom et porte-parole du Regroupement des Firms de Services Professionnels Indépendantes (RFSP), a présenté les résultats d'une enquête sur la vision de 80 PDG ; et Emmanuelle Létourneau, avocate, présidente et fondatrice de Létourneau, a expliqué comment un conseil d'administration peut faire toute la différence en temps de crise. Des événements en direct, en 20 minutes bien investies !



Les effets de la crise sanitaire de la COVID-19

Les effets de la crise se sont fait sentir partout dans l'économie et sur les marchés financiers, mais grâce à la diversification de son portefeuille et à ses choix d'investissement dans des entreprises visant une croissance durable, Fondation a enregistré un recul limité de la valeur de son action au second semestre, de -0,6 %. Le Fonds a également effectué des rachats et achats de gré à gré totalisant 287,5 M\$, en hausse de 136 % par rapport à l'exercice précédent, répondant à ses actionnaires retraités inquiets de la volatilité des marchés.

176 488

Nombre d'actionnaires
au 31 mai 2020, venant
de toutes les régions
du Québec, en hausse
de 3,4 % pour l'exercice
(170 631 au 31 mai 2019)

1,52 M\$

Investissements
en capital de risque
et de développement
au 31 mai 2020, incluant
les engagements, garanties
et cautionnements,
comparativement
à 1,45 milliard de dollars
un an plus tôt

12,59 \$

Valeur de
l'action au 2 juillet 2020

+ 400

Plus de 400
responsables Fondation
sont déployés dans toutes
les régions du Québec

284,1 M\$

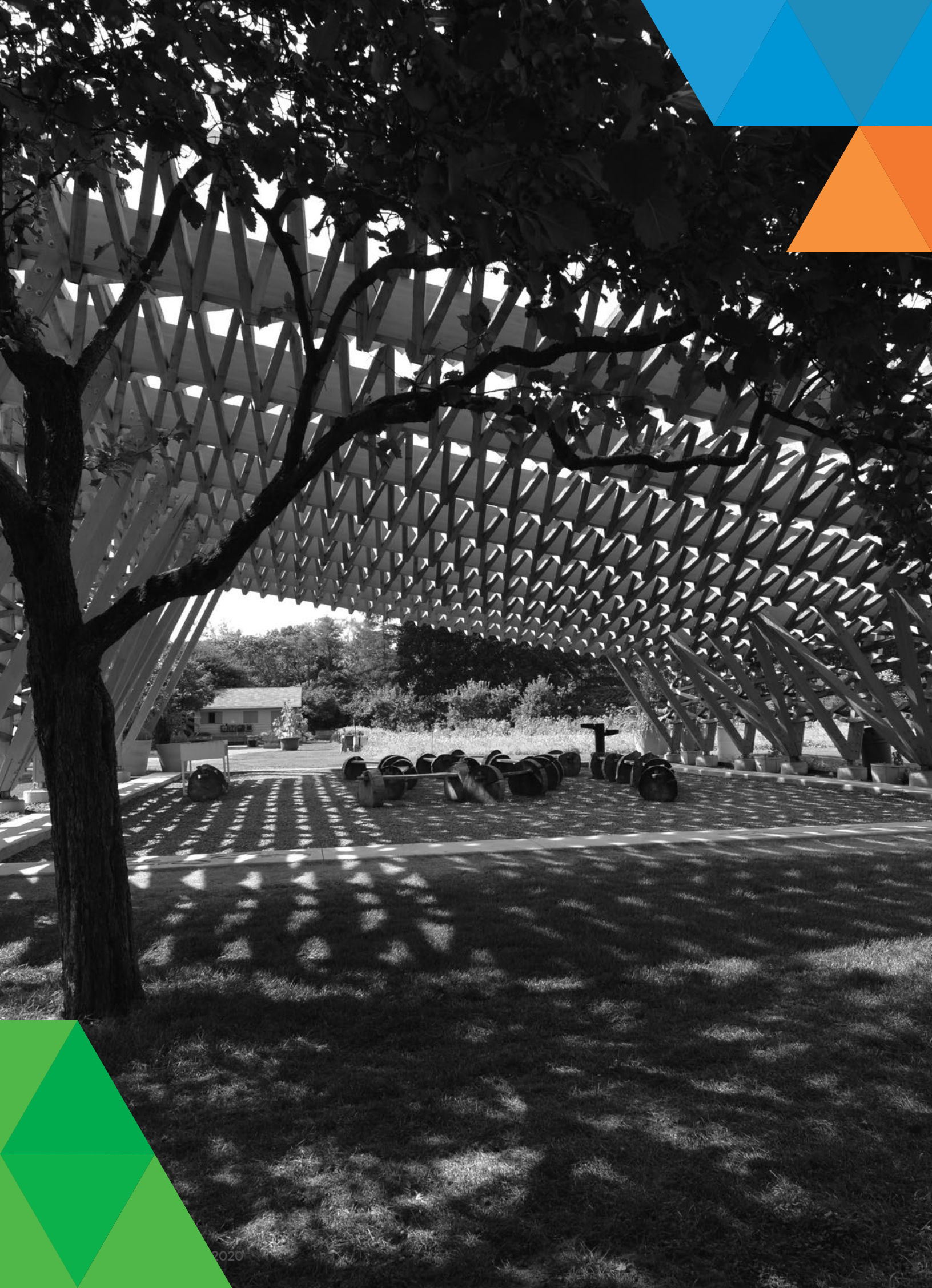
Émissions d'actions
pour l'exercice financier
2019-2020, en hausse
de 4,2 % par rapport
à l'exercice précédent

2,26 G\$

Actif net
au 31 mai 2020, en hausse
de 3,8 % pour l'exercice
(2,18 G\$ au 31 mai 2019)

85,7 M\$

Résultat
global au 31 mai 2020





Précurseur depuis 25 ans, Fondation, c'est le fonds d'investissement de ceux qui se mobilisent pour la transformation positive de l'économie québécoise. Pour rendre notre économie plus performante, plus équitable, plus inclusive et plus verte. En tant que fonds de travailleurs, Fondation représente des dizaines de milliers d'épargnants et des centaines d'entreprises engagées pour faire progresser le Québec. Il gère un actif net qui totalise 2,26 milliards de dollars investis dans plusieurs centaines d'entreprises et sur les marchés financiers, en privilégiant des investissements qui génèrent des impacts économiques, sociaux et environnementaux positifs en plus d'un rendement financier. Fondation participe au maintien et à la création d'emplois, à la réduction des inégalités et à la lutte contre les changements climatiques.



Être proactif et intègre pour conduire le changement

Fondaction rend accessible, principalement à partir des lieux de travail, une épargne-retraite qui contribue à l'amélioration des conditions de vie à la retraite. Depuis ses débuts il y a 25 ans, le Fonds a mis de l'avant un type de développement qui constitue une valeur ajoutée pour les personnes et leur milieu physique et qui contribue réellement à la qualité de vie. Au 31 mai 2020, ce sont 176 488 actionnaires-épargnants, dont 16 089 nouveaux à qui je souhaite d'ailleurs la bienvenue, qui choisissaient la finance durable et cotisaient à Fondaction, contribuant à ce que l'actif net atteigne les 2,26 milliards de dollars.

La crise sanitaire a plongé de nombreux Québécois dans une situation financière difficile. Les incertitudes causées par la volatilité des marchés financiers ont incité certains actionnaires à la retraite ou de plus de 65 ans à retirer leurs fonds avant l'annonce de la nouvelle valeur de l'action qui, malgré tout, a augmenté de 0,44\$ par rapport à l'exercice financier précédent. Au cours de l'exercice 2019-2020, Fondaction a ainsi procédé à des rachats et achats de gré à gré à hauteur de 287,5 M\$, comparativement à 122,0 M\$ pour l'exercice précédent, soit une hausse de 136 %. Ce sont 13 372 actionnaires qui ont pris leur retraite cette année et qui bénéficient de l'épargne qu'ils nous avaient confiée.

Fondaction considère que l'emploi constitue un moyen essentiel de participer à la création et à la redistribution de la richesse, de s'intégrer à la société, d'assurer la vitalité régionale, de contribuer à l'épanouissement des personnes et à la réduction des inégalités. Cette vision s'incarne, entre autres, par l'importance accordée au développement d'entreprises inscrites dans un processus de gestion collaborative et d'entreprises d'économie sociale ainsi qu'au développement d'entreprises qui visent l'amélioration de la qualité de l'environnement. Au cours de l'année 2019-2020, les investissements directs en entreprise ainsi que dans nos fonds partenaires ont contribué au maintien et à la création de plus de 47 800 emplois au Québec.

C'est par son approche de gestion globale que Fondaction est appelé à transformer positivement l'économie du Québec dans une perspective de développement durable. C'est en prenant appui sur ces bases que le conseil d'administration veille à ce que les conditions soient réunies pour assurer la bonne marche des opérations et la santé financière de l'organisation, toujours en congruence avec les orientations stratégiques de Fondaction et les balises éthiques de sa gouvernance. C'est aussi en étant animé par cette vision d'avenir qu'il a procédé cette année à la nomination d'une nouvelle présidence-direction générale. Ce renouveau s'étend à toute l'organisation, à sa structure comme à sa manière de faire, et ce de l'épargne à l'investissement.

Je remercie les membres du conseil d'administration, les membres des comités ainsi que l'équipe de Fondaction, son président-directeur général sortant et sa nouvelle présidente-directrice générale pour le travail accompli. Je salue également l'arrivée de nouveaux acteurs à plusieurs postes clés. La manière dont toute l'équipe a composé avec la situation exceptionnelle causée par la pandémie et est demeurée unie, engagée et efficace traduit une réelle mobilisation. Nul doute que le projet de société qui sous-tend l'existence de Fondaction est bien vivant et que l'organisation est mieux outillée que jamais pour conduire le changement.

— Jacques Létourneau
Président du conseil d'administration

Les membres du conseil d'administration



1



2



3

1 Jacques Létourneau (A / G),
Président du conseil d'administration de Fondation,
Président de la Confédération des syndicats nationaux

2 Geneviève Morin (A),
Présidente-directrice générale de Fondation

3 Clément Guimond (* / B),
Vice-président du conseil d'administration de Fondation,
Retraité de la Caisse d'économie solidaire Desjardins,
Administrateur de sociétés



4



5



6

4 Pierre Patry (D / I),
Secrétaire-trésorier du conseil d'administration
de Fondation, Trésorier de la Confédération des
syndicats nationaux

5 Diane Beaudry, CPA, CA, IAS-A (* / B / C / I),
Présidente de Conseil de Projection inc.,
Administratrice de sociétés

6 Claude Demers, CPA, CGA (* / B),
Retraité du Mouvement Desjardins, Administrateur
de sociétés



7



8



9

7 Nicole Fontaine (* / D),
Retraîtée de l'Office de la protection du consommateur,
Administratrice de sociétés

8 Pierre B. Lafrenière (* / A / G),
Vice-président exécutif de Oaklins Canada Est inc.,
Administrateur de sociétés

9 Thierry C. Pauchant (* / G),
Professeur honoraire à HEC Montréal



10



11



12

10 Marc Picard (* / A),
Directeur général de la Caisse d'économie solidaire Desjardins

11 Pierrette Poirier (* / H),
Retraîtée du Centre de santé et de services sociaux (CSSS)
du Suroît

12 Jean-Pierre Revéret (* / D / F),
Professeur associé, ESG-UQAM, Département de stratégie,
responsabilité sociale et environnementale



13



14



15

13 Louise St-Jacques (* / A / I),
Retraîtée de la Coopérative des travailleurs de La Puce
Ressource Informatique et de La Puce communautaire inc.

14 Michel Tétreault (E), Trésorier de la Fédération de l'industrie
manufacturière

15 Michel Tremblay (* / E), Retraité du Centre intégré de santé
et de services sociaux (CISSS) de la Montérégie

Légende

* Membre indépendant du conseil d'administration

A Membre du comité exécutif

B Membre du comité d'audit

C Membre du comité d'évaluation

D Membre du comité de gouvernance et d'éthique

E Membre du comité de placement (autres
investissements)

F Membre du comité du portefeuille d'entreprises
québécoises publiques (EQP)

G Membre du comité de ressources humaines

H Membre du comité des achats de gré à gré

I Membre du comité de la gestion des risques et de la
sécurité des opérations

Une épargne pour améliorer notre monde

Les épargnants qui choisissent d'investir avec Fondation préparent leur retraite et ils préparent aussi le monde dans lequel ils vivront leur retraite. Nos résultats démontrent qu'investir dans des entreprises qui génèrent un impact social et environnemental positif, c'est une décision payante, pour la société comme pour les actionnaires.

L'actif net de Fondation poursuit sa croissance pour atteindre les 2,26 milliards de dollars. La valeur de l'action a été portée à 12,59 \$, soit une augmentation de 0,44 \$ par rapport à l'exercice financier précédent. Le nombre d'actionnaires est également en hausse, atteignant 176 488 personnes, et les émissions d'actions au cours de l'exercice ont totalisé 284,1 millions de dollars.

Le Fonds a généré un résultat global de 85,7 M\$, comparativement à 60,5 M\$ au cours de l'exercice précédent. Malgré les effets de la crise de la COVID-19 dans l'économie et sur les marchés financiers, Fondation a enregistré un recul limité de la valeur de son action de -0,6 % au second semestre et ainsi terminé l'année avec un rendement annuel à l'actionnaire de 3,6 % comparativement à 2,8 % pour l'exercice précédent. Sur 3 ans, le rendement à l'actionnaire, calculé, rappelons-le, sans tenir compte des crédits d'impôt exclusifs que l'actionnaire obtient lorsqu'il épargne avec Fondation, est maintenant de 3,9 %. Il est de 4,2 % sur 5 ans et de 3,3 % sur 10 ans. Ces calculs sont effectués sur la base de la variation de la valeur de l'action entre sa valeur au début de chacune des périodes indiquées et la valeur de 12,59 \$ au 31 mai 2020. Cette performance robuste s'ajoute aux autres types d'impacts positifs que nous recherchons et produisons.

Un leadership en finance durable encore plus affirmé et nécessaire

Depuis 25 ans, Fondation est résolument et entièrement engagé en faveur du développement durable. Notre approche repose sur une vision globale face aux enjeux de société qui nous pousse à rechercher les entreprises, fonds et projets qui ont des retombées économiques, sociales et environnementales positives comme l'évitement de milliers de tonnes d'émissions de CO₂ ou un accès accru à du financement pour les entreprises d'économie sociale et les femmes entrepreneures. En 2019-2020, ce sont 210 millions de dollars que nous avons déployés en nouveaux investissements, portant le total investi en capital de développement à 1,52 milliard de dollars au 31 mai 2020. De plus, dans le contexte particulier de la crise, nous avons très rapidement mis en œuvre des mesures concrètes pour soutenir les entreprises que nous accompagnons.



La période que nous traversons est exceptionnelle à plusieurs égards. Nous avons devant nous une occasion extraordinaire d'accélérer des transformations déjà nécessaires avant la crise, tant en ce qui a trait à la lutte contre les changements climatiques qu'en matière d'inclusion sociale. Nous entretenons à cette fin un dialogue continu avec nos partenaires pour concrétiser des projets qui favoriseront la relance économique sur des bases plus vertes, équitables, inclusives, et performantes.

Je tiens à remercier les membres du conseil d'administration pour leur appui, les employés et les responsables Fondation pour leur engagement, ainsi que tous ceux et celles qui soutiennent notre mission. La confiance de chaque actionnaire ajoute à notre détermination.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Geneviève Morin'.

— **Geneviève Morin**
Présidente-directrice générale

Le comité de direction

Préside par la présidente-directrice générale et regroupant les vice-présidences, ce comité dirige les activités de manière à assurer la réalisation de la mission de l'organisation, l'atteinte des objectifs prioritaires et le suivi des résultats. Il a notamment pour fonctions de débattre des choix stratégiques et formuler des recommandations au conseil, voir à une allocation optimale des ressources, gérer le portefeuille de projets, favoriser la collaboration entre les équipes et assurer la circulation de l'information au sein de l'entreprise.

- 1 **Geneviève Morin**,
Présidente-directrice générale
- 2 **Félicia Amilcar**, vice-présidente,
Gouvernance et gestion des risques
- 3 **Patrick Cabana**, vice-président,
Finances et administration,
et chef des finances
- 4 **Daniel Charron**, vice-président,
Engagement sociétal et affaires
publiques
- 5 **Maha Lebbos**, vice-présidente,
Transformation numérique
et systèmes d'information
- 6 **Jean Marcotte**, vice-président,
Épargne
- 7 **Stéphan Morency**, vice-président,
Investissement, et chef de
l'investissement
- 8 **Marie-Eve Tremblay**, vice-présidente,
Transformation organisationnelle



2



3



4



5



6



7

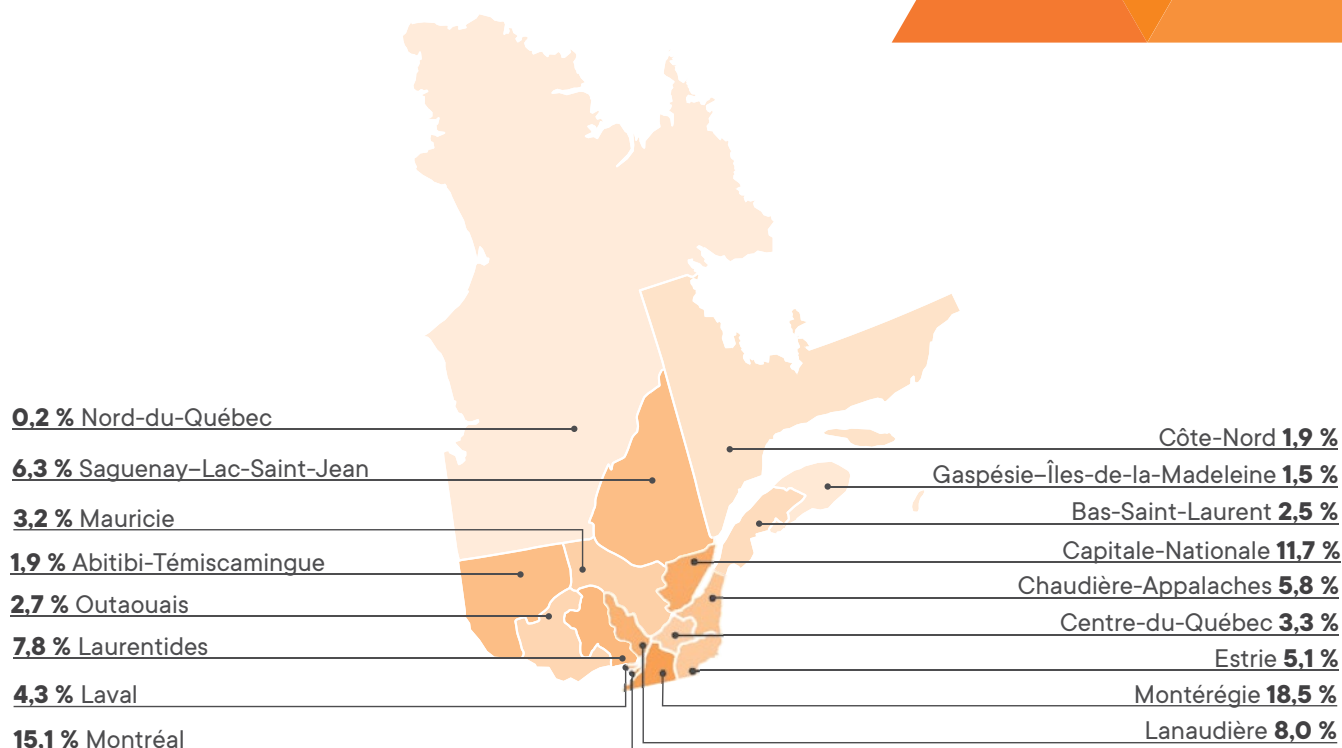


8

Épargne

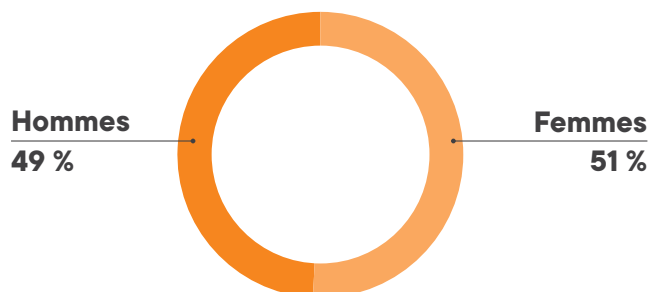
Des actionnaires mobilisés aux quatre coins du Québec

Répartition des actionnaires par région administrative



Un fonds pour les femmes comme pour les hommes

Proportion d'actionnaires par genre



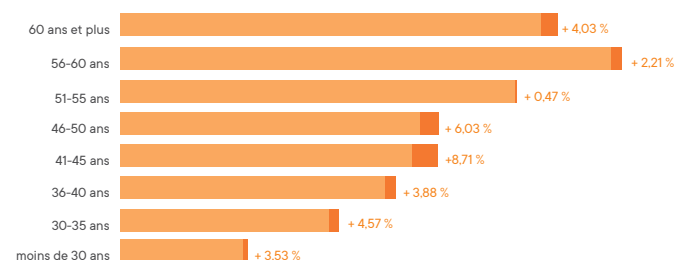
« Fondation avec sa structure et sa proximité fait la différence pour bien des gens. Le fait de pouvoir compter sur mon conseiller me permet de répondre adéquatement aux questions de mes collègues en milieu de travail pour améliorer leur situation ou de les référer pour qu'ils obtiennent de lui toute l'aide dont ils ont besoin. »

— Mario Gosselin, Responsable Fondation pour la région de la Montérégie

Préparer sa retraite, ça commence jeune

Le nombre d'actionnaires a augmenté de 3,4 % de mai 2019 à mai 2020. C'est chez les 30-35, 41-45 et 46-50 ans qu'on enregistre les plus fortes hausses.

Nombre d'actionnaires par groupe d'âge



60 %

Proportion des cotisations recueillies par épargne systématique, soit par retenue sur le salaire (RSS) ou par versements périodiques.

De tous les modes de cotisation, la RSS est celui qui gagne le plus en popularité parmi les actionnaires de Fondation. Il permet à l'actionnaire, après une entente avec son employeur, de cotiser à son REER à même sa paie, profitant des crédits d'impôt et des avantages fiscaux immédiatement.



Formation et convivialité : le Grand RDV des RF 2019

Intitulé « En action partout au Québec », le Grand rendez-vous des Responsables Fondation (Grand RDV des RF), qui s'est tenu en septembre 2019 a été l'occasion de présenter aux Responsables Fondation les interventions de Fondation en matière d'investissements dans un format original d'émission radiophonique. Le Grand RDV a bien sûr également permis aux RF de participer à des ateliers de formation, l'un portant sur une méthode d'adhésion, l'autre sur les différents types d'épargne et les avantages d'épargner avec Fondation. Le Grand RDV est aussi l'occasion de reconnaître le travail des RF dans toutes les régions du Québec. Ce sont 135 RF et RFR qui ont participé à cet événement écoresponsable; 90 % d'entre eux ont également assisté à l'Assemblée générale annuelle.

Les défis relevés par le Service aux actionnaires

La COVID a bouleversé nos vies personnelles, mais aussi la façon dont nous organisons notre travail. Avec la quasi-totalité de son équipe en confinement ce printemps, imposant des défis techniques et humains, le service aux actionnaires a été contraint de fonctionner uniquement par courriel pendant plusieurs semaines. Qu'à cela ne tienne, des outils numériques ont été déployés pour les actionnaires! Ils ont reçu par courriels des messages les informant de la poursuite des opérations de Fondation. On a mis en place une foire aux questions sur le site fondation.com. De plus, les traditionnels formulaires de demandes ont été mis en ligne en format éditable, afin de permettre aux actionnaires d'y accéder et de les remplir beaucoup plus facilement. Ces mesures ont permis de traiter plus efficacement les demandes de rachat et de venir en aide plus rapidement aux personnes ayant subi une diminution de revenus à cause de la pandémie, ces dossiers ayant été traités en priorité. Cela a aussi permis d'augmenter le nombre d'adhésions effectuées en mode numérique, un mode d'adhésion toujours disponible, en attendant la reprise des activités des Responsables Fondation en milieu de travail. La modernisation des processus a également eu pour objet une meilleure standardisation des dossiers clients et la mise en place d'un type de formulaire intelligent pour les employés du SAA, ce qui a eu pour effet un traitement des données plus efficace et une réduction du nombre de bordereaux incomplets.

Des avantages pour les employeurs

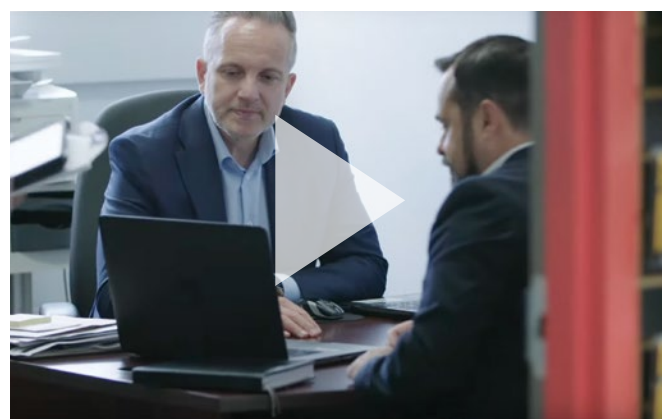
Implanter un régime d'épargne-retraite pour ses employés sans complication, c'est possible. Parlez-en à Christophe Bévillard, président de Ficodis. Depuis 2012, cette entreprise montréalaise, active dans le domaine de la distribution de fournitures industrielles, a acheté une dizaine d'entreprises au Québec, qui pour la plupart n'avaient pas de régime volontaire d'épargne-retraite — ce fameux RVER que nombre d'employeurs sont tenus d'offrir à leurs employés. « L'enjeu était d'apporter de nouveaux acquis à nos employés tout en les sensibilisant à l'épargne et au REER. Grâce à l'équipe de Fondation, nous avons pu remédier à la situation sans que le processus soit compliqué », explique Christophe Bévillard.

Ficodis a pu facilement mettre en place une solution d'épargne clé en main pour ses employés, bonifiant leur rémunération globale. « Cette solution d'épargne avec crédits d'impôt se révèle très positive en tant qu'élément d'attraction et de rétention du personnel », témoigne Christophe Bévillard.

Un employeur qui décide de contribuer au nom de ses employés peut voir une réduction de ses charges sociales sur les salaires. De plus, l'épargne-retraite de Fondation s'arrime facilement aux principales solutions de paie des entreprises. Aucuns frais ne sont payables à Fondation; l'employeur demeure responsable des coûts qu'il engage pour offrir la solution à ses employés.

L'employé qui contribue à un REER à Fondation, pour sa part, reçoit sa déduction REER ainsi que des crédits d'impôt de 35 % immédiatement sur sa paie.

Des avantages auxquels s'ajoutent des retombées pour l'ensemble de la société québécoise, puisque les épargnants accumulent du capital pour leur retraite tout en contribuant au dynamisme des entreprises d'ici et à leur croissance durable. « En somme, la formule Fondation crée de la richesse et des emplois en région dont nous bénéficions comme entreprise », résume l'entrepreneur Christophe Bévillard.

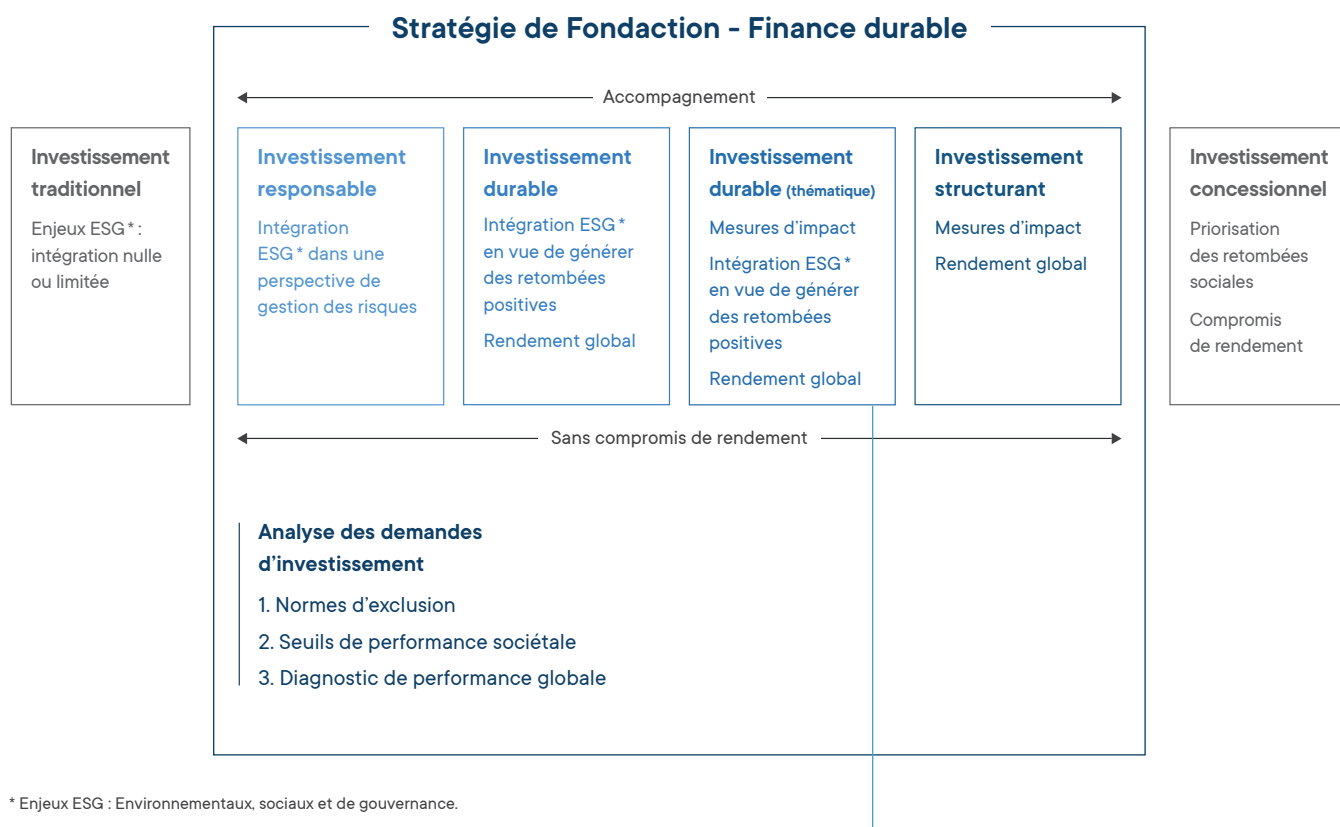


À écouter sur notre site Internet : Christophe Bévillard, PDG de Ficodis, témoigne des avantages du régime d'épargne-retraite de Fondation pour ses employés.

Investissement

La stratégie d'investissement de Fondation

Suivant une approche de finance durable, Fondation finance des entreprises qui se préoccupent des retombées sociales et environnementales de leurs activités. Qu'elles intègrent les critères ESG (environnement, société, gouvernance) dans leur gestion de risques ou que leur mission cible des retombées positives spécifiques, Fondation accompagne les entreprises et les projets vers un impact positif accru, sans jamais compromettre le rendement financier.



Trois thèmes d'investissement

Tout en se consacrant à l'ensemble de l'économie, Fondation investit particulièrement dans trois thèmes d'investissement pour transformer positivement l'économie québécoise. Il contribue, par son action, au maintien et à la création d'emplois de qualité au Québec.

Au cours de l'année 2019-2020, 37% du capital investi l'a été dans un de ces trois thèmes.

 **En balado**
Stratégie d'impact

Stéphan Morency, chef de l'investissement, explique la stratégie d'investissement d'impact de Fondation.



La lutte contre les changements climatiques et la préservation de la biodiversité

Le réchauffement climatique atteint un seuil critique. Les ressources naturelles s'épuisent et la biodiversité ne cesse de s'éroder. Fondation met en place des solutions de financement structurantes pour accélérer la lutte contre les changements climatiques. Il investit dans des entreprises qui offrent des produits et services innovants en matière environnementale ainsi que dans d'autres qui transforment leurs pratiques pour réduire leur empreinte.



L'agroalimentaire durable

En soutenant des entreprises novatrices, Fondation renforce la santé de ce secteur vital pour la population, l'environnement, et l'économie du Québec.



Les villes et les communautés durables

En appuyant les Créneaux et pôles d'excellence des régions, Fondation contribue à la transformation des économies locales, l'appuyant sur des forces spécifiques à chaque région. Cette approche favorise la revitalisation territoriale, la croissance économique, et des relations positives entre les zones urbaines et rurales.

Des mesures d'accompagnement concrètes

Quand on a les deux pieds dans la crise, il peut devenir difficile de garder le cap à long terme. C'est dans ces moments critiques qu'un investisseur peut jouer son rôle de partenaire. Ainsi, dès l'annonce de la pandémie, Fondation a très rapidement mis en œuvre des mesures concrètes pour les entreprises qu'il accompagne.

- ▶ Un moratoire, annoncé dès le 13 mars, sur le remboursement des prêts, capital et intérêts, pour l'ensemble des entreprises qu'il finance directement;
- ▶ un Guide d'action COVID-19, comprenant un plan de gestion des liquidités de 13 semaines;
- ▶ une enveloppe de 40 millions de dollars pour les PME québécoises du secteur agroalimentaire;
- ▶ un groupe privé d'échange et d'entraide sur LinkedIn, la Communauté Fondation, réservée aux entrepreneurs accompagnés par le Fonds;
- ▶ un programme d'accélération de la croissance destiné aux entreprises à fort potentiel, leur permettant de saisir les occasions dans la nouvelle réalité du marché;
- ▶ un programme d'accompagnement d'impact stratégique, qui permet aux entreprises d'inclure la notion d'impact ou de durabilité directement dans leur modèle d'affaires.



En balado
Mesures d'accompagnement

[Stéphan Morency, chef de l'investissement, détaille les mesures offertes aux entreprises que Fondation accompagne.](#)

Haut rendement sociétal : cibles dépassées

Au fil des années, Fondation a développé une expertise reconnue dans la réalisation d'investissements à retombées sociétales positives, en conjuguant les dimensions sociales, territoriales, environnementales et économiques.

La bonification du crédit d'impôt provincial est en lien avec son engagement auprès du gouvernement du Québec à investir sur une période de trois ans débutant le 1^{er} juin 2018, un minimum de 100 M\$ dans des projets, des fonds ou des entreprises, générant un haut rendement sociétal.

Après seulement deux ans, Fondation a largement dépassé la cible, avec 120,4 millions de dollars investis dans des projets à haut rendement sociétal : 38 % dans la lutte contre les changements climatiques et la préservation des ressources naturelles, 48 % pour rendre le développement plus équitable et inclusif, notamment en économie sociale, et 14 % dans la réussite des stratégies de développement des crénos et pôles d'excellence des différentes régions du Québec.

Parmi les entreprises accompagnées cette année...



Fondation X Alliance Magnésium

L'entreprise de Danville, en Estrie, construira une usine de production de lingots de magnésium selon une approche circulaire permettant de réduire les émissions de GES de 83 % en moyenne.



Fondation X Munvo

La firme montréalaise de services-conseils en marketing technologique aux entreprises se développe sur le marché européen et diversifie son offre de produits et services.



Fondation X Entosystem

Plus grand producteur québécois de farines d'insectes destinées à l'alimentation animale, la jeune pousse de Sherbrooke se positionne comme un joueur dominant dans le domaine de l'agroalimentaire durable.

Agroalimentaire durable : nourrir le Québec

Réduire notre empreinte environnementale, favoriser le bien-être des communautés, stimuler le dynamisme économique partout au Québec, ça passe par les champs et les assiettes.

Or, si l'agriculture est la troisième industrie en importance au Québec, c'est à peine plus de la moitié de la demande alimentaire des Québécois qui est comblée par des produits d'ici.

« Comme investisseur désirant améliorer la performance environnementale des modes de production et la santé des populations, nous soutenons des entreprises d'ici qui innovent et interviennent à différents moments de la chaîne d'approvisionnement alimentaire », souligne Claire Bisson, chef adjointe, investissements directs, impacts, à Fondation.

Ainsi, alors que la pandémie de COVID-19 bouleversait les chaînes d'approvisionnement et ébranlait l'économie mondiale, Fondation a annoncé en avril qu'il consacrerait une enveloppe de 40 millions de dollars aux PME québécoises du secteur au cours de la prochaine année, afin d'assurer la vigueur de ces entreprises vitales pour le Québec.

Déjà actif dans le secteur agroalimentaire, Fondation offre un accompagnement financier et stratégique personnalisé. Son équipe multidisciplinaire dédiée au secteur est en mesure de répondre aux principaux enjeux des entreprises avec des solutions de financement innovantes et adaptées à chaque entreprise.

Dans le secteur agroalimentaire, Fondation soutient aujourd'hui des entreprises telles que Viandes Biologiques de Charlevoix, Maison LeGrand, Prana, Morille Québec, Nutrinor, Rise Kombucha, Agropur ou encore Sollio.

Au fil des années, Fondation a développé des partenariats avec les acteurs du secteur, dont les créneaux d'excellence en alimentation, et il est aussi présent au sein de différentes associations sectorielles permettant notamment d'offrir aux entreprises partenaires un réseau élargi.



À lire sur le site Internet de Fondation :
[« Comment nourrir le Québec »](#)



Fondation X Eddyfi Technologies

L'entreprise technologique de Québec spécialisée dans l'inspection non destructive d'infrastructures a réalisé avec la contribution de Fondation l'acquisition de l'allemande NDT Global.



Fondation X Art Massif

Art Massif-Structure de bois se spécialise dans la conception, la fabrication et l'installation de structures de bois pour tous types de bâtiments. Avec le financement de Fondation, la PME de Saint-Jean-Port-Joli pourra accélérer sa croissance en agrandissant sa surface de production et son parc d'équipements.



Fondation X Solar

Situé à l'angle nord-est des autoroutes 30 et 10, Solar Uniquartier est un projet immobilier mixte qui vise à favoriser le transport collectif et les services de proximité au sein d'un écoquartier. Fondation a réinvesti cette année dans une nouvelle phase de développement du projet.



À quelles entreprises s'adresse Fondation ?

Fondation a l'ambition de transformer positivement l'économie québécoise, guidé par les objectifs de développement durable de l'Organisation des Nations Unies. Mais le capital seul ne peut suffire à transformer notre économie. Ce sont des entrepreneurs audacieux et innovants qui sont les réels porteurs de changements.

Fondation mobilise capital, expertise et créativité pour accompagner ces PME québécoises dans la réalisation de leurs projets de croissance durable. Il les aide à faire face aux enjeux actuels et futurs et saisir les opportunités tout en améliorant leur performance.

Ce qui distingue les entreprises que nous accompagnons

- ▶ Majorité des emplois au Québec
- ▶ Compétence et expérience de l'équipe de gestion
- ▶ Pratiques de gestion responsables
- ▶ Fort potentiel de rendement et de retombées positives pour la société

Les projets accompagnés

- ▶ Croissance
- ▶ Innovation
- ▶ Rachat d'actions
- ▶ Relève
- ▶ Fusion et acquisition
- ▶ Création d'une coopérative de travailleurs actionnaire (CTA)
- ▶ Développement à l'international



Entrepreneuriat féminin

70 %

des investissements directs réalisés dans des entreprises ayant une femme dans la haute direction

42 %

des administrateurs externes de Fondation sont des femmes

55 %

des entreprises en portefeuille ayant un CA ont au moins une femme au conseil



Fondation X Evolupak

Spécialiste du thermoformage, Evolupak offre des solutions d'emballage alimentaire, commercial et médical qui sont à la fois écologiques, durables et personnalisables. Ses produits contiennent des matières renouvelables et favorisent une conservation accrue des aliments.



Fondation X Courant Plus

Financée par Filaction, un fonds partenaire entièrement capitalisé par Fondation, Courant Plus fournit aux sociétés des services de livraisons écologiques, compétitifs et agiles grâce à ses vélos cargo et ses camions électriques, la première flotte de livraison tout électrique au Canada.

Sceller une entente sans se serrer la main

L'investissement de Fondation dans Mabarex, finalisé cet été, constitue une première: toutes les étapes menant à une entente ont été menées virtuellement, COVID-19 oblige. Le processus n'en a pas été moins rigoureux. Il a même été, à certains égards, encore plus efficace.

Fondée en 1983, Mabarex a développé une expertise qui en fait un leader dans le domaine du traitement décentralisé des eaux usées, c'est-à-dire émises par des sites qui ne sont pas raccordés à un réseau d'égout. Selon la Fédération québécoise des municipalités, il existe au Québec environ 800 000 résidences qui utilisent des installations septiques individuelles. Or, trop souvent, celles-ci sont défectueuses et risquent de contaminer lacs, cours d'eau et nappes phréatiques.

Mabarex a conçu une microstation d'épuration contrôlable à distance, baptisée Ultimo, qui peut répondre aux besoins d'une communauté riveraine ou d'habitations en milieu rural. La communauté peut acheter l'équipement lui-même ou bien simplement le service d'épuration, selon le principe de l'économie de fonctionnalité. « Offrir un service plutôt qu'un équipement favorise une conception plus durable, minimisant l'empreinte écologique et les coûts d'opération », souligne Georges Szaraz, PDG de l'entreprise de Montréal qui génère plusieurs emplois directs et indirects. Trois haltes routières du Québec ont déjà opté pour l'Ultimo. Mabarex offre également plusieurs solutions de traitement des eaux usées. La Ville de Montréal vient de retenir ses services pour concevoir, construire et faire fonctionner une nouvelle usine d'assainissement des lixiviats au Complexe environnemental Saint-Michel, qui entrera en fonction en 2021.

Mabarex et Fondation devaient apprendre à se connaître, faire leur vérification diligente, discuter des termes de leur entente, le tout sans pouvoir se rencontrer en personne.

« Nos échanges avec la direction de Mabarex ont été très dynamiques, probablement plus qu'en mode normal », a remarqué Stéphane Vendette, directeur de portefeuille à Fondation et responsable du dossier. Ce mode de fonctionnement et cette intensité ont été particulièrement appréciés de Georges Szaraz: « on pouvait se joindre sans avoir à se déplacer, ce qui a permis de morceler le travail de façon efficace plutôt que faire de longues rencontres ». C'est ainsi qu'en pleine pandémie, l'entente fut scellée à distance... même si chacun des partenaires a hâte de pouvoir se serrer la main !



Mabarex a conçu l'Ultimo, une microstation d'épuration contrôlable à distance qui peut répondre aux besoins d'une communauté riveraine ou d'habitations en milieu rural.

1^{er} institution canadienne à faire partie du Conseil des investisseurs du GIIN

Membre du Global Impact Investing Network (GIIN) depuis 2018, Fondation a été la première organisation québécoise à s'y joindre et la première institution canadienne à avoir été invitée, dès novembre 2019, à faire partie de son prestigieux Conseil des investisseurs, qui regroupe une cinquantaine d'organisations leader en investissement d'impact dans le monde. Le GIIN compte plus de 300 membres dans le monde et a pour mission d'accélérer le déploiement et l'efficacité de la finance d'impact dans l'industrie à l'échelle mondiale. En renforçant son engagement auprès du GIIN, Fondation continue de faire avancer le développement durable, dont la lutte contre les changements climatiques.

Bienvenue dans l'ère circulaire

Accroître la productivité des ressources qui sont déjà extraites afin de réduire la nécessité d'en extraire de nouvelles, c'est l'idée qui sous-tend l'économie circulaire.

Une idée qui suscite un intérêt grandissant auprès des entreprises, qui ont pris conscience ces dernières années de l'importance de mieux utiliser et disposer des ressources.

L'économie circulaire a le potentiel d'accroître le nombre d'emplois, de pousser à la hausse le PIB et de favoriser le développement de nouveaux marchés. À l'échelle mondiale, elle représente un marché de 4,5 milliards de dollars américains annuellement.

Adopter les principes de l'économie circulaire nécessite toutefois de la part des entreprises des investissements. Fondation accompagne depuis plusieurs années les entreprises dans cette transition, comme Viandes biologiques de Charlevoix, Usinages BDCM ou encore Alliance magnésium.

Pour accélérer davantage cette transformation, Fondation s'apprête également à lancer un fonds d'investissement de 30 M\$ en économie circulaire, en collaboration avec la Ville de Montréal, afin de financer et d'accompagner des PME qui souhaitent transformer leur modèle en y intégrant des principes de circularité, notamment pour réduire les émissions de gaz à effet de serre ou la production de matières résiduelles. Ce fonds - une première canadienne - ciblera d'abord les secteurs de l'agroalimentaire, de la gestion des matières résiduelles et de la mobilité durable.

Exemple d'investissement de Fondation en économie circulaire, la centrale énergétique de Biomont, à Montréal, est alimentée par le biogaz capté au complexe environnemental Saint-Michel. (page 17)



Gaz naturel renouvelable : la naissance d'une filière transformative

Un exemple probant de la transition énergétique qui s'opère au Québec est la naissance de la filière du gaz naturel renouvelable (GNR).

Contrairement au gaz naturel extrait du sous-sol, le GNR est un biogaz qui provient de la fermentation naturelle de sédiments organiques par des bactéries qui s'y trouvent. Une fois purifié, ce méthane peut être injecté, en respectant des normes bien précises, dans le réseau gazier. Comme l'effet de serre du méthane est plus dommageable que celui du CO₂, le capter permet en outre de réduire les émissions de GES.

Cette nouvelle filière a un grand potentiel structurant, puisqu'elle s'inscrit dans une stratégie circulaire ayant un impact positif sur l'environnement, la biodiversité, et le développement régional, en générant des emplois et de nouveaux revenus pour les détenteurs de matières organiques.

En décembre dernier, Fondation a participé au financement de la création de la Coop Agri-Énergie Warwick, la première coopérative agricole consacrée à la production de GNR au Québec. Développé et géré par Coop Carbone, ce complexe de biométhanisation agricole coopératif permettra aux agriculteurs de la MRC d'Arthabaska membres de la coopérative de produire du GNR à partir de lisiers et de fumiers de bovins laitiers mélangés à des matières organiques résiduelles d'entreprises des environs. Cette production de GNR permettra ainsi aux membres de la coopérative de diversifier leurs sources de revenus et de participer à la transition énergétique québécoise. On s'attend à une réduction des émissions de GES d'environ 6 500 tonnes éq. CO₂, soit l'équivalent de 1500 voitures par année.

Au cœur de l'écosystème

Précurseur en finance durable depuis 25 ans, Fondation a cette année encore renforcé le dialogue avec ses partenaires pour accélérer la transformation de l'économie.

Notamment, Fondation participait en décembre dernier à Madrid à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques COP25. Avec ses partenaires Éconoler et Transition énergétique Québec, Fondation a annoncé la création prochaine de la SOFIAC, Société de financement et d'accompagnement en performance énergétique, qui vise l'amélioration de la performance énergétique des entreprises commerciales et industrielles québécoises.

Fondation a également participé à plusieurs événements comme le Sommet Énergie Les Affaires, le Sommet Transport et mobilité, le Congrès de l'ARASQ, le Colloque PME de la Chambre de commerce de l'Est de Montréal, ainsi que des commissions parlementaires et rencontres avec des ministères clés, tant à Québec qu'à Ottawa.

De nouveaux partenariats ont été noués, qui s'ajoutent à ceux établis avec l'Institut EDDEC, l'Alliance Switch, Ecotech Québec, et Finance Montréal, pour ne nommer que ceux-là.

Ainsi, Fondation s'est allié à l'Union des producteurs agricoles (UPA) avec la création de la Fiducie UPA-Fondation pour favoriser l'accès aux terres pour la relève agricole; au Conseil des entreprises en technologies environnementales du Québec (CETEQ) pour réduire les émissions de GES et contribuer à l'économie circulaire; à IVEO, afin d'accélérer le déploiement de l'innovation en mobilité intelligente et durable; au Forum GNR, pour faciliter l'émergence de cette nouvelle filière énergétique au Québec; et enfin au G15+, le regroupement de leaders économiques, syndicaux, sociaux et environnementaux engagés pour une relance solidaire, prospère et verte de l'économie québécoise post-COVID.



Des efforts récompensés

Meilleur employeur au Canada

Fresche Solutions, chef de file mondial en modernisation des technologies de l'information auprès de grandes entreprises, a été nommé parmi les meilleurs employeurs au Canada dans la catégorie des PME.

Leaders de la croissance

DataCandy et **Big Bang ERP** figurent au palmarès Leaders de la croissance 2019 du magazine *L'Actualité*, des entreprises dont le chiffre d'affaires a bondi.

Prix Eurêka !

Viandes Biologiques de Charlevoix a remporté un prix Eurêka ! d'un Québec vert et prospère, remis par Ecotech Québec, pour la mise en place de sa chaufferie à la biomasse, selon une approche circulaire.

Prix Femmes d'affaires du Québec

Katie Bussièrès, présidente de **Nubik**, remporte le Prix Femmes d'affaires du Québec dans la catégorie Entrepreneure active à l'international. Nubik est l'un des principaux partenaires Salesforce de l'est du Canada. L'entreprise accompagne ses clients en service-conseil lors de mise en œuvre de solutions logiciels sur mesure.

Prix EnviroLys

Précurseur en finance durable, Fondation a reçu en décembre 2019 le prix EnviroLys remis par le Conseil des entreprises en technologies environnementales du Québec (CETEQ) dans la catégorie Support pour le développement de l'économie verte pour la mise en place du fonds **Inlandsis**. Celui-ci intervient avec efficacité et pragmatisme là où la réduction d'émission de GES a le plus d'effet, c'est-à-dire auprès des industries émettrices. Ce fonds, étroitement lié à l'existence même de la bourse du carbone, a une portée non seulement économique, mais aussi politique, sociale et environnementale.

Les nouveaux investissements de l'exercice

Spring Lane Capital	juin
Art Massif Structure de bois inc.	juin
Entreprises La Canadienne inc.	juillet
Solutions Munvo inc.	juillet
Les Designs Loki Box inc.	juillet
Usine Rotec inc.	juillet
Fonds Renewal 4	août
Falcon environmental inc.	novembre
Fondation pour le développement de l'habitation coopérative au Québec	novembre
Coop Agri-énergie Warwick	novembre
Novacap TMT V Co-Investissement (Nuvei), s.e.c.	décembre
Les Plastiques Évolupak inc.	décembre
Lambert et fils luminaires inc. et Les entreprises Lambert et fils inc.	décembre
Gestion Édifice Molson phase X, s.e.c.	décembre
Solutions Inedge inc.	décembre
Produits de plancher Finitec inc.	décembre
Fonds d'opportunités canadiennes Brightspark, s.e.c.	janvier
Société en commandite Ipso Facto VII	janvier
Le Groupe Seccan inc. et Seccan inc. (Serrubec)	janvier
Novacap TMT Co-Investissement (NDT-E), s.e.c. (Eddyfi Technologies)	février
Georgian Partners, Growth Fund V, L.P.	février
Alliance Magnésium inc.	mars
Fonds Capital de Risque Amplitude I S.E.C.	mars
InvestEco Sustainable Food Fund III, L.P.	avril
9972242 Canada inc. (Entosystem)	mai
Plant-E Corp.	mai

Les réinvestissements de l'exercice

Les Industries Spectra Premium inc.	juin
Inlandsis - Fonds de financement de projets de réduction de GES par contrat carbone s.e.c.	juillet
Ficodis	août
Les Aliments BCI inc.	septembre
Prana Biovégétaux inc.	octobre
Société immobilière Solar s.e.c	octobre
Sollio groupe coopératif	octobre
Société immobilière Solar s.e.c	novembre
Groupe R.Y. Beaudoin Inc.	décembre
Morille Québec inc. et Embouteillages JSG inc.	janvier
Hortau inc.	février
Les Aliments BCI inc.	avril
9090-4962 Québec inc. (Maison Le Grand)	avril
Société immobilière Solar s.e.c	avril
Industries Fabkor inc. (L.D. Rainville & Fils inc.)	mai

Retombées et impacts

Impacts économiques directs et indirects

Recourant à une méthode d'évaluation des retombées économiques inspirée de celle utilisée par Investissement Québec, chaque année Fondation effectue une étude d'impact des retombées directes et indirectes de ses activités d'investissement en incluant celles réalisées par Filaction, dont le capital provient entièrement de Fondation. Depuis plusieurs années, l'étude est confiée à l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC). Cette méthode a pour objectif de cerner la part des retombées économiques attribuables aux interventions de Fondation et de Filaction. Le risque financier, l'importance du projet et les perspectives de croissance du secteur d'activité sont les variables utilisées et les données recueillies font l'objet de simulations économétriques par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Le portefeuille d'entreprises visées par l'étude pour l'année 2019-2020 compte 278 PME¹, entreprises privées, coopératives ou OBNL dans tous les secteurs d'activité et dans toutes les régions du Québec². On estime que ce sont 990,7 millions de dollars qui étaient investis dans les entreprises et les fonds ayant fait l'objet de l'étude d'impact réalisée par l'IREC. (Cette dernière ne comptabilise pas l'impact positif sur les finances publiques des investissements réalisés dans les entreprises québécoises publiques (EQP) ni dans la plupart des fonds spécialisés.)

La méthodologie utilisée par l'IREC détermine que la part des recettes fiscales et parafiscales pour le gouvernement du Québec attribuables à Fondation s'élève respectivement à 85,6 millions de dollars et à 121,7 millions de dollars, ce qui totalise 207,3 millions de dollars. Les mêmes ratios sont appliqués aux recettes du gouvernement fédéral qui permettent d'attribuer aux investissements de Fondation des recettes fiscales de 53,9 millions de dollars et des recettes parafiscales de 19,2 millions de dollars, totalisant 73,1 millions de dollars.

Ratios avantages-coûts pour les deux paliers de gouvernement en 2019-2020

Le gouvernement du Québec offre un crédit d'impôt de 20 % aux épargnants qui cotisent au Fonds. L'émission d'actions à Fondation s'étant élevée à 284,1 millions de dollars pour l'année 2019-2020, la dépense fiscale a représenté 56,8 millions de dollars. Puisque les retombées fiscales et parafiscales attribuables à Fondation (incluant Filaction) sont de 207,3 millions de dollars, le ratio avantages-coûts pour le gouvernement du Québec par rapport aux activités de Fondation s'établit à 3,65 pour l'année financière 2019-2020. Le gouvernement fédéral octroyait, quant à lui, un crédit d'impôt de 15 % en 2019. Pour l'année financière 2019-2020, le crédit d'impôt fédéral a représenté un investissement de 42,6 millions de dollars. Avec des retombées fiscales et parafiscales attribuables à Fondation (incluant Filaction) de 73,1 millions de dollars, le ratio avantages-coûts pour le gouvernement fédéral a été de 1,72. Ainsi, pour chaque dollar en crédit d'impôt accordé aux épargnants de Fondation en 2019-2020, le gouvernement du Québec a récupéré 3,65 \$ et le gouvernement du Canada 1,72 \$ en revenus fiscaux et parafiscaux. L'étude démontre clairement que les deux paliers de gouvernement ont récupéré, dans la même année, beaucoup plus en recettes fiscales et parafiscales résultant des interventions de Fondation que le coût des crédits d'impôt octroyés aux épargnants.

3,65

Ratio avantages-coûts du gouvernement du Québec

1,72

Ratio avantages-coûts du gouvernement du Canada

Gouvernement du Québec	
Recettes fiscales et parafiscales attribuables à Fondation*	207,3 M\$
Dépenses fiscales	56,8 M\$
Ratio	3,65

* Comprend les impôts sur salaires, taxes de vente et taxes spécifiques et RRQ, CNESST, RQAP et FSS

Gouvernement du Canada	
Recettes fiscales et parafiscales attribuables à Fondation**	73,1 M\$
Dépenses fiscales	42,6 M\$
Ratio	1,72

** Comprend les impôts sur le salaire, taxe de vente et taxes et droits d'accise et assurance-emploi.

Emplois maintenus et créés

Une fois les projets d'investissement comptabilisés dans l'exercice entièrement réalisés, on évalue que Fondation et Filaction auront maintenu ou créé 47 185 emplois. En y ajoutant une estimation des retombées issues des investissements réalisés par les fonds partenaires ou spécialisés, l'IREC conclut que les activités de Fondation auront contribué à maintenir ou à créer un total de 47 867 emplois au cours de l'exercice financier s'étant terminé le 31 mai 2020.

Emplois maintenus et créés			
	2019-2020		
	Directs	Indirects	Totaux
Fondation et Filaction	32 641	14 544	47 185
Fonds spécialisés	476	206	682
Totaux	33 117	14 750	47 867

1. Comparativement à 242 entreprises en 2018-2019.

2. La majorité des investissements de Fondation sont au Québec. De ce fait les retombées hors-Québec ne sont pas considérées significatives.



28 445

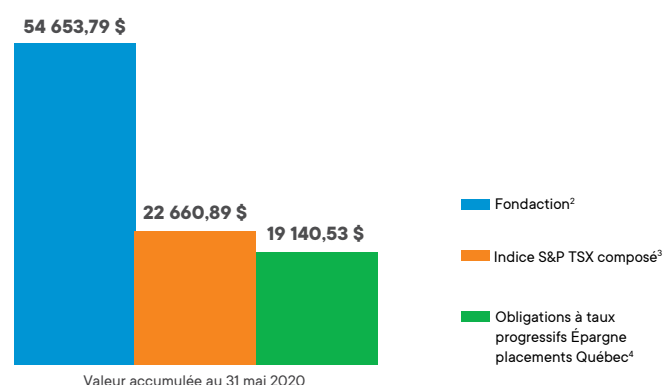
Nombre d'actionnaires de Fondation qui ont pu bénéficier de leur investissement lors de la prise de la retraite depuis 2016

Plus d'épargne pour la retraite

En combinant les crédits d'impôt de 35 % à la déduction REER, les épargnants peuvent verser jusqu'à 5 000 \$ par année dans leur REER Fondation pour un déboursé net de 1 873,50 \$ ou moins, selon leur niveau de revenu imposable. Ils profitent ainsi de conditions d'acquisition parmi les plus avantageuses offertes sur le marché de l'épargne-retraite. Les crédits d'impôt pour fonds de travailleurs permettent d'accumuler un capital plus important pour un même déboursé net par rapport à d'autres véhicules de placement. Par conséquent, bien que certains véhicules de placement puissent procurer des rendements plus élevés que Fondation, il est important de mentionner que pour un même déboursé net, ces rendements s'appliquent à un capital investi moins élevé. Même s'il est moins élevé, un rendement calculé sur un capital plus important peut rapporter davantage pour un même déboursé net.

Il est pertinent de rappeler que les investissements en capital de développement, au cœur de la mission de Fondation, sont réalisés essentiellement auprès d'entreprises non cotées en Bourse et auprès de fonds spécialisés. De plus, l'approche globale de Fondation en matière de gestion de l'actif vise à constituer un portefeuille diversifié.

Valeur accumulée au REER selon le véhicule de placement (10 cotisations annuelles effectuées¹)



1. Investissement annuel réalisé au 1er janvier de chaque année nécessitant un déboursé net de 1 000 \$ après avantages fiscaux. Le premier investissement a été réalisé le 1^{er} janvier 2011 et le dernier le 1^{er} janvier 2020. Le taux marginal d'imposition utilisé est de 40 %. Les calculs sont réalisés avec les valeurs réelles de l'action au moment de l'investissement.
2. Les crédits d'impôt sont de 40 % pour 2011 à 2014 et de 35 % pour 2015 à 2020. Les calculs sont réalisés avec les valeurs réelles de l'action au moment de l'investissement.
3. Valeur accumulée calculée avec les rendements annuels de chaque année complète et le rendement à jour pour la fraction d'année écoulée depuis la dernière cotisation. Source des rendements: Bloomberg.
4. Source: Épargne Placements Québec selon l'émission en vigueur au 1^{er} janvier de chaque année. Les obligations sont détenues jusqu'à l'échéance. Les obligations échues durant la période sont renouvelées avec la série émise l'année de l'échéance.

Chaque taux de rendement indiqué est un taux de rendement total composé annuel historique qui tient compte des fluctuations de la valeur des actions et du réinvestissement de tous les dividendes, le cas échéant, et ne tient pas compte de l'impôt sur le revenu payable par un actionnaire, qui aurait pour effet de réduire le rendement. La propriété des actions d'un fonds d'investissement donne lieu à des frais permanents. Les actions de Fondation ne sont pas garanties, il s'agit d'un placement dont la valeur et le rendement fluctuent, son rendement passé n'est pas indicatif de son rendement futur. Avant d'investir, veuillez consulter le prospectus au fondation.com/prospectus.php.



À ce jour, 550 hectares ont été revitalisés dans Charlevoix grâce à l'entreprise Pierre Du Moulin.



Le moulin à impacts de Selva Norte

Après quelques semaines de délai dues à la COVID-19, la construction du moulin à café vert a commencé en juin à Jaén, au nord-ouest du Pérou. Propulsé par Urapi Gestion durable des sols, un fonds capitalisé en grande partie par Fondation et le Fonds LDN, le projet Café Selva Norte transforme l'environnement et la vie de cette communauté rurale.

«Café Selva Norte est un projet de restauration de terres dégradées et de gestion durable des sols dans le nord du Pérou impliquant six coopératives de caféiculteurs. Il vise notamment l'amélioration des conditions de vie de 2 500 producteurs», note Karina Santana, co-fondatrice d'ECOTIERRA, l'entreprise de Sherbrooke qui gère le fonds URAPI et qui développe l'approche révolutionnaire d'agroforesterie durable du projet Café Selva Norte.

La culture du café sous les arbres remplace des pratiques non durables telles que la culture sur brûlis ou culture migratoire, réduisant drastiquement les émissions de gaz à effet de serre et freinant la dégradation des sols.

Géré de manière coopérative, Café Selva Norte renforce également le tissu social en assurant une rétribution équitable des petits producteurs, dont les revenus augmenteront de plus de 300 % grâce au projet.

Les efforts de réduction de l'empreinte environnementale sont valorisés par ECOTIERRA avec la création d'ElevaFinca, un modèle d'approvisionnement unique qui fournit des données sur les impacts sociaux, environnementaux et économiques du projet ainsi que sur la traçabilité du café, de la coopérative au distributeur, ce qui inclut la compensation carbone pour le transport du café.

ElevaFinca a été présenté par webinaire à la majorité des grands acheteurs de cafés européens, soit plus de 100 participants. Ceux-ci représentaient les principaux courtiers et torréfacteurs du monde : Nestlé, Nespresso, Starbucks, JDE, Paulig, Tchibo, Lavazza, Taylors of UK, Olam, Hacofo, Dreyfus, BeGreen Trading, Efico et plusieurs autres. L'intérêt manifesté est très encourageant, non seulement pour le projet Café Selva Norte, mais aussi pour l'évolution souhaitable de l'industrie et du marché.

Pierre du Moulin, patrimoine et technologie

Pierre Du Moulin, c'est une entreprise agricole, mais c'est aussi un projet de revitalisation du territoire aux multiples impacts sociaux.

Fondé en 2015, ce consortium qui réunit sept associés a en effet vocation à :

- ▶ Revitaliser des terres en friche par une approche biologique distinctive dans Charlevoix ;
- ▶ Mettre à niveau le seul moulin à eau à vocation patrimoniale et commerciale au Québec pour produire une farine biologique moulue sur pierre ;
- ▶ Dynamiser la filière agroalimentaire de Charlevoix par des stages de six mois offerts aux jeunes agriculteurs afin de créer une relève dans la région.

La dénomination Pierre Du Moulin (PDM) désigne la pierre de meule ainsi que le moulin lui-même. Situé à Baie-Saint-Paul, le moulin de la Rémy fut construit en 1826. Héritage Charlevoix a trouvé en PDM le partenaire idéal pour permettre une réfection respectueuse et des revenus assurant sa pérennité. Pour l'agronome Rudy Laixhay qui dirige l'entreprise, les experts qu'il a fait venir des vieux pays « ont su intégrer les dernières technologies d'automatisation sans dénaturer ce joyau du patrimoine qui fait aussi partie de l'offre touristique et culturelle de la région ».

« Ce projet constitue une réponse positive à l'angoisse que soulèvent de nos jours les questions de santé, d'environnement, de technologies et de mondialisation de l'économie, estime Claude Lafleur, président du conseil d'administration de PDM. Mieux cultiver pour mieux se nourrir, c'est essentiel. Le faire en appliquant des technologies de pointe qui respectent le milieu naturel tout en valorisant le patrimoine et la propriété foncière, ça devient socialement très porteur. »

À ce jour, 550 hectares ont été revitalisés et sont cultivés selon une approche de rotation des cultures et de préservation du réseau mycorhizien. L'équipe de PDM compte 10 personnes qui assurent l'administration, la gestion des récoltes, les opérations de la machinerie agricole, le fonctionnement du moulin et les stages. L'un des stagiaires a récemment décidé de s'installer sur place et il aura accès à une terre de plus de 120 hectares.

Pour Claire Bisson, chef adjointe, investissements directs, impacts, à Fondation, « cela ouvre la voie à l'expansion d'entreprises de transformation dans Charlevoix puisque plusieurs d'entre elles doivent s'approvisionner localement en grain ou farine biologique pour conserver la certification propre au terroir de Charlevoix. »





100 %

des investissements en immobilier de Fondation comportent un volet social et un volet environnemental

941 642

Les projets d'impact dans lesquels Fondation a investi dans l'intention de contribuer à la lutte contre les changements climatiques ont permis d'éviter l'émission de 941 642 tonnes équivalent CO₂ dans l'atmosphère du 1^{er} juin 2019 au 31 mai 2020. Cela correspond à 16,7% de la cible de réduction annuelle du Québec.

Cette évaluation a été calculée selon une méthodologie basée sur la norme ISO 14064-2. Ainsi, Fondation a établi que les investissements réalisés par Fondation dans des entreprises, projets et fonds dans l'objectif spécifique de lutter contre les changements climatiques auront permis d'éviter en un an l'équivalent des émissions de plus de 250 000 voitures. À noter que seul l'impact des solutions mises en oeuvre par ces entreprises, projets et fonds a été évalué, sans analyse du cycle de vie.

Site extérieur d'une ancienne mine de charbon en Virginie-Occidentale dont le financement par contrat carbone d'Inlandsis, fonds partenaire de Fondation, a permis l'installation de systèmes d'incinération de dernière génération éliminant plus efficacement les émanations de méthane. (page 24)

Cultivons pour donner du sens à l'avenir

Au printemps 2019, Fondation, en collaboration avec MicroHabitat, a contribué à l'implantation d'un potager écologique à l'école Champlain, située à Montréal, afin de donner accès gratuitement à des légumes frais et locaux aux familles du quartier. La première récolte a totalisé 140 kg de produits frais et ultra-locaux.

Baptisé Cultivons pour donner du sens à l'avenir, le programme vise à soutenir les écoles en milieux défavorisés du Québec en mettant à leur disposition tout le matériel nécessaire pour l'implantation d'un potager, des ressources d'expertise et des outils pédagogiques.

Il a été récompensé du Grand prix DUX dans la catégorie Entreprises non alimentaire – PME, en janvier dernier. Et cet été, malgré la COVID, les jardins mis en place à Montréal et à Québec ont pu être ouverts.

Le programme fait partie des initiatives en faveur de la sécurité alimentaire que mène Fondation, qui en fait maintenant sa cause sociale.



Vidéo et complément d'information [sur notre site Internet](#)



8^e rapport de développement durable

Depuis 2006, Fondation réalise tous les deux ans un rapport de développement durable selon les normes établies par la Global Reporting Initiative (GRI). On y décrit sous les angles économique, social et environnemental la performance extrafinancière du fonds.



Consultez le Rapport de développement durable 2018-2020 [sur notre site Internet](#).





Préparer l'avenir, ensemble

À l'aube de son 25^e anniversaire, Fondation prépare un nouveau chapitre de son histoire. L'avenir de Fondation, c'est celui d'un fonds qui priorise les personnes, un fonds qui est positif, précurseur et performant. Cet avenir, le Fonds entend le préparer de manière participative et collective. C'est ainsi que Fondation convie l'ensemble de ses parties prenantes à participer, au cours des prochains mois, à un vaste exercice de planification stratégique. Cette réflexion vise à tracer le chemin pour accélérer la croissance du fonds, à améliorer son efficience et à augmenter son impact.



Rapports financiers



Rapport de gestion annuel	30
Faits saillants	31
Contexte économique et financier	35
Analyse de la performance financière par la direction	39
États financiers	55
Relevé du coût des investissements en capital de développement	86
Relevé des autres investissements (non audité)	97
Répertoire de la quote-part de Fondation du coût des investissements effectués par les fonds partenaires ou spécialisés (non audité)	108



Rapport de gestion annuel

pour l'exercice terminé le 31 mai 2020

Le présent rapport de gestion annuel complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers annuels complets de Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (Fondation ou le Fonds). Il explique, du point de vue de la direction, les résultats que Fondation a obtenus au cours de l'exercice visé par les états financiers ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celle-ci.

Les états financiers annuels complets peuvent être obtenus gratuitement, sur demande, en appelant au 514 525-5505 ou au 1 800 253-6665, en nous écrivant au 2175, boulevard De Maisonneuve Est, bureau 103, Montréal (Québec) H2K 4S3, en consultant notre site Internet www.fondaction.com ou le site Internet de SEDAR www.sedar.com. Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information intermédiaire.

Fondation est assujéti aux exigences du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* publié par l'Autorité des marchés financiers et en applique les exigences notamment dans ce rapport de gestion. Ce règlement définit différentes normes de divulgation d'information dans les états financiers, le rapport de gestion, ainsi que les relevés et le répertoire liés à ceux-ci. De plus, il encadre le processus d'évaluation des investissements en capital de développement.

Les pages qui suivent présentent une analyse des états financiers de Fondation pour l'exercice terminé le 31 mai 2020, ainsi que de l'information sur le contexte économique et financier qui prédominait au cours de cet exercice. L'analyse vise à permettre aux lecteurs de comprendre et d'apprécier l'évolution de Fondation ainsi que les changements survenus au cours de cette période.

Certaines informations prospectives peuvent figurer dans ce rapport de gestion. Ces informations reposent sur des hypothèses. Leur réalisation est intrinsèquement soumise à l'évolution des marchés et du contexte économique, ainsi qu'à des événements ou changements pouvant survenir indépendamment de la volonté de Fondation.

Crédits d'impôt aux personnes qui souscrivent à Fondation

Les fonds de travailleurs constituent un outil de développement économique important pour le Québec. Ils contribuent au financement des PME québécoises de tous les secteurs de l'économie et favorisent la création et le maintien d'un grand nombre d'emplois dans les régions du Québec.

L'appui des gouvernements prend la forme d'avantages fiscaux consentis aux contribuables lors de l'achat d'actions par l'octroi de crédits d'impôt. De plus, l'achat de ces actions est admissible au régime enregistré d'épargne-retraite. Le 27 mars 2018, le gouvernement du Québec a confirmé le maintien, jusqu'au 31 mai 2021, de la majoration exclusive du taux de crédit de 15 % à 20 % consenti aux actionnaires souscrivant à Fondation. En épargnant avec Fondation, les contribuables québécois peuvent donc profiter de crédits d'impôt de 35 % (20 % du gouvernement du Québec et 15 % du gouvernement fédéral).

De plus, le plafond des émissions annuelles d'actions s'établit à 275 M\$ pour ses exercices financiers se terminant aux 31 mai 2020 et 2021. Cependant, la portion non utilisée du plafond des émissions annuelles d'une année donnée continue de s'ajouter au plafond des émissions annuelles de l'année suivante. Ainsi, compte tenu des émissions annuelles des dernières années, les émissions d'actions au cours du prochain exercice pourront atteindre un peu plus de 290 M\$.

Faits saillants

Au cours de son exercice 2019–2020, le rendement à l'actionnaire a été de 3,6 % (–0,6 % au deuxième semestre), comparativement à 2,8 % pour son exercice 2018–2019 (2,6 % au deuxième semestre). La valeur de l'action a ainsi progressé pour s'établir à 12,59 \$ au 31 mai 2020, comparativement à 12,15 \$ au 31 mai 2019.

Au cours de l'exercice, Fondation a généré un résultat global de 85,7 M\$, comparativement à un résultat global de 60,5 M\$ au cours de l'exercice précédent.

Les émissions d'actions au cours de l'exercice totalisent 284,1 M\$, comparativement à 272,7 M\$ au cours de l'exercice précédent, en hausse de 4,2 %.

Les rachats et achats de gré à gré s'établissent à 287,5 M\$, comparativement à 122,0 M\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2019, en hausse de 136 %. Les incertitudes générées par la volatilité observée sur les marchés financiers, depuis

le début de la pandémie de la COVID–19, ont certainement incité certains actionnaires à la retraite ou de plus de 65 ans à retirer leurs fonds avant l'annonce d'une nouvelle valeur de l'action.

Au 31 mai 2020, l'actif net a atteint 2,26 G\$, en hausse de 3,8 % par rapport à l'actif net de 2,18 G\$ au 31 mai 2019.

Malgré la hausse importante des rachats et achats de gré à gré, le nombre d'actionnaires a tout de même progressé au cours de l'exercice, passant de 170 631 au 31 mai 2019, à 176 488 au 31 mai 2020, en hausse de 3,4 %.

Fondation a cessé d'accepter des souscriptions par montant forfaitaire dès le 17 décembre 2019, lors de sa dernière campagne REER, soit un peu plus de sept semaines plus tôt que l'année précédente, afin de respecter la limite imposée par le plafond d'émissions annuelles d'actions autorisé par le gouvernement du Québec. Ce mode d'épargne est à nouveau accessible depuis le 1^{er} juin 2020.



Faits saillants financiers

Les tableaux qui suivent font état de données financières clés concernant Fondation et ont pour objectif d'aider à comprendre ses résultats financiers des cinq derniers exercices. Ces renseignements découlent des états financiers audités du Fonds.

Variation de l'actif net par action de catégorie A

Exercices terminés les 31 mai

(en dollars)	2020	2019	2018	2017	2016
Actif net par action de catégorie A au début de l'exercice	12,15	11,82	11,22	10,43	10,23
Augmentation (diminution) provenant des activités opérationnelles ¹					
Produits : intérêts, dividendes et distributions, honoraires et autres revenus	0,50	0,53	0,45	0,39	0,58
Gains (pertes) réalisés	0,22	0,38	0,30	0,09	(0,17)
Gains (pertes) non réalisés	0,10	(0,16)	0,15	0,59	0,07
Charges opérationnelles	(0,37)	(0,31)	(0,26)	(0,26)	(0,23)
Provision reliée aux éventualités	-	-	-	(0,06)	-
Impôts sur le résultat	-	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,01)
Augmentation (diminution) provenant de l'autre élément du résultat global					
Réévaluation des passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs, déduction faite des impôts	0,01	(0,08)	(0,01)	0,06	(0,03)
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions	(0,02)	(0,02)	(0,02)	(0,01)	(0,01)
Actif net par action de catégorie A à la fin de l'exercice²	12,59	12,15	11,82	11,22	10,43

1. L'augmentation provenant des activités opérationnelles est en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice considéré.

2. L'actif net par action est en fonction du nombre réel d'actions en circulation au moment considéré.

Ratios et données supplémentaires

Exercices terminés les 31 mai

(en millions de dollars, sauf si autrement spécifié)	2020	2019	2018	2017	2016
Produits	150,6	130,3	141,8	158,0	67,5
Résultat net	83,0	73,8	99,4	111,1	34,6
Résultat global	85,7	60,5	97,6	119,9	29,9
Juste valeur des investissements en capital de développement, incluant les engagements, garanties et cautionnements	1 517,0	1 450,9	1 265,1	1 179,2	1 002,7
Actif net	2 264,6	2 182,2	1 971,1	1 710,9	1 490,1
Émissions d'actions	284,1	272,7	267,5	202,6	191,3
Rachats d'actions	287,5	122,0	105,0	101,8	92,8
Actions de catégorie A en circulation (nombre, en millions d'actions)	179,9	179,6	166,8	152,5	142,9
Actionnaires (nombre, en milliers)	176,5	170,6	156,7	137,6	131,4
Ratio des charges opérationnelles ¹	2,93	2,56	2,21	2,30	2,22
Ratio des frais de transaction ² (%)	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Taux de rotation du portefeuille ³ :					
Investissements en capital de développement (%)	14,88	18,82	17,57	13,10	12,41
Autres investissements ⁴ (%)	155,53	302,89	113,15	167,04	127,36

1. Le ratio des charges opérationnelles est calculé en divisant les charges opérationnelles avant impôts par la moyenne de l'actif net des fins de semestres de l'exercice concerné. Ce calcul exclut l'autre élément du résultat global et la provision reliée aux éventualités.

2. Le ratio des frais de transaction, qui inclut les commissions et autres frais de transaction du portefeuille, est calculé et présenté de la même façon que le ratio des charges opérationnelles.

3. Le taux de rotation du portefeuille reflète le nombre de changements apportés à la composition du portefeuille; un taux de 100 % signifiant que l'équivalent d'une fois le portefeuille a été acheté et vendu au cours de l'exercice. Il n'y a pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement du Fonds.

4. Un des gestionnaires du portefeuille de titres à revenu fixe a transigé de façon plus importante au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2019 qu'à l'habitude afin de procéder à certains ajustements de son portefeuille.



Contexte économique et financier

À l'international

La pandémie de la COVID-19, qui a frappé le monde entier au début de l'année 2020, a mené à la fermeture de bon nombre de frontières et a poussé de nombreux pays à fermer leur économie — ce que certains appellent déjà « Le Grand Confinement » — peut être considérée comme un point charnière dans l'histoire. La mise sur pause de l'économie a entretemps causé une récession.

Selon le Fonds monétaire international (FMI), la croissance économique mondiale a atteint 2,9 % en 2019. En raison des impacts économiques de la pandémie, le FMI prédit une contraction du PIB mondial de 3 % pour 2020, soit un recul bien plus marqué que lors de la crise financière de 2008-2009. Le FMI prévoit également que la contraction du PIB de la zone euro pour 2020 sera de 7,5 %. En comparaison, elle se situait à 1,2 % en 2019.

Cependant, une reprise graduelle de l'économie dans plusieurs endroits du monde est en cours. Plusieurs pays ont injecté des milliards de dollars pour maintenir leur économie à flot durant cette pandémie. Les blessures seront néanmoins profondes ; par conséquent, l'hypothèse d'une longue récession ne peut être écartée. Un effort majeur pour assurer la relance de l'économie sera nécessaire après la reprise. La façon de s'y prendre sera déterminante puisque cette relance pourrait certainement être l'occasion de transformer l'économie de manière durable.

En effet, on reconnaît assez largement que nous avons devant nous une chance extraordinaire d'accélérer des transformations déjà nécessaires avant la crise, notamment en ce qui a trait à la lutte aux changements climatiques. Par exemple, le FMI, la Banque mondiale, l'Organisation internationale du Travail et l'ONU ont déjà affirmé que la relance devra être verte et tabler sur un filet de protection sociale. En Europe, le pacte vert visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre à zéro net d'ici 2050 a été voté et adopté au Parlement européen en janvier 2020 avec des demandes pour que les mesures mises de l'avant dans le pacte soient plus ambitieuses. Le plan inclut la mise en place de taxes sur le carbone pour les pays qui ne réduiraient pas leur pollution par les gaz à effet de serre à un rythme qui permette d'atteindre les objectifs convenus. Il comprend aussi, un plan d'action pour l'économie circulaire, une stratégie de mobilité durable et une stratégie forestière pour l'UE. Ce plan vert inclut la création d'un « Fonds de transition juste », d'un montant de 7,5 milliards \$ au total pour la période 2021-2027.

Bien que la transition énergétique soit inévitable afin d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, la rapidité et l'ampleur de son déploiement sont fortement affectées par la baisse du prix

du pétrole. Normalement, un prix du pétrole qui demeure bas aura des répercussions positives sur la consommation alors qu'une hausse de prix encouragera davantage les entreprises et les consommateurs à rechercher des sources d'énergie alternatives plus favorables à l'environnement. Or, l'industrie du pétrole n'est pas dans une bonne posture : le prix du pétrole est si bas et la demande a été si faible durant le Grand Confinement que les pertes financières dans ce secteur sont évaluées à 1 trillion \$ pour l'année 2020 par certains experts. Les impacts de ces pertes sur la transition énergétique restent à déterminer.

Aux États-Unis

Au 31 mai dernier, les États-Unis étaient devenus l'un des pays les plus endeuillés du monde par la pandémie de coronavirus. Par voie de conséquence, la fermeture de l'économie du pays entre la mi-mars et la mi-mai 2020, a amené environ 36,5 millions de personnes à se pointer au chômage. Selon le FMI, la croissance de l'économie américaine sera négative pour 2020. Le PIB qui avait crû de 2,3 % en 2019 est prévu à -5,9 % pour 2020. Le taux de chômage aux États-Unis a, bien entendu, augmenté. Il a été évalué à 3,7 % en 2019 et devrait grimper pour atteindre 10,4 % en 2020, pour redescendre à 9,1 % en 2021.

Dans le cadre des actions pour maintenir à flot l'économie américaine, la Federal Reserve a baissé son taux directeur à 0 % en mars 2020. Toujours en mars, l'administration Trump a signé un plan de sauvetage de 2 200 milliards \$ (USD) visant à soutenir les industries, les petites entreprises et les citoyens affectés par l'épidémie de COVID-19.

La pandémie risque d'avoir un effet sur les élections aux États-Unis, prévues pour novembre 2020. La vie courante devenue plus difficile influence la campagne électorale et le processus de vote pourrait ne pas se dérouler comme à l'habitude. Une victoire républicaine ou une victoire démocrate auront des effets importants sur la direction de la relance économique mondiale puisque ce sont deux visions opposées quant aux questions de l'économie, de l'environnement et du social qui s'affronteront dans ces élections qui ont lieu dans l'une des économies les plus importantes de la planète.

Au Canada

La pandémie n'a pas épargné le Canada. En effet, le 31 mai 2020, on comptait un total de 90 947 cas de COVID-19. Les gouvernements fédéral et provinciaux ont soutenu les ménages et les entreprises en mettant en place un bon nombre de mesures durant la fermeture économique, avec notamment une subvention salariale pour maintenir le lien d'emploi entre employeurs et employés, la prestation canadienne d'urgence (PCU), une subvention aux loyers commerciaux, ainsi que des facilités d'endettement pour les entreprises leur permettant de maintenir un niveau de liquidités relatif.

Ottawa a dépensé plus de 200 milliards \$, soit l'équivalent de plus de 10 % du PIB canadien, entre mars et mai 2020 et rien n'indique que les dépenses ralentiront significativement au cours des mois qui viennent. Le gouvernement fédéral se dirige vers un déficit important pour 2020. Pour aider l'État à financer au moins en partie ces mesures, la Banque du Canada

Rapport de gestion

a recours à un assouplissement quantitatif : en effet, dans le contexte de la pandémie, la Banque du Canada s'est engagée à acheter pour au moins 5 milliards \$ par semaine de titres du Gouvernement du Canada sur le marché secondaire, et ce, jusqu'à ce que la reprise soit bien engagée.

Pour la seconde moitié de 2019, la Banque du Canada a maintenu son taux directeur à 1,75 %. Toutefois, en réponse à la pandémie de la COVID-19, la Banque du Canada a baissé son taux directeur trois fois en mars 2020 allant jusqu'à 0,25 %. Considérant l'incertitude qui plane sur l'économie mondiale et au Canada, la Banque du Canada a préféré ne pas faire de prévision économique pour le Canada au mois de mars comme elle en a pourtant l'habitude. De son côté, le FMI prévoit une croissance économique négative au Canada en 2020 suivie d'une croissance en 2021. En effet, la croissance du PIB, qui se situait à 1,6 % en 2019, devrait passer à -6,2 % en 2020, puis remonter à 4,2 % en 2021.

Comme ailleurs, le taux de chômage a augmenté de manière importante au Canada. En avril 2020, il était question d'un taux de chômage de 13,5 % alors qu'en avril 2019, ce taux se chiffrait à 5,9 %. Le niveau d'endettement des Canadiens demeure relativement stable, mais élevé. Le taux d'épargne, quant à lui, demeure bas. Une relance économique pourra donc se faire difficilement en misant sur une stimulation de la demande par le biais de l'endettement accru des ménages. Aussi, la pandémie aura forcé les entreprises à s'endetter et le ratio d'endettement élevé de celles-ci devient aussi un risque pour la santé de l'économie canadienne. On peut prévoir un nombre important de faillites d'entreprises en raison des effets négatifs sur leurs bilans et, si rien n'est fait, même celles qui fonctionnaient très bien avant la pandémie seront touchées.

Le tissu économique est affecté de manière importante et du fait de sa structure, l'économie canadienne appelle plus qu'ailleurs des changements fondamentaux pour concevoir le développement économique à long terme. Le gouvernement fédéral a fait usage d'outils jamais utilisés auparavant pour maintenir à flot l'économie pendant la crise, notamment au début de celle-ci. Il a également répété à plusieurs reprises que la relance économique aurait aussi pour but de décarboniser l'économie canadienne.

Certes, la stabilité de ce gouvernement minoritaire élu en octobre 2019 et sa capacité de mettre en œuvre les mesures de relance nécessaires dépendront de ses aptitudes à faire des alliances avec des partis d'opposition, comme ce fut le cas pour plusieurs des mesures adoptées dans les premières semaines de la crise.

Au Québec

Compte tenu du nombre de cas et de décès déclarés, la pandémie a frappé plus durement le Québec que le reste du Canada. La région métropolitaine de Montréal a été la plus touchée. Entre les mois de mars et mai, plusieurs secteurs de l'économie ont été fermés, alors que les citoyennes et citoyens étaient appelés à rester chez eux le plus possible. Dans ces conditions, les secteurs de l'hébergement et de la restauration, du commerce de gros et de détail, de la fabrication et de la construction comptaient à eux seuls près de 60 % des pertes d'emplois au Québec pour les mois de mars et avril 2020.

Pour les deux premiers mois de l'année 2020, le PIB réel du Québec a été de 2,5 % plus élevé que celui de la même période de 2019. Toutefois, le PIB réel aux prix de base du Québec a diminué de 0,3 % en février 2020, après avoir augmenté de 0,5 % en janvier. Cette baisse est attribuable aux effets de la pandémie mondiale qui ont commencé à se faire ressentir dans l'économie du Québec avant la fermeture de celle-ci. La contraction du PIB du Québec en février 2020 par rapport à janvier provient des reculs observés dans les industries productrices de biens (- 0,9 %) ainsi que dans les industries productrices de services (- 0,1 %). Le taux de chômage au Québec en avril 2020 était de 18,2 % alors qu'en avril 2019, ce taux se chiffrait à 5,4 %. Un déconfinement progressif aiderait sans doute ce chiffre à baisser, mais il n'en reste pas moins que nous sommes passés d'une situation de plein emploi marquée par des pénuries de main-d'œuvre à un taux de chômage qui se rapproche du 20 %.

Conclusion

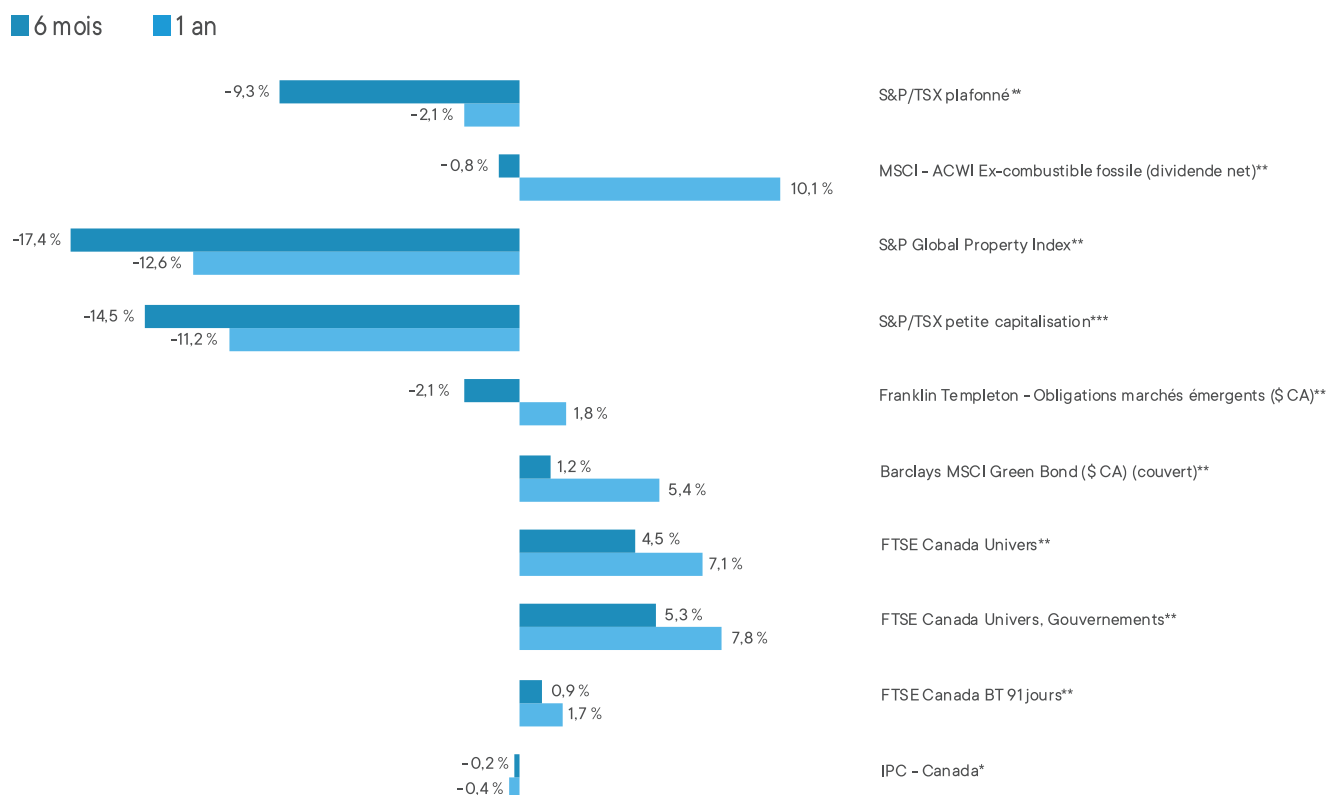
Quelle place reste-t-il pour une transformation économique plus équitable, inclusive, verte et durable dans un contexte de pandémie ? Il semble que cette transformation soit plus que jamais pertinente, essentielle et souhaitée. La plus grande manifestation de l'histoire du Québec, ayant pour thème la protection de l'environnement, a eu lieu à Montréal le 27 septembre 2019. Rappelons qu'en 2018, la Ville de Montréal a adopté une déclaration citoyenne universelle d'urgence climatique que le gouvernement du Québec a, à son tour, appuyée par une motion de reconnaissance de l'urgence climatique en septembre 2019.

Il y aura un besoin pour une large concertation et une mobilisation alignée du capital privé et du capital public pour répondre aux défis qui se profilent. Les gouvernements ne pourront tout faire seuls, ne serait-ce qu'en raison de la pression élevée sur les finances publiques découlant des dépenses urgentes.

Il faudra donner du sens à l'argent investi dans cette relance. En effet, si les gouvernements ont réagi rapidement pour soutenir les citoyens, les travailleurs et les entreprises directement affectés par la crise, c'est collectivement que nous devons maintenant travailler pour mettre en place les bases d'une économie transformée, résiliente, innovante et plus démocratique. Pour y parvenir, il sera donc nécessaire de faire émerger un consensus positif autour de ce grand projet collectif et de faire en sorte que cette nouvelle économie devienne une réalité.

Performance des marchés financiers

Voici les rendements générés par quelques indices de référence au cours des périodes de six mois et un an en date du 31 mai 2020.



* IPC d'ensemble pour le Canada, non désaisonné, publié par Statistique Canada

** AON Hewitt inc.

*** Bloomberg

Les marchés financiers ont été volatils au cours des 12 derniers mois. À titre indicatif, l'indice S&P/TSX plafonné qui suit la capitalisation boursière des plus importantes sociétés canadiennes dont les titres sont négociés à la Bourse de Toronto, a connu une progression de 14,4 % entre le 1^{er} juin 2019 et le 20 février 2020. L'indice a plongé par la suite de 37,2 % jusqu'à l'atteinte du creux du 23 mars 2020 pour par la suite se relever de 36,3 % jusqu'au 31 mai 2020 et a ainsi récupéré en bonne partie la perte générée. L'indice a généré un rendement annualisé négatif de -2,1 %.



Analyse de la performance financière par la direction

Mission, orientations, objectifs et stratégies

Résumé de la mission

Fondaction est un fonds d'investissement entièrement et résolument engagé en faveur du développement durable et ce, depuis son démarrage, il y a maintenant 25 ans.

En tant que fonds de travailleurs, Fondaction stimule et recueille une épargne régulière en vue de la retraite auprès d'un large nombre de travailleuses et travailleurs, syndiqués ou non, et de la population en général. En rendant accessible une épargne-retraite peu coûteuse, Fondaction aspire à contribuer à l'amélioration des conditions financières à la retraite d'un nombre grandissant de Québécois.

Fondaction investit les épargnes recueillies dans des entreprises québécoises afin de contribuer au maintien et à la création d'emplois, ainsi qu'au développement d'une économie plus verte, plus équitable, plus inclusive et plus performante. En soutenant les entreprises de tous les secteurs qui sont engagées dans la transition vers un développement durable, Fondaction génère de la croissance pour les entreprises, un rendement financier pour les actionnaires et des retombées positives pour la société.

Plusieurs valeurs déterminent les modes de gouvernance, de gestion et de fonctionnement du Fonds. Parmi celles-ci se trouvent l'intégrité, le respect, l'authenticité, l'audace et l'engagement.

Objectifs et principales stratégies de gestion

Fondaction se distingue par une vision globale où les fonctions de cueillette d'épargne, d'engagement auprès de la société et d'investissement dans les entreprises, fonds et projets sont les trois fondements opérationnels de sa pertinence et de son impact. Précurseur en développement durable, Fondaction mobilise son expertise, ses valeurs et sa force économique au service de la transformation positive de l'économie québécoise.

Célébrant cette année son 25^{ième} anniversaire, Fondaction a comme orientation de préparer l'avenir. C'est ainsi que Fondaction convie l'ensemble de ses parties prenantes à participer à un vaste exercice de planification stratégique au

cours des prochains mois. Cette réflexion vise à tracer le chemin pour accélérer la croissance du fonds, améliorer son efficacité et augmenter son impact. Dans ce même esprit, Fondaction pose les bases pour une transformation numérique, a modifié sa structure organisationnelle pour favoriser l'imputabilité, l'efficacité et la collaboration, entreprend de réviser sa gouvernance à la lumière des meilleures pratiques et améliore ses outils de mesure de performance extra-financière.

Fondaction offre aux travailleuses et aux travailleurs québécois un produit d'épargne performant, qui leur permet de donner du sens à leur argent tout en accumulant du capital pour leur retraite. Pour rendre cette épargne plus accessible, Fondaction s'appuie principalement sur un réseau de personnes militantes, présentes dans les lieux de travail, qui sensibilisent leurs collègues à l'importance d'épargner pour la retraite et qui font connaître Fondaction, dans toutes les régions du Québec. L'épargne systématique est particulièrement encouragée, par le biais de la retenue sur le salaire, offerte dans un grand nombre de milieux de travail, ainsi que par le débit préautorisé.

Dans ses investissements, Fondaction se distingue par sa stratégie, entièrement axée sur la finance durable et par son approche positive face aux enjeux de société. Un diagnostic de performance globale est réalisé avant chaque investissement, un accompagnement est offert aux entreprises désireuses d'améliorer leurs pratiques et Fondaction privilégie les entreprises, fonds et projets ayant des retombées sociétales positives, notamment en lien avec trois thèmes, soit :

- ▶ la lutte aux changements climatiques et la préservation des ressources;
- ▶ l'agroalimentaire durable;
- ▶ les territoires, villes et communautés durables.

Fondaction s'assure de respecter le seuil minimal d'investissements (Norme d'investissement) à impact économique québécois fixé par la loi l'ayant constitué. Partenaire de l'économie sociale, le Fonds soutient des approches collectives de propriété et de gestion. Une saine diversification est recherchée quant aux secteurs d'activité, aux stades d'évolution des entreprises ainsi qu'en ce qui concerne les produits utilisés.

Le portefeuille des autres investissements vise à compléter l'actif de manière à optimiser la relation rendement-risque de l'ensemble du Fonds sur un horizon de dix ans. Des efforts particuliers sont consacrés à diminuer le risque de rendement négatif à court terme. Fondaction exige de ses conseillers en valeurs externes qu'ils intègrent les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans leurs processus de placement. De plus, l'exclusion des titres d'entreprises détenant des réserves d'énergie fossile, les efforts pour réduire l'empreinte carbone et l'ajout d'obligations vertes sont des exemples de l'application des principes du développement durable à ce portefeuille.

Gestion des risques

Gouvernance

Fondation dispose d'une ligne directrice en matière de gouvernance, recommandée par le comité de gouvernance et d'éthique et adoptée par le conseil d'administration. En plus d'établir les rôles et responsabilités du conseil d'administration, elle vise à apporter des précisions, entre autres, sur la composition et l'indépendance du conseil, ainsi que sur l'évaluation périodique de sa performance et à réaffirmer l'engagement des membres en vertu du code de conduite et d'éthique de Fondation. La ligne directrice en matière de gouvernance fait également état des dispositions à prendre lors de l'élection ou de la désignation des membres, de la *Politique de jetons de présence et de remboursement de dépenses des membres du conseil d'administration et des comités*, de même que des processus de formation continue.

De façon générale, le rôle du conseil d'administration est de déterminer les choix stratégiques de Fondation, de gérer toute question nécessaire au bon fonctionnement de ses activités et de contrôler et vérifier tous les points qu'il estime devoir surveiller. Les politiques, le budget annuel et les orientations stratégiques de Fondation sont donc adoptés par le conseil d'administration qui maintient une vision globale des activités et s'assure de recevoir une reddition de compte adéquate de la direction. Le conseil d'administration a créé des comités pour l'assister dans son travail afin de faciliter et d'assurer un suivi régulier des activités et de l'application des codes, normes et des politiques. Ces comités ont pour tâche de formuler des recommandations au conseil, le comité exécutif ayant, de plus, un pouvoir décisionnel. Les comités sont composés de membres du conseil d'administration et, lorsque requis, de membres externes reconnus pour leurs expertises. L'organigramme suivant présente les comités créés par le conseil d'administration.

Les responsabilités de ces comités formés par le conseil d'administration sont les suivantes :

Comité exécutif : composé du président du conseil d'administration, de la présidente-directrice générale et de trois autres membres du conseil d'administration, ce comité exerce les pouvoirs et responsabilités du conseil d'administration entre les réunions du conseil. La composition de ce comité doit être constituée d'une majorité de personnes indépendantes. À ce jour, les activités de ce comité

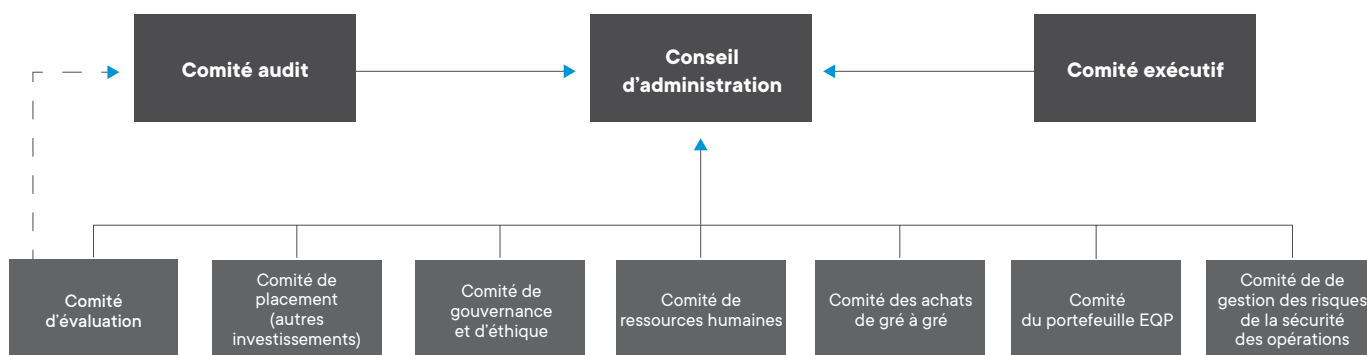
ont été concentrées principalement sur l'autorisation d'investissements et l'autorisation des déboursements relatifs aux investissements consentis par le conseil ou le comité exécutif. Le comité exécutif autorise les investissements de 5,0 M\$ et moins. Il effectue également le suivi de l'évolution du portefeuille d'investissements directs en entreprise.

Comité d'audit : composé de membres du conseil d'administration qui ne font pas partie de la direction de Fondation et, en majorité, de membres indépendants, ce comité voit au respect des pratiques comptables et des exigences légales et réglementaires. Il prend connaissance et examine les perspectives financières triennales et les prévisions budgétaires annuelles, ainsi que tous les documents y étant reliés préparés par la direction. Il surveille les travaux d'audit des états financiers, ainsi que les processus de communication de l'information financière.

Comité d'évaluation : composé d'un membre du conseil d'administration et de deux membres externes, ce comité fait rapport au comité d'audit à titre de comité consultatif quant à l'évaluation de la juste valeur des investissements en capital de développement réalisés par Fondation et il est consulté relativement à la *Politique d'évaluation des investissements en capital de développement* et aux méthodes utilisées lors de l'évaluation semestrielle des investissements en capital de développement.

Comité de placement (autres investissements) : composé de trois membres dont deux membres du conseil d'administration et un membre externe, ce comité assure le suivi régulier de la gestion des autres investissements par les conseillers en valeurs externes retenus à cette fin et, au besoin, formule des recommandations au conseil d'administration sur la *Politique de placement (autres investissements)* ou sur le choix du ou des conseillers en valeurs externes.

Comité de gouvernance et d'éthique : composé de membres du conseil d'administration qui ne font pas partie de la direction de Fondation et, en majorité, de membres indépendants, ce comité aide le conseil d'administration à remplir son rôle de supervision et de contrôle relativement aux activités de Fondation et lui formule des recommandations sur la gouvernance, notamment en ce qui a trait au profil global des compétences et des expériences recherchées au sein du conseil, à la procédure à suivre pour l'examen des antécédents, à la *Politique relative à la détermination d'une personne indépendante* et au processus de mise en candidature



pour l'élection de membres du conseil d'administration par l'assemblée générale des actionnaires. Il donne également au conseil d'administration son appréciation sur la qualification d'une personne comme personne indépendante et il veille à l'application du code de conduite et d'éthique. Le comité ne peut délibérer ou prendre de décision qu'en présence d'une majorité de personnes indépendantes.

Comité de ressources humaines : composé de trois membres du conseil d'administration, dont la présidence du conseil. La majorité des membres doit être indépendante et le comité ne peut délibérer ou prendre de décision qu'en présence d'une majorité de personnes indépendantes. Le comité élabore et recommande au conseil d'administration un profil de compétences et d'expérience pour la nomination de la présidence-direction générale. Il élabore et propose les critères pour évaluer la performance de la présidence-direction générale de Fondation et fait des recommandations au conseil d'administration concernant ses modalités d'emploi dont sa rémunération. Le comité a également pour mandat d'approuver la structure salariale et les modalités d'emploi applicables aux autres membres du comité de direction.

Comité des achats de gré à gré : composé d'un membre du conseil d'administration et de deux membres externes, ce comité est responsable de l'application de la *Politique d'achat de gré à gré des actions de catégorie A* et de la *Politique de transfert des actions ou des fractions d'action de catégorie A*.

Comité du portefeuille d'entreprises québécoises publiques (EQP) : composé d'un membre du conseil d'administration et de deux membres externes, ce comité assure le suivi régulier du portefeuille investi dans des entreprises québécoises publiques et formule périodiquement au conseil d'administration des recommandations concernant ce type d'investissement.

Comité de gestion des risques de la sécurité des opérations : composé de trois membres du conseil d'administration qui ne font pas partie de la direction, ce comité a comme mandat principal d'examiner les pratiques générales ainsi que les mesures de gestion prises par la direction visant à maintenir à un niveau approprié les risques reliés à la sécurité des opérations.

Tous les comités ci-haut mentionnés rendent compte, au minimum, annuellement au conseil d'administration.

D'autres comités, à caractère davantage opérationnel, participent à la gestion des différents risques auxquels Fondation est exposé, dont :

Comité de l'investissement : présidé par le chef de l'investissement et composé de membres de la direction et de deux membres externes, ce comité formule au conseil d'administration ou au comité exécutif les recommandations concernant les investissements en capital de développement et voit au suivi régulier des investissements réalisés.

Comité de l'investissement – régions ressources : présidé par la direction adjointe de l'investissement, régions de la Capitale-Nationale, du Centre et de l'Est-du-Québec et composé de cadres de l'organisation et de membres externes représentant les régions ressources, ce comité formule au conseil d'administration ou au comité exécutif les recommandations concernant les investissements en capital de développement sur le territoire des régions ressources.

Comité de direction : présidé par la présidente-directrice générale et regroupant les vice-présidences, ce comité dirige les activités de manière à assurer la réalisation de la mission de l'organisation, l'atteinte des objectifs prioritaires et le suivi des résultats. Il a notamment pour fonctions de débattre des choix stratégiques et formuler des recommandations au conseil, voir à une allocation optimale des ressources, gérer le portefeuille de projets, favoriser la collaboration entre les équipes et assurer la circulation de l'information au sein de l'entreprise.

Comité de gestion : présidé par la présidente-direction générale et composé de l'ensemble des cadres de l'organisation, le comité de gestion est le lieu privilégié de consultation et de réflexion en amont des décisions stratégiques. Il favorise la collaboration entre les équipes ainsi que la circulation de l'information au sein de l'entreprise. Il a également pour fonctions d'effectuer un suivi régulier de l'évolution du plan d'exécution.

Comité de sécurité des opérations : présidé par la vice-présidence transformation numérique, ce comité composé de membres de la direction, voit à la mise en place et au suivi d'un plan d'actions permettant d'atteindre les objectifs visés en matière de cybersécurité dans une perspective d'amélioration continue.

Stratégies

Fondation a adopté une approche globale de gestion des risques. La *Politique de gestion intégrée des risques* adoptée par le conseil d'administration du Fonds précise que l'objectif de la gestion des risques est de donner l'assurance raisonnable que les risques encourus n'excèdent pas les seuils acceptables. S'adressant à l'ensemble des employés et dirigeants ainsi qu'à tous les secteurs d'activité, cette politique réitère la responsabilité de chacun dans la gestion des risques qui les concernent. Enfin, la politique rappelle le rôle central du conseil d'administration en ce qui concerne l'adoption et le suivi de la *Politique de gestion intégrée des risques* ainsi que de la tolérance aux risques de Fondation.

Note :

Les sections suivantes, intitulées *Risque de marché*, *Risque de crédit et de contrepartie*, *Risque de concentration* et *Risque de liquidité*, font partie intégrante des états financiers de Fondation pour l'exercice terminé le 31 mai 2020 qui ont été audités par Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. Elles doivent être lues conjointement avec ces états financiers audités pour obtenir un portrait complet des informations rendues disponibles au sujet de la gestion des risques financiers. Ces sections visent à fournir des informations complémentaires sur les risques découlant des instruments financiers utilisés par Fondation et les mesures mises en place pour gérer ces risques, conformément à l'IFRS 7 - *Instruments financiers : informations à fournir* du Manuel de CPA Canada.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que Fondation subisse une perte financière en raison de l'évolution défavorable d'un ou de plusieurs éléments de conjoncture. Le risque de marché inclut trois principaux types de risques : le risque de taux d'intérêt, le risque de devise et le risque lié aux marchés boursiers.

Fondation tient compte de ces risques dans le choix de sa répartition globale d'actifs. Plus spécifiquement, il en atténue les effets par une diversification de ses actifs entre plusieurs marchés financiers (obligations, investissements directs dans les entreprises et les fonds partenaires ou spécialisés, les marchés boursiers, etc.), différents produits dont les profils de risque varient (titres participatifs, à revenu fixe ou à rendement absolu, etc.), ainsi qu'entre les secteurs d'activité (manufacturier et primaire, services et commerce, technologies avancées et fonds diversifiés).

Les investissements en capital de développement étant par nature concentrés au Québec, le Fonds recherche une certaine diversification géographique en négociant une portion des autres investissements (placements) sur les marchés mondiaux. Cette diversification représente 30,3 % de l'actif net au 31 mai 2020 (30,9 % au 31 mai 2019).

Enfin, en investissant régulièrement chaque année, tant directement dans les entreprises que dans les fonds partenaires ou spécialisés, Fondation diminue l'impact des variations de conjoncture sur le prix payé à l'entrée dans les dossiers de capital de développement de sorte que le rendement obtenu à la sortie repose sur la valeur réelle ajoutée.

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a une incidence directe sur la juste valeur des titres à échéance déterminée dans le portefeuille des autres investissements. Ce risque est atténué par une gestion active du portefeuille par laquelle la répartition des échéances des obligations est régulièrement révisée en fonction de l'anticipation du mouvement des taux d'intérêt. Des instruments financiers dérivés peuvent également être utilisés pour protéger la valeur du portefeuille ou profiter des fluctuations des taux d'intérêt.

Le tableau suivant présente l'incidence sur les résultats du Fonds, avant impôts, d'une augmentation ou d'une baisse immédiate et soutenue de 1 % des taux d'intérêt sur la valeur du portefeuille d'obligations détenu en date des 31 mai 2020 et 2019.

Sensibilité des résultats à une variation des taux d'intérêt du marché obligataire

Impact sur le résultat avant impôts (en millions de dollars)	31 mai 2020	31 mai 2019
Hausse de 1 % des taux d'intérêt	- 32,3	- 28,3
Baisse de 1 % des taux d'intérêt	+ 33,1	+ 28,6

Le rendement généré par d'autres actifs pourrait aussi être influencé par une variation des taux d'intérêt, notamment le rendement des actions non participantes, des prêts et des avances consentis aux entreprises du portefeuille des investissements en capital de développement. L'impact de cette

variation sur la juste valeur serait cependant tributaire d'autres facteurs, dont le risque de crédit, rendant moins pertinente une analyse de sensibilité reliée à cette seule variable pour ces actifs. Fondation a donc fait le choix de ne pas présenter d'analyse de sensibilité à cet égard puisque plusieurs contrats de prêts et avances consentis comportent des clauses d'ajustement périodique de taux d'intérêt, notamment lorsqu'ils sont consentis pour des périodes à long terme.

Par conséquent, il est important de noter que dans la mesure où Fondation conserve ces actifs jusqu'à leur échéance, les variations des taux d'intérêt du marché n'auront pas d'impact significatif sur le rendement à terme. À titre indicatif, nos analyses de sensibilité nous amènent à conclure qu'une variation du taux de rendement exigé de $\pm 0,50\%$ entraînerait une variation de la juste valeur peu significative en regard du résultat net et du total des actifs et passifs.

Risque de devise

Les fluctuations du taux de change affectent la valeur des titres libellés en devises étrangères que peut détenir Fondation, ainsi que celle des parts de fonds communs qui, bien que libellés en dollars canadiens, peuvent détenir des titres en devises étrangères se rapportant à des marchés internationaux. La gestion de ces fonds communs est confiée à des conseillers en valeurs externes dont certains ont la possibilité de couvrir leurs différents risques de devises, cette décision pouvant constituer une source de valeur ajoutée. En accord avec la *Politique de gestion des devises* adoptée par le conseil d'administration, Fondation utilise des produits dérivés pour couvrir de manière plus ou moins importante selon les circonstances, l'exposition du Fonds au dollar américain, diminuant ainsi la sensibilité des résultats aux variations de cette devise. Fondation est peu exposé aux risques de fluctuations d'autres devises étrangères, écartant ainsi la nécessité d'élargir la portée des opérations de couverture à ces autres devises.

Au 31 mai 2020, une variation de 5 % du dollar canadien par rapport au dollar américain sur le portefeuille détenu directement ou indirectement par le Fonds en devise américaine aurait affecté les résultats avant impôts de 6,9 M\$, à la hausse comme à la baisse (7,4 M\$ au 31 mai 2019). Ce calcul tient compte des outils de couverture en place aux 31 mai 2020 et 2019, en presumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée.

Risque lié aux marchés boursiers

Parce qu'une partie des actifs de Fondation se négocie sur différents marchés boursiers, allant des entreprises québécoises publiques aux actions mondiales de grandes sociétés, la volatilité de ces marchés boursiers influence donc la valeur des actions du Fonds. Ainsi, une hausse ou une baisse de 10 % du cours de tous les titres cotés en Bourse détenus directement ou indirectement par le Fonds au 31 mai 2020, aurait augmenté ou diminué ses résultats avant impôts de 69,4 M\$, comparativement à 68,0 M\$ au 31 mai 2019.

L'évaluation des instruments financiers non cotés du portefeuille des investissements en capital de développement repose sur l'utilisation de techniques d'évaluation approuvées et reconnues. Celles-ci s'appuient sur un ensemble d'hypothèses qui tient compte des conditions du marché, tels que la croissance économique et les écarts de crédit à la date d'évaluation. Les hypothèses utilisées ayant un degré important d'interaction entre elles, une analyse de sensibilité isolant l'effet

d'une de ces variables sur le portefeuille de titres non cotés n'est pas considérée par Fondation comme une représentation fidèle de la sensibilité des résultats.

Fondation est d'avis qu'une analyse de sensibilité au risque lié aux marchés boursiers sur le prix des titres privés de son portefeuille d'actions des investissements en capital de développement ne serait pas représentative du risque inhérent à cet instrument financier.

Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit et de contrepartie correspond à la possibilité de subir des pertes financières découlant de l'incapacité d'une entreprise, d'un émetteur ou d'une contrepartie d'honorer ses engagements financiers envers Fondation. Ce risque est particulièrement présent dans le portefeuille des investissements en capital de développement puisque l'évolution des entreprises et des fonds partenaires ou spécialisés dans lesquels Fondation investit est sujette à différents risques qui peuvent les empêcher de respecter leurs engagements. Au nombre de ceux-ci, notons l'évolution du cycle économique, le risque d'exploitation, la volatilité des marchés financiers, les risques technologiques et l'introduction, la modification ou l'abolition de mesures législatives ou réglementaires.

L'adéquation des critères d'analyse et de sélection, la qualité de l'accompagnement des entreprises dans leur évolution, ainsi que la constance du suivi des investissements directs en entreprise et des fonds partenaires ou spécialisés sont les facteurs clés qui contribuent à atténuer ce risque pour chacun des investissements. La diversification du portefeuille par secteur d'activité, par stade de développement, et ce, au sein de différentes entreprises, contribue également à diminuer la volatilité liée au risque de difficultés financières dans le portefeuille des investissements. Le Fonds n'a que très rarement recours à la prise de garanties pour sécuriser ses investissements en capital de développement. La présence d'une garantie disqualifie un investissement aux fins du calcul de la Norme d'investissement décrite ultérieurement dans ce rapport.

Une cote de risque interne est systématiquement attribuée à chacun des investissements en capital de développement puis révisée périodiquement par la suite. Les cotes de 1 à 4 constituent une gradation d'un niveau de risque à l'intérieur de ce qui est perçu comme acceptable. La cote 5 est attribuée aux entreprises dont le risque est plus élevé à cause des difficultés qu'elles traversent ou parce qu'elles se situent à un tournant de leur développement. Les cotes 6 et 7 qualifient les entreprises dont la situation financière est précaire ou qui sont en situation d'insolvabilité. Au 31 mai 2020, la valeur des entreprises bénéficiant d'une cote de 1 à 4 représente 87,8 % du portefeuille des investissements en capital de développement alors qu'au 31 mai 2019, elle en constituait 95,1 %. La baisse observée est directement attribuable au contexte particulier lié à la pandémie de la COVID-19 qui génère un niveau d'incertitude plus élevé pour certains secteurs de l'économie.

Répartition des investissements en capital de développement (incluant les engagements, garanties et cautionnements) par cote

(en millions de dollars)	31 mai 2020	31 mai 2019
Cotes 1 à 4	1 332,1	1 380,1
Cote 5	184,9	70,8
Cotes 6 et 7	—	—
Total	1 517,0	1 450,9

En ce qui concerne le portefeuille des autres investissements, Fondation ne transige qu'avec des contreparties de bonne qualité, principalement de grandes banques canadiennes. La *Politique de placement (autres investissements)* limite l'exposition par émetteur et par secteur dans le portefeuille obligataire, en plus d'imposer des normes minimales de cotes de crédit. La cote de crédit d'un titre est déterminée selon la méthodologie de l'indice de référence. On entend par cote de crédit l'évaluation d'un titre de dette émise par *Dominion Bond Rating Service* (DBRS), *Standard & Poor's* (S&P) ou *Moody's*.

Advenant le cas où des cotes de crédit ont été émises par deux agences de notation, l'évaluation la plus basse sera considérée. Par ailleurs, advenant le cas où des cotes de crédit aient été émises par les trois agences de notation, l'évaluation majoritaire de la cote de crédit sera considérée ou si toutes les évaluations sont différentes, l'évaluation médiane sera considérée.

Au 31 mai 2020, la répartition présentée ci-dessous regroupe le portefeuille obligataire, des instruments financiers dérivés et des instruments de marché monétaire et elle est conforme à la *Politique de placement (autres investissements)*. Ce portefeuille est constitué à 93,5 % d'actifs cotés A ou mieux (94,0 % au 31 mai 2019).

Répartition du portefeuille obligataire, des instruments financiers dérivés et des instruments du marché monétaire par cote de crédit

(en millions de dollars)	31 mai 2020	31 mai 2019
AAA	40,3	62,0
AA	103,8	117,2
A	82,3	74,7
BBB	15,8	16,3
Total	242,2	270,2

Risque de concentration

Le risque de concentration correspond à la probabilité qu'une portion importante de l'encours des engagements financiers de Fondation soit attribuable à une seule entreprise, à un seul produit financier ou à un seul secteur économique ou géographique, ce qui pourrait rendre Fondation vulnérable aux difficultés de cette entreprise, de ce produit ou de ce secteur.

La section *Risque de marché* présentée précédemment fait déjà état des efforts de Fondation pour diversifier son actif entre différents marchés financiers, produits, secteurs d'activité, ainsi que la diversification géographique au sein du portefeuille des

Rapport de gestion

autres investissements. Le tableau suivant présente le poids en pourcentage de l'actif net de Fondation, des cinq participations les plus importantes de chacun des portefeuilles des investissements en capital de développement et des autres investissements.

Concentration par émetteur

(en % de l'actif net)	31 mai 2020	31 mai 2019
Poids des cinq plus importantes participations du portefeuille des investissements en capital de développement	12,4%	12,6 %
Poids des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements	25,6%	20,2 %

Du côté des investissements en capital de développement, 16,1% des sommes investies au 31 mai 2020 dans les cinq principaux émetteurs étaient investies dans des sociétés qui sont elles-mêmes diversifiées entre plusieurs investissements ou actifs immobiliers (16,3 % au 31 mai 2019). Puisque les déboursés reliés aux engagements liés à ces investissements peuvent généralement s'étaler sur un horizon de cinq à dix ans, Fondation les exclut de ces calculs afin de ne pas fausser l'analyse présentée.

Soulignons que les changements à la composition du portefeuille des autres investissements ont eu pour effet qu'aucune portion des investissements reliés aux cinq principaux émetteurs n'est garantie par les gouvernements en date du 31 mai 2020 (16,2 % au 31 mai 2019).

Risque de liquidité

Ce risque se rapporte à la capacité de Fondation d'effectuer des déboursements au fur et à mesure que ceux-ci sont requis sans devoir recourir à des méthodes coûteuses et inopportunes. Les principales sorties de fonds pouvant être requises concernent les investissements en capital de développement, particulièrement les déboursements liés aux sommes engagées, le paiement des charges, ainsi que l'achat de gré à gré et le rachat des actions détenues par les actionnaires.

Fondation dispose des actifs liquides requis pour faire face à ses engagements, d'autant plus qu'année après année, exception faite de la dernière année, les nouvelles émissions de capital demeurent supérieures aux rachats et que le Fonds n'a aucune dette à long terme. La composition du portefeuille des autres investissements constitue une protection puisqu'on y retrouve essentiellement des titres liquides : encaisse, marché monétaire, obligations et titres cotés. Le portefeuille des investissements en capital de développement contient également certains titres cotés liquides. Au 31 mai 2020, les titres liquides des deux portefeuilles, incluant l'encaisse et les équivalents de trésorerie, totalisaient 58,1% de l'actif net (57,5 % au 31 mai 2019).

Fondation a également à sa disposition une marge de crédit de 5,5 M\$ lui permettant de faire face aux besoins temporaires

de liquidité immédiate. Cette marge n'a pas été utilisée au cours des exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019.

Risque opérationnel

Ce risque est lié à la possibilité que l'insuffisance des processus mis en place, les facteurs humains ou technologiques ou toute autre défaillance des opérations entraînent des pertes pour Fondation. Ce risque est atténué par les politiques, normes et procédures mises en place, l'amélioration des systèmes d'information, de gestion et de contrôle, la compétence du personnel et le maintien d'une culture d'intégrité. La participation à des fonds partenaires ou spécialisés, ainsi que le recours à des conseillers en valeurs externes qualifiés ont pour effet de diversifier les responsabilités liées à la gestion des actifs, contribuant à atténuer ce risque.

Soulignons que Fondation assure lui-même la gestion de ses actifs et est inscrit à titre de gestionnaire de fonds d'investissement en vertu du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*. De plus, Fondation est assujéti à différentes lois, normes et réglementations de même qu'à certaines obligations spécifiques liées à son statut de fonds de travailleurs.

Risques externes

Fondation reconnaît également être exposé à différents risques externes sur lesquels son contrôle est plus limité. Parmi ces risques nous retrouvons notamment la conjoncture économique et la concurrence, ainsi que la réglementation, qu'il s'agisse de la loi constituant Fondation, de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la réglementation en valeurs mobilières et des normes comptables.

Fondation maintient une veille sur ces aspects et incorpore une analyse de l'environnement externe à son processus annuel de planification stratégique.

Norme publiée, mais non encore entrée en vigueur

À la date d'approbation de ces états financiers, une nouvelle norme publiée par l'*International Accounting Standards Board* (IASB) devant entrer en vigueur ultérieurement est susceptible d'être pertinente pour les états financiers de Fondation.

Un amendement à la norme IAS 1, *Présentation des états financiers*, publiée en janvier 2020, concerne le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants et touche seulement la présentation des passifs dans l'état de la situation financière, et non le montant ou le calendrier de la comptabilisation d'un actif, d'un passif, d'un revenu ou d'une charge, ou les informations que les entités fournissent à leur sujet. Fondation n'a pas débuté l'évaluation des incidences de l'application de cet amendement. Celui-ci entrera en vigueur à compter de son exercice débutant le 1^{er} juin 2022.

Résultats d'exploitation

Rendement annuel brut par type d'activités et catégorie d'actifs

Exercices terminés les	31 mai 2020			31 mai 2019		
	Actif pondéré sous gestion (M\$)	Pondération %	Rendement %	Actif pondéré sous gestion (M\$)	Pondération %	Rendement %
Investissements en capital de développement						
Titres privés et fonds partenaires ou spécialisés	990,7	43,7	4,2	898,4	44,0	11,8
Titres cotés	221,0	9,8	-0,6	219,6	10,8	-3,6
	1 211,7	53,5	3,3	1 118,0	54,8	8,8
Autres investissements						
Titres à revenu fixe	465,5	20,5	5,1	377,6	18,5	7,3
Actions et autres titres	588,8	26,0	14,7	543,5	26,7	0,6
	1 054,3	46,5	10,4	921,1	45,2	3,3
Rendement brut			6,6			6,3

Le rendement brut généré par les actifs sous gestion s'est élevé à 6,6 % durant l'exercice, comparativement à 6,3 % au cours de l'exercice précédent. Ce rendement, légèrement supérieur à l'exercice précédent, n'a pas été généré dans les mêmes proportions par les mêmes catégories d'actifs, tel qu'expliqué subséquemment.

Investissements en capital de développement (ICD)

Les investissements en capital de développement, au cœur de la mission de Fondation, sont axés sur l'activité économique réelle des PME québécoises et sont réalisés essentiellement auprès d'entreprises cotées et non cotées, ainsi que de fonds partenaires ou spécialisés. Ces investissements se composent principalement de prêts généralement non garantis, d'actions et de parts dans des fonds permettant une saine diversification du portefeuille.

Les ICD ont généré un rendement brut de 3,3 % pour l'exercice, comparativement à 8,8 % pour la même période l'année précédente. Cette diminution du rendement s'explique par :

- ▶ la baisse du rendement brut des titres privés et fonds partenaires ou spécialisés affectés par les incertitudes liées à la crise qui sévit. Ceux-ci ont généré 4,2 % au cours de l'exercice, par rapport au 11,8 % généré au cours de l'exercice précédent ;

atténuée par :

- ▶ la hausse du rendement brut généré par les titres cotés qui s'établit à -0,6 % au cours de l'exercice, par rapport à -3,6 % durant la même période l'année dernière. Cette catégorie d'investissement est principalement composée de titres plus volatils détenus dans des entreprises québécoises publiques qui ont moins bien performés ces deux derniers exercices.

Autres investissements

Les autres investissements sont principalement composés des portefeuilles d'obligations, d'actions et de divers fonds canadiens et mondiaux, ainsi que du marché monétaire et des instruments financiers dérivés. Ils permettent de diversifier le portefeuille des investissements en capital de développement tout en assurant la disponibilité des liquidités nécessaires au maintien des activités du Fonds.

Les autres investissements ont généré un rendement brut de 10,4 % au cours de l'exercice, comparativement à un rendement brut de 3,3 % pour la même période l'exercice précédent. Cette variation s'explique par :

- ▶ la hausse du rendement brut généré par les actions et autres titres qui s'établit à 14,7 % pour l'exercice terminé le 31 mai 2020, comparativement à un rendement brut de 0,6 % durant l'exercice précédent. La hausse provient majoritairement des fonds investis en actions tous pays qui ont bien performé au cours de la dernière année, surpassant même de façon importante l'indice de référence ;

atténuée par :

- ▶ la baisse du rendement brut généré par les titres à revenu fixe incluant des obligations et des dettes de marchés émergents. Le rendement brut généré dans cette catégorie d'actifs a atteint 5,1 % pour l'exercice terminé le 31 mai 2020, comparativement à 7,3 % au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2019.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles sont principalement constituées des frais encourus afin d'assurer le service aux actionnaires, incluant les activités de souscription et de registrariat, des frais liés au processus d'investissement dans les entreprises et les fonds partenaires ou spécialisés, à l'accompagnement

Rapport de gestion

et au suivi de ceux-ci, des frais relatifs à la gestion des autres investissements, ainsi que des frais reliés à l'administration et à la gouvernance.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2020, les charges opérationnelles ont totalisé 68,0 M\$, comparativement à 53,8 M\$ au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2019. Cette hausse de 14,2 M\$ est essentiellement due à :

- ▶ la hausse de 5,8 M\$ des honoraires des gestionnaires externes, directement reliée à des primes à la performance attribuables à des rendements générés au-delà des indices de référence, tel qu'expliqué précédemment ;
- ▶ la hausse de 5,3 M\$ des honoraires professionnels qui s'explique principalement par le règlement d'un litige au cours de l'exercice, ainsi qu'une hausse des frais reliés à l'accroissement de la gouvernance et des outils en matière de cybersécurité ; et,
- ▶ la hausse des traitements et charges sociales de 5,3 M\$ expliquée par la croissance organique de Fondation qui se poursuit, ainsi que des frais liés au départ de cadres et à une restructuration de l'équipe de direction au cours du dernier exercice ;

atténuée par :

- ▶ une baisse des charges d'amortissement de 3,9 M\$, causée principalement par l'accélération de la passation en charge, lors de l'exercice terminé le 31 mai 2019, de la valeur nette du bâtiment lié à un projet de reconstruction qui a été suspendu avant la fin du dernier exercice.

Le ratio des charges opérationnelles, calculé conformément au mode de calcul prescrit par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*, se situe à 2,93 % pour l'exercice terminé le 31 mai 2020, comparativement à 2,56 % pour l'exercice précédent.

Évolution du portefeuille global d'actifs sous gestion

Investissements en capital de développement

Chacun des investissements de Fondation vise à promouvoir, soutenir et encourager le développement durable en privilégiant les investissements qui ont des retombées sociétales importantes. Parmi ceux-ci, Fondation s'est engagé auprès du gouvernement du Québec à investir sur une période de trois ans débutant le 1^{er} juin 2018, un minimum de 100 M\$ dans des projets, des fonds ou des entreprises, qui contribuent plus spécifiquement à :

- ▶ la lutte contre les changements climatiques et la préservation des ressources naturelles ;
- ▶ rendre le développement plus équitable et inclusif, notamment en économie sociale ; et,
- ▶ la réussite des stratégies de développement des créneaux et pôles d'excellence des différentes régions du Québec.

Au 31 mai 2020, Fondation avait déjà dépassé son objectif en ayant investi 120,4 M\$ relativement à cet engagement (35,2 M\$ au 31 mai 2019).

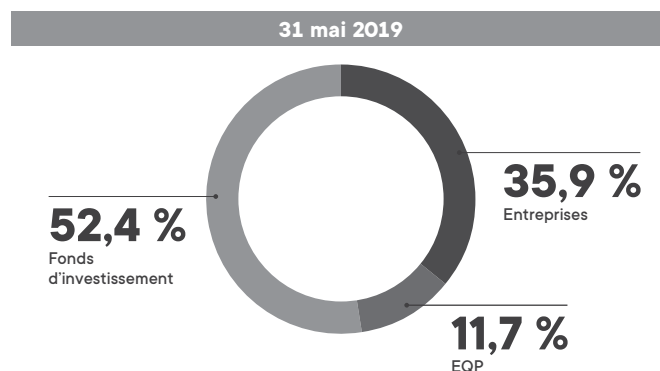
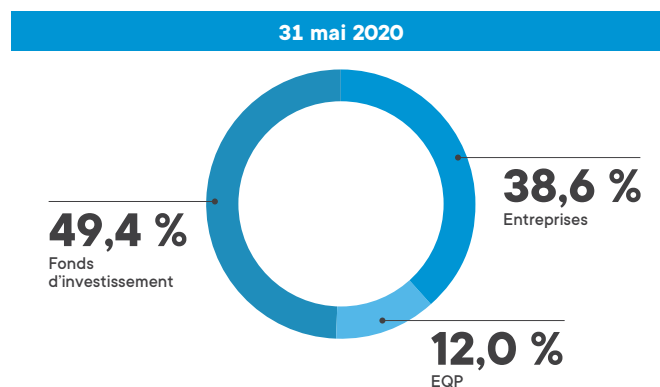
Les investissements en capital de développement, excluant les engagements, garanties et cautionnements, totalisent 1,21 G\$ au 31 mai 2020, soit 52,9 % du portefeuille global d'actifs sous gestion, comparativement à 1,16 G\$ au 31 mai 2019 (53,2 % du portefeuille). La pondération est demeurée relativement stable, comparativement à celle de l'exercice précédent.

En considérant les engagements, garanties et cautionnements, les investissements en capital de développement sont passés de 1,45 G\$ au 31 mai 2019 à 1,52 G\$ au 31 mai 2020, représentant une hausse de 4,6 %.

La répartition du portefeuille d'ICD varie d'un exercice à l'autre en fonction des objectifs établis par le Fonds, des opportunités qui se matérialisent, du niveau des engagements, garanties et cautionnements, des désinvestissements et des variations enregistrées de la juste valeur de chacun des investissements.

Les analyses qui suivent, en lien avec la répartition du portefeuille des ICD, tiennent compte des engagements, garanties et cautionnements.

Répartition par catégorie d'investissements



Les investissements en capital de développement se subdivisent en trois catégories : les participations directes en entreprises (Entreprises), un portefeuille de titres d'entreprises québécoises publiques cotées en Bourse (EQP) et les souscriptions à des fonds partenaires ou spécialisés (Fonds d'investissement).

Participations directes en entreprises

Les participations directes en entreprises qui constituent du capital patient où prime particulièrement le développement et la création de valeur réelle sur un horizon de cinq à dix ans correspondent à 38,6 % du portefeuille des ICD au 31 mai 2020, comparativement à 35,9 % au 31 mai 2019. Cette catégorie est composée de 125 investissements au 31 mai 2020 (117 au 31 mai 2019).

Entreprises québécoises publiques (EQP)

Les investissements dans 43 titres d'entreprises québécoises publiques correspondent à 12,0 % du portefeuille des ICD au 31 mai 2020, comparativement à 42 titres au 31 mai 2019, représentant 11,7 % du portefeuille.

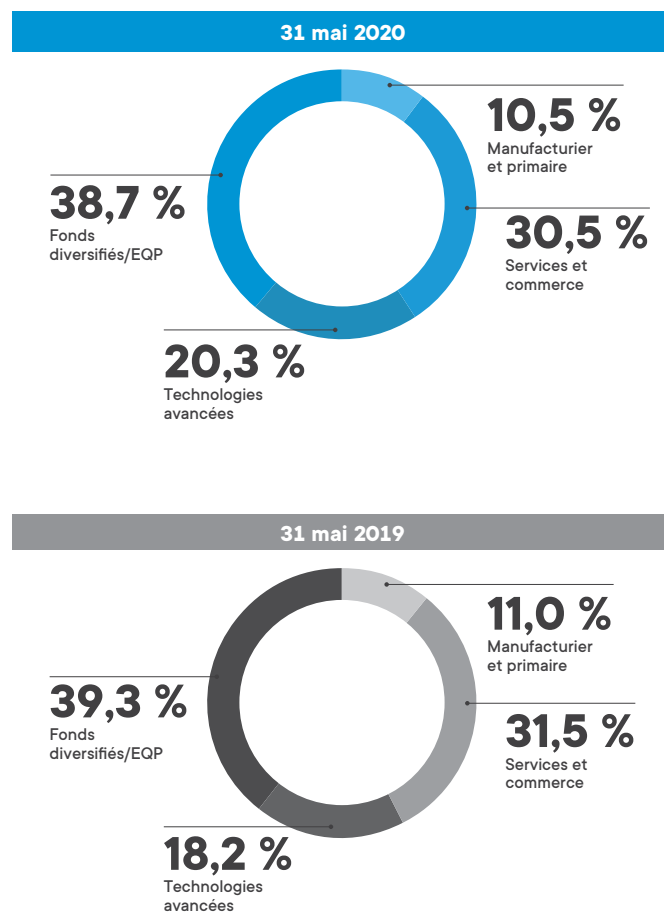
Ce portefeuille vise l'appréciation du capital à moyen et à long termes par la gestion active de titres de sociétés québécoises publiques, tout en tentant de limiter la volatilité lorsque possible, notamment par une sous-pondération des titres reliés aux secteurs plus cycliques.

Fonds partenaires ou spécialisés

Afin de rendre possible une offre adaptée de produits financiers pour différents secteurs ou clientèles, de diversifier l'actif et de partager une expertise et des réseaux, Fondation souscrit à différents fonds partenaires ou spécialisés. Dans ses choix d'investissement à cet égard, Fondation tient compte de la complémentarité des fonds avec sa propre activité d'investissement direct, que ce soit en matière de stades de développement ou de secteurs d'activité financés, ainsi que des effets bénéfiques potentiels de son association avec ces fonds et leurs réseaux pour ses entreprises partenaires. Des investissements, réalisés dans des sociétés qui développent ou détiennent un portefeuille immobilier, dans un fonds alternatif, ainsi qu'un fonds traditionnel sont aussi inclus dans cette catégorie.

Au 31 mai 2020, les 76 investissements dans ces fonds correspondent à 49,4 % du portefeuille d'ICD, comparativement à 70 investissements ou 52,4 % du portefeuille au 31 mai 2019.

Répartition par secteur d'activité



Le poids relatif des investissements dans le secteur des technologies avancées s'est légèrement accru, comparativement à l'exercice précédent, alors que le poids relatif des investissements dans tous les autres secteurs a quelque peu diminué. Ces variations s'expliquent principalement par une meilleure performance et un accroissement de valeur des investissements reliés aux entreprises du secteur des technologies et de la biotechnologie qui ont généralement mieux performé dans le contexte de la crise COVID-19 par rapport aux entreprises des autres secteurs.

Manufacturier et primaire

Ce secteur est, entre autres, caractérisé par une recherche d'amélioration de la productivité et le développement de nouveaux marchés de façon à maintenir des emplois de façon durable. Les initiatives les plus prometteuses sont fréquemment reliées à des investissements importants dans la modernisation des équipements, ainsi que dans le développement de nouvelles technologies plus performantes et plus respectueuses de l'environnement. Les entreprises du secteur manufacturier et primaire représentent 10,5 % du portefeuille d'ICD avec 159,1 M\$ en investissements et engagements financiers (159,2 M\$ pour 11,0 % du portefeuille au 31 mai 2019).

Services et commerce

Bénéficiant d'un marché souvent plus local, les entreprises de services et de commerce subissent moins les contrecoups de la conjoncture et ont un effet généralement stabilisateur sur le portefeuille. Les investissements et les engagements financiers pour ce secteur totalisent 462,2 M\$, soit 30,5 % du portefeuille (457,8 M\$ représentant 31,5 % du portefeuille au 31 mai 2019).

Technologies avancées

Les investissements dans cette économie de l'avenir sont concentrés dans des entreprises de technologies de l'information et technologies propres susceptibles de générer des plus-values importantes et de nouveaux emplois de qualité dans l'avenir, dont notamment les biotechnologies. Secteur plus volatil où il est plus complexe d'identifier et d'appuyer les projets les plus porteurs, Fondation y investit surtout par l'entremise de fonds spécialisés appuyés par des équipes et des réseaux avec lesquels des relations de confiance ont déjà été établies grâce à des investissements déjà réalisés.

Les entreprises du secteur des technologies avancées représentent des investissements et des engagements financiers totalisant 307,9 M\$, soit 20,3 % du portefeuille (264,3 M\$ représentant 18,2 % du portefeuille au 31 mai 2019).

Fonds diversifiés/EQP

Le secteur Fonds diversifiés/EQP regroupe les fonds qui s'adressent à plusieurs secteurs à la fois. Les investissements et les engagements financiers dans celui-ci qui incluent également les fonds et les actifs immobiliers totalisent 587,8 M\$, soit 38,7 % du portefeuille des ICD, comparativement à 569,6 M\$ représentant 39,3 % du portefeuille au 31 mai 2019.

Investissements hors Québec

Certaines entreprises ou certains fonds qui ont ou auront un impact sur l'augmentation ou le maintien du niveau d'emploi ou d'activité économique au Québec peuvent avoir des activités hors Québec. En s'associant à ces entités hors Québec, Fondation contribue à la venue de fonds étrangers au Québec et facilite l'accès pour les entreprises de son portefeuille à une expertise et des réseaux précieux pour leur expansion éventuelle sur les marchés extérieurs.

C'est pourquoi la *Politique d'investissement hors Québec*, adoptée par Fondation, permet ce type d'investissement. En vertu de cette politique, quatre types d'investissements hors Québec sont admissibles, soit les investissements dans :

- ▶ des entreprises, qui de l'avis de la direction de Fondation, ont ou auront un impact économique au Québec ;
- ▶ des entreprises qui réinvestissent les fonds dans une filiale québécoise ou un projet d'investissement au Québec ;
- ▶ des fonds privés hors Québec qui ont ou auront des retombées favorables suffisantes au Québec ; et,
- ▶ des immeubles neufs ou faisant l'objet de rénovations importantes qui sont situés hors Québec, mais qui ont ou visent des retombées suffisantes au Québec.

À ce jour, Fondation a investi dans un seul type d'investissement hors Québec, soit dans des fonds privés spécialisés. Les analyses effectuées et les engagements obtenus de ceux-ci permettaient d'anticiper qu'ils investiraient tous dans des entreprises québécoises un montant au minimum équivalant à ceux investis par Fondation dans leurs fonds. Au 31 mai 2020, Fondation détient des participations dans 19 fonds hors Québec correspondant à des investissements et engagements totalisant 123,5 M\$ (15 fonds au 31 mai 2019 totalisant 100,6 M\$).

Au 31 mai 2020, les retombées immédiates au Québec de ces investissements hors Québec totalisaient 97,5 M\$ dans des entreprises québécoises, comparativement à 80,6 M\$ au 31 mai 2019.

Nonobstant ce qui précède, la Loi limite à 10 % de l'actif net du fonds en date de fin d'exercice précédent les investissements pouvant être ainsi inclus à la Norme d'investissement traité plus amplement dans une section subséquente.

Autres investissements

(en milliers de dollars)	31 mai 2020	31 mai 2019
Titres à échéance non déterminée		
Actions, parts et autres titres de participation	834 836	755 630
Titres à échéance déterminée		
Obligations	234 232	260 636
Instruments financiers dérivés	2 802	3 141
Marché monétaire	5 163	6 431
	242 197	270 208
Total des autres investissements	1 077 033	1 025 838

Les sommes qui ne sont pas investies dans du capital de développement sont placées dans les marchés financiers avec comme objectifs principaux la diversification du portefeuille global, la préservation du capital et le maintien de liquidités permettant de répondre promptement aux engagements du Fonds en matière d'investissements en capital de développement et de rachats d'actions. En adéquation avec la mission de Fondation qui recherche des investissements à haut rendement sociétal, le portefeuille des autres investissements exclut les titres en actions d'entreprises détenant des réserves d'énergies fossiles.

Ce portefeuille totalise 1,08 G\$ et représente 47,1% du portefeuille global d'actifs sous gestion au 31 mai 2020, comparativement à 1,03 G\$ représentant 46,8% au 31 mai 2019, en hausse de 51,2 M\$ ou 5,0%. La pondération est demeurée relativement stable, comparativement à celle de l'exercice précédent.

Titres à échéance non déterminée

Les titres à échéance non déterminée sont composés d'actions et de participations dans divers fonds canadiens et internationaux qui s'élèvent à 834,8 M\$ au 31 mai 2020, comparativement à 755,6 M\$ au 31 mai 2019, en hausse de 79,2 M\$. Ceux-ci sont gérés par dix conseillers en valeurs externes au 31 mai 2020, comparativement à onze au 31 mai 2019. Les mandats de trois conseillers en valeurs externes ont été retirés et deux nouveaux ont été ajoutés au cours de l'exercice afin d'ajuster la stratégie de gestion du portefeuille.

Fondation effectue régulièrement des ajustements dans les pondérations en fonction de l'évolution de la conjoncture et de ses objectifs en termes de répartition optimale du portefeuille global, et ce, à l'intérieur des balises prévues par la *Politique de placement (autres investissements)*.

Titres à échéance déterminée

Les titres à échéance déterminée regroupent les obligations de sociétés, d'institutions financières et gouvernementales, les instruments financiers dérivés et les titres reliés au marché monétaire. Ils s'élèvent à 242,2 M\$ au 31 mai 2020, comparativement à 270,2 M\$ au 31 mai 2019, en baisse de 28,0 M\$. Deux conseillers en valeurs externes se partagent la gestion du portefeuille obligataire au 31 mai 2020, tel qu'au 31 mai 2019.

Juste valeur des actifs financiers (instruments financiers) et gestion des risques financiers

Fondation s'est doté d'une *Politique d'évaluation des investissements en capital de développement*, de procédures et de ressources spécialisées afin d'établir la juste valeur des investissements à la date des états financiers. Cette politique qui est conforme aux principes d'évaluation reconnus est revue périodiquement et adoptée par le conseil d'administration du Fonds.

Le processus en vigueur est conforme à celui prescrit par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* et est suivi par des personnes dont les compétences répondent aux normes prévues par ce même règlement. À cet effet, la présidente-directrice générale et le chef de la direction financière signent semestriellement une attestation, laquelle est déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers comme le prévoit le règlement.

Fondation comptabilise ses autres investissements et ses investissements en capital de développement selon la méthode de la juste valeur. Cette dernière est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Cette méthodologie, conforme aux *Normes internationales d'information financière*, entraîne une certaine

volatilité des résultats dans un contexte où le Fonds évalue les investissements en capital de développement deux fois par année, et ce, malgré une gestion axée sur le moyen et le long terme.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs est établie selon des techniques d'évaluation appropriées. Le Fonds a classé ses instruments financiers selon la hiérarchie de la juste valeur qui reflète l'importance des données d'entrée utilisées dans la détermination de la juste valeur. La hiérarchie se compose des trois niveaux suivants :

Niveau 1 :

justes valeurs basées sur les cours d'un marché actif pour un instrument identique ;

Niveau 2 :

justes valeurs fondées sur les cours de marché pour un instrument semblable ou basées sur des techniques d'évaluation dont toutes les données d'entrée importantes sont fondées sur des informations de marché observables ; et,

Niveau 3 :

justes valeurs basées sur des techniques reconnues d'évaluation dont les données d'entrée importantes ne sont pas entièrement fondées sur des informations de marché observables.

Aux 31 mai 2020 et 2019, les instruments financiers étaient classés comme suit :

(en milliers de dollars)	31 mai 2020	31 mai 2019
Niveau 1	232 046	227 425
Niveau 2	1 074 068	1 012 697
Niveau 3	984 040	946 962
Total	2 290 154	2 187 084

Au 31 mai 2020, le pourcentage des instruments financiers qui se retrouvent aux niveaux 1, 2 et 3 totalise respectivement 10,1%, 46,9% et 43,0%. Au 31 mai 2019, il représentait respectivement 10,4%, 46,3% et 43,3%. La répartition en pourcentage entre les différents niveaux est demeurée relativement stable d'un exercice à l'autre.

Souscriptions et crédits d'impôt

Le 27 mars 2018, le gouvernement du Québec a confirmé le maintien, jusqu'au 31 mai 2021, de la majoration exclusive du taux de crédit d'impôt de 15% à 20% consenti aux actionnaires souscrivant à Fondation. En considérant le crédit de 15% du gouvernement fédéral, l'achat d'actions de Fondation donne droit à deux crédits d'impôt totalisant 35% du montant versé pour acquérir un maximum admissible aux crédits de 5 000 \$ de ces actions, tout comme pour la dernière année. Il s'agit du crédit d'impôt de 20% (1 000 \$ maximum de crédit), applicable contre l'impôt provincial à payer et d'un crédit d'impôt de 15% (750 \$ maximum de crédit) applicable contre l'impôt fédéral à payer.

Fondation a atteint le nombre de 176 488 actionnaires au 31 mai 2020, soit une augmentation de 3,4%, comparativement à 170 631 au 31 mai 2019.

Rapport de gestion

Les émissions d'actions au cours de l'exercice totalisent 284,1M\$, comparativement à 272,7 M\$ au cours de l'exercice précédent, en hausse de 11,4 M\$ ou 4,2 %.

Le Fonds qui est soumis à une limite imposée par le plafond d'émissions annuelles d'actions autorisée par le gouvernement du Québec a dû suspendre l'acceptation des cotisations par montant forfaitaire le 17 décembre 2019, lors de la dernière campagne REER, soit plus de sept semaines plus tôt que l'année précédente (8 février 2019). Ce mode d'épargne est à nouveau accessible depuis le 1^{er} juin 2020.

Soulignons que le montant recueilli par voie d'épargne systématique (majoritairement des retenues sur le salaire) poursuit sa croissance, malgré le contexte particulier relié à la crise COVID-19 et représente toujours la plus grande part des souscriptions de l'exercice. Fondation encourage ce mode de souscription qui rend l'épargne accessible et permet l'acquisition régulière d'actions.

Il est conseillé aux personnes qui souhaitent souscrire à des actions au cours du prochain exercice, de s'inscrire à l'un ou l'autre des modes de souscription périodique disponibles ou d'effectuer leurs contributions par montant forfaitaire le plus tôt possible.

Rachats et achats de gré à gré

Les rachats et achats de gré à gré s'établissent à 287,5 M\$, comparativement à 122,0 M\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2019, soit une augmentation de 136 %. L'augmentation des rachats d'actions par rapport à l'année précédente est attribuable aux effets de la pandémie de la COVID-19 qui sévit. En effet, les incertitudes générées par la volatilité observée sur les marchés financiers, depuis le début de la crise, ont certainement incité certains actionnaires, à la retraite ou de plus de 65 ans, à retirer leurs fonds avant l'annonce d'une nouvelle valeur de l'action, générant ainsi une hausse hors norme des rachats, par rapport aux années historiques.

Flux de trésorerie

(en milliers de dollars)	31 mai 2020	31 mai 2019	Variations
Flux liés aux activités opérationnelles	(25 394)	(138 707)	113 313
Flux liés aux activités d'investissement	(3 765)	(1 696)	(2 069)
Flux liés aux activités de financement	27 841	150 686	(122 845)
Flux nets générés (utilisés)	(1 318)	10 283	(11 601)

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles correspondent aux sorties de liquidités liées aux activités courantes, incluant les activités reliées à la gestion des portefeuilles d'actifs. La diminution des sorties de liquidités de 113,3 M\$ liée aux activités opérationnelles s'explique par :

- ▶ des sorties de fonds nettes de 43,2 M\$ dans le portefeuille des autres investissements au cours de l'exercice alors que Fondation avait effectué des investissements nets de 100,5 M\$ au cours de l'exercice précédent ;
- ▶ des investissements nets de 32,0 M\$ du portefeuille des investissements en capital de développement au cours de l'exercice, alors que Fondation y avait investi 33,1 M\$ au cours de l'exercice précédent ; et,

atténuée par :

- ▶ une baisse du résultat net incluant les éléments sans effet sur la trésorerie et la variation des éléments hors caisse de 31,5 M\$.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement correspondent essentiellement aux fonds investis dans les immobilisations. Ceux-ci sont passés de 1,7 M\$ au cours de l'exercice précédent à 3,8 M\$ au cours des 12 derniers mois, principalement en raison des investissements accrus en matière de cybersécurité chez Fondation.

Les flux liés aux activités de financement correspondent aux liquidités générées par l'émission d'actions, nettes des rachats effectués au cours de l'exercice. Ils ont été moins élevés de 122,8 M\$ au cours de l'exercice en cours, comparativement à l'exercice précédent en raison de l'augmentation des rachats d'actions, tel qu'expliqué précédemment.

Norme d'investissement

La loi constituant Fondation prévoit qu'à chaque exercice financier, les investissements admissibles moyens de l'exercice doivent représenter un pourcentage de l'actif net moyen du Fonds de l'année précédente (Norme d'investissement). Pour l'exercice se terminant le 31 mai 2020, le pourcentage à atteindre est de 65 % (64 % au 31 mai 2019).

La politique fiscale annoncée le 26 mars 2015, par le ministre des Finances du Québec lors de son Discours sur le budget 2015-2016 a apporté les modifications suivantes à la Norme d'investissement : pour les exercices financiers suivants, la Norme d'investissement sera augmentée annuellement de 1% jusqu'à 65 %, afin que la proportion des investissements admissibles représente, pour toute année financière commençant après le 31 mai 2019, au moins 65 % de l'actif net moyen du Fonds de l'année financière précédente.

La loi précise quels investissements sont admissibles, ainsi que le mode de calcul devant être utilisé pour valider le respect de cette Norme. L'une des caractéristiques d'admissibilité est que les investissements n'aient pas de garantie ; on peut donc qualifier l'ensemble des investissements admissibles comme étant plus risqué.

Les investissements admissibles sont présentés à l'intérieur du poste *Investissements en capital de développement* au bilan. Le nom de chacune des entreprises dans lesquelles Fondation détenait un investissement au 31 mai 2020, ainsi que les détails relatifs aux coûts de ces investissements sont présentés dans le *Relevé du coût des investissements en capital de développement* qui est audité et disponible sur SEDAR, ainsi que sur le site Internet de Fondation. Des informations concernant des investissements réalisés par certains fonds partenaires ou spécialisés, dans lesquels Fondation a investi, sont également présentées dans un document disponible sur SEDAR et sur le site Internet de Fondation, soit le *Répertoire de la quote-part de Fondation du coût des investissements effectués par les fonds partenaires ou spécialisés (non audité)*.

Le ratio minimum à atteindre est suivi de façon assidue par Fondation, car le nonrespect de la Norme, une année donnée, entraînerait l'obligation de limiter les émissions d'actions dans le futur, ralentissant par le fait même la croissance potentielle du Fonds.

Au 31 mai 2020, en tenant compte des investissements admissibles en date de fin d'exercice, Fondation dépasse la moyenne minimum requise qui était de 1,34 G\$. Au 31 mai 2021, la moyenne des investissements admissibles devra être supérieure à 1,43 G\$, seuil qui devrait être atteint lorsque l'on considère les sommes admissibles au 31 mai 2020.

Régime de retraite et charge reliée à la réévaluation des passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs

Au cours de l'exercice, le Fonds a obtenu l'approbation des autorités pour le retrait du régime de retraite capitalisé à entités multiples (ancien régime) vers son nouveau régime et a ainsi pu achever les étapes administratives y étant reliées. Le Fonds a également pu acquitter sa juste part du déficit de l'ancien régime, tel que fixé rétroactivement en date du 2 juin 2018 par le versement d'une cotisation spéciale de 6,8 M\$.

Le résultat global au 31 mai 2020 inclut un gain de 2,7 M\$ relié à la réévaluation des passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs, déduction faite des impôts, qui résulte de l'évolution de certaines hypothèses actuarielles reliées aux prévisions économiques et démographiques (perte de 13,4 M\$ au 31 mai 2019).

Événement récent

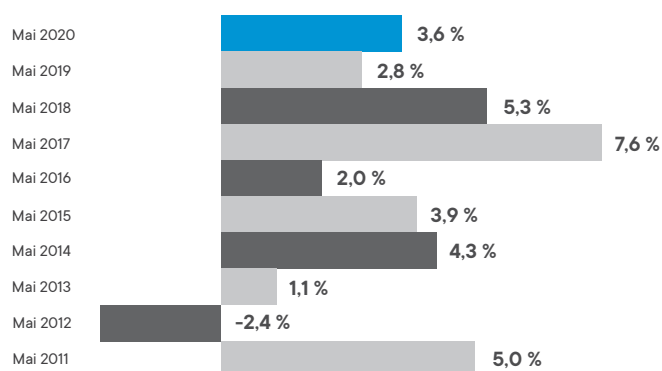
Depuis la publication du dernier rapport de gestion annuel en date du 31 mai 2019, aucun événement significatif n'a eu de répercussion sur le Fonds.

Rendement passé

Cette section présente des informations sur le rendement passé, calculé conformément au *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*. Les données calculées ne tiennent pas compte des frais d'adhésion de 25 \$ qui étaient exigés une fois à vie, jusqu'en date du 29 août 2019, date à partir de laquelle Fondation a aboli ceux-ci pour ses nouveaux épargnants. Le rendement passé n'est pas nécessairement indicatif du rendement futur.

Rendements annuels à l'actionnaire

Le graphique ci-dessous présente le rendement annuel à l'actionnaire pour chacun des dix derniers exercices terminés les 31 mai et fait ressortir les variations d'une année à l'autre.



Le Fonds calcule le rendement annuel à l'actionnaire en composant les rendements semestriels. Le rendement semestriel est calculé en divisant l'écart du prix de l'action entre le début et la fin du semestre par le prix au début du semestre. Ces rendements ainsi calculés tiennent compte des émissions et des rachats d'actions qui ont eu lieu au cours de l'exercice et qui ont un effet dilutif ou relutif sur le résultat par action, selon le cas.

Rendements composés annuels à l'actionnaire

Le tableau suivant présente le rendement composé calculé sur la base de la variation de la valeur de l'action entre sa valeur au début et à la fin de chacune des périodes indiquées et la valeur de 12,59 \$ au 31 mai 2020. Ce calcul suppose que l'action a été acquise au début de la période il y a un, trois, cinq ou dix ans et détenue ensuite durant toute cette période, sans autre achat.

10 ans	5 ans	3 ans	1 an
3,3 %	4,2 %	3,9 %	3,6 %

Équivalent de rendement composé annuel, en tenant compte des crédits d'impôt, pour un actionnaire ayant souscrit régulièrement par épargne systématique

Les rendements composés annuels à l'actionnaire soumis précédemment ne tiennent pas compte des crédits d'impôt consentis aux personnes qui souscrivent à Fondation ni de l'effet des réinvestissements réguliers.

En tenant compte des crédits d'impôt totalisant 30 %, 35 % ou 40 %, selon les périodes, et ce, sans considérer l'avantage que peut procurer la déduction pour REER, un actionnaire ayant souscrit régulièrement par épargne systématique, déduit aux deux semaines et en début de période, aurait dégagé l'équivalent du rendement composé annuel suivant :

10 ans
12,9 %

Aperçu du portefeuille

Au 31 mai 2020, les actifs sous gestion de Fondation étaient répartis dans les catégories suivantes des portefeuilles des investissements en capital de développement et des autres investissements. Il est à noter que la composition des portefeuilles ainsi que les principaux investissements détenus, tels que présentés dans cette section, peuvent changer en tout temps en raison des opérations effectuées par Fondation.

Composition des portefeuilles des investissements en % de l'actif net au 31 mai 2020

	% de l'actif net
Investissements en capital de développement	
Participations directes en entreprises	25,3
Fonds partenaires ou spécialisés	20,2
Portefeuille d'entreprises québécoises publiques (EQP)	8,0
Autres investissements	
Marché monétaire et instruments financiers dérivés	0,4
Obligations et autres titres à revenu fixe	19,7
Fonds d'actions mondiales (tous pays) et d'immobilier mondial	22,5
Fonds à rendement absolu et stratégies alternatives	5,0

Liste des principaux investissements détenus en % de l'actif net au 31 mai 2020

Émetteurs	% de l'actif net
Investissements en capital de développement (11 émetteurs)*	18,8
Fonds d'actions mondiales sans combustibles fossiles Montrusco Bolton	8,2
Fonds Baillie Gifford Positive Change Equity Fund	7,1
Fonds AlphaFixe Obligations vertes	4,6
Fonds Triasima actions mondiales tous les pays sans énergie fossile	3,1
Fonds Desjardins SociétéTerre obligations environnementales (Mirova)	2,6
Province de l'Ontario	2,5
Fonds institutionnel dette des pays émergents Franklin Templeton	2,2
Fonds Hexavest mondial tous les pays sans énergie fossile	2,0
Formula Growth Alpha Fund	1,7
FNB Desjardins marchés boursiers neutres	1,3
Vanguard REIT ETF	1,2
Vanguard Global ex-U.S. Real Estate ETF	1,0
MBI TCC Multi Strategies	0,9
Fonds Fiera SIS - Actions marché neutre mondial	0,9

* Les 11 émetteurs représentant collectivement 18,8 % de l'actif net au 31 mai 2020 sont les suivants (par ordre alphabétique) :

- ▶ Agropur coopérative
- ▶ Fonds immobilier Angus, s.e.c.
- ▶ Fonds PGEQ, s.e.c.
- ▶ Fonds PGEQ II, s.e.c.
- ▶ Fresche Solutions inc.
- ▶ Novacap TMT V Co-Investissement (Nuvei), s.e.c.
- ▶ Services préhospitaliers Paraxion inc.
- ▶ Société immobilière Solar s.e.c.
- ▶ Sollio groupe coopératif
- ▶ Technopôle Angus II, s.e.c.
- ▶ Telecon inc.





États financiers

31 mai 2020

Relevé du coût des investissements en capital de développement	86
Relevé des autres investissements (non audité)	97
Répertoire de la quote-part de Fondation du coût des investissements effectués par les fonds partenaires ou spécialisés (non audité)	108

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des Syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (le « Fonds »), qui comprennent les bilans aux 31 mai 2020 et 2019, les états du résultat global, les états des variations de l'actif net et les états des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds aux 31 mai 2020 et 2019, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion excluant les informations de la section de gestion des risques faisant partie intégrante des états financiers.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- ▶ Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds.
- ▶ Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- ▶ Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation.
- ▶ Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Montréal, Québec
Le 26 juin 2020

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A118581

Bilans

Aux 31 mai

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

	Notes	2020	2019
		\$	\$
Actif			
Encaisse et équivalents de trésorerie		10 746	12 064
Débiteurs et autres actifs	5	30 959	28 914
Autres investissements	6	1 077 033	1 025 838
Investissements en capital de développement	7	1 211 477	1 164 006
Immobilisations corporelles et incorporelles	11	20 273	18 608
Impôts différés	20	8 161	7 368
		2 358 649	2 256 798
Passif			
Créditeurs et autres passifs	15	57 730	32 816
Passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs	21	36 357	41 745
		94 087	74 561
Actif net		2 264 562	2 182 237
Nombre d'actions de catégorie A, séries 1 et 2 en circulation (en milliers)	16	179 884	179 554
Actif net par action de catégorie A, séries 1 et 2 (en dollars)		12,59	12,15

Engagements et éventualités (notes 7, 11, 12 et 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Au nom du conseil d'administration



Jacques Letourneau
Administrateur



Geneviève Morin
Administrateur

États du résultat global

Exercices terminés les 31 mai

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)	Notes	2020	2019
		\$	\$
Produits			
Intérêts		31 689	29 111
Dividendes et distributions		58 843	60 686
Honoraires et autres revenus		1 526	2 539
		92 058	92 336
Gains (pertes) sur investissements en capital de développement et autres investissements			
Réalisés		40 188	66 361
Non réalisés		18 330	(28 354)
		58 518	38 007
		150 576	130 343
Charges opérationnelles	18		
Souscription, registrariat et services aux actionnaires		12 120	13 227
Gouvernance et administration		24 967	16 507
Investissements en capital de développement et autres investissements		28 806	18 041
Amortissements	11	2 100	6 018
		67 993	53 793
Résultat avant impôts		82 583	76 550
Impôts sur le résultat	20	(454)	2 713
Résultat net		83 037	73 837
Autre élément du résultat global qui ne sera pas reclassé au résultat net			
Réévaluation des passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs, déduction faite des impôts	21	2 682	(13 351)
Résultat global		85 719	60 486
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A, séries 1 et 2 (en milliers)		186 114	173 055
Résultat net par action de catégorie A, séries 1 et 2 (en dollars)		0,45	0,43

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

États des variations de l'actif net

Exercices terminés les 31 mai

(en milliers de dollars,
sauf si autrement spécifié)

	Note	Capital-actions de catégorie A		Surplus d'apports	Résultats nets non distribués	Actif net
		Série 1	Série 2			
	16	\$	\$	\$	\$	\$
2020						
Solde au début		1 708 308	29 489	—	444 440	2 182 237
Résultat net		—	—	—	83 037	83 037
Autre élément du résultat global		—	—	—	2 682	2 682
Émissions d'actions		279 495	4 587	—	—	284 082
Rachats d'actions		(226 184)	(7 877)	—	(53 415)	(287 476)
		53 311	(3 290)	—	32 304	82 325
Solde à la fin		1 761 619	26 199	—	476 744	2 264 562
2019						
Solde au début		1 541 734	27 806	8 966	392 559	1 971 065
Résultat net		—	—	—	73 837	73 837
Autre élément du résultat global		—	—	—	(13 351)	(13 351)
Émissions d'actions		268 179	4 516	—	—	272 695
Rachats d'actions		(101 605)	(2 833)	(8 966)	(8 605)	(122 009)
		166 574	1 683	(8 966)	51 881	211 172
Solde à la fin		1 708 308	29 489	—	444 440	2 182 237

Les résultats nets non distribués comprennent un solde débiteur relié au cumul de l'autre élément du résultat global de 11,5 M\$ (solde débiteur de 14,2 M\$ au 31 mai 2019).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

États des flux de trésorerie

Exercices terminés les 31 mai

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)	Notes	2020	2019
		\$	\$
Activités opérationnelles			
Résultat net		83 037	73 837
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Gains (pertes) sur investissements en capital de développement et autres investissements			
Réalisées		(40 188)	(66 361)
Non réalisés		(18 330)	28 354
Intérêts et distributions capitalisés		(55 703)	(45 636)
Variation des passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs		(2 591)	3 127
Amortissements	11	2 100	6 018
Impôts différés	20	(908)	2 399
		(32 583)	1 738
Variation des éléments hors caisse	22	(3 962)	(6 832)
		(36 545)	(5 094)
Investissements en capital de développement			
Acquisitions		(210 395)	(241 546)
Produits de cessions		178 382	208 407
Autres investissements			
Acquisitions		(1 689 265)	(2 875 980)
Produits de cessions		1 732 429	2 775 506
		11 151	(133 613)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(25 394)	(138 707)
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	11	(3 765)	(1 696)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(3 765)	(1 696)
Activités de financement			
Émissions d'actions		284 082	272 695
Rachats d'actions		(256 241)	(122 009)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		27 841	150 686
Augmentation (diminution) de l'encaisse et équivalents de trésorerie		(1 318)	10 283
Encaisse et équivalents de trésorerie au début		12 064	1 781
Encaisse et équivalents de trésorerie à la fin		10 746	12 064

Notes complémentaires aux états financiers

1 Loi constitutive

Statut et fonctions du Fonds

Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (le « Fonds » ou « Fondation »), constitué par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (*L.R.Q., chapitre F-3.1.2*) (la « Loi »), est une société de placement à fonds social ayant principalement pour fonctions :

- a. de favoriser l'investissement dans des entreprises en garantissant ou en se portant caution de toute obligation contractée par cette dernière ou en investissant directement dans le but de promouvoir la création, le maintien ou la sauvegarde d'emplois;
- b. de favoriser le développement des entreprises admissibles en invitant les travailleuses et les travailleurs et les autres ressources du milieu à participer à ce développement par la souscription d'actions du Fonds;
- c. de développer des aptitudes à la gestion des travailleuses et travailleurs d'entreprises autocontrôlées et de favoriser leur implication active dans le développement économique du Québec;
- d. d'aider les entreprises à se conformer aux lois et règlements en matière d'environnement;
- e. de favoriser le développement auprès des entreprises de politiques environnementales.

Fondation a pour objectif principal d'effectuer des investissements en capital de développement dans des entreprises admissibles dans le but d'obtenir une appréciation du capital à long terme.

2 Sommaire des principales méthodes comptables

2.1 Déclaration de conformité

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

2.2 Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés sur la base de la juste valeur sauf en ce qui concerne les immobilisations corporelles et incorporelles qui sont évaluées selon la base du coût historique. Les présents états financiers sont les seuls états financiers présentés par le Fonds. Ils ont été approuvés pour publication le 26 juin 2020 par le conseil d'administration.

2.3 Entité d'investissement

Le Fonds répond à la définition d'entité d'investissement aux termes de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (« IFRS 10 »), car les conditions suivantes sont rencontrées :

- a. le Fonds obtient des capitaux de plusieurs investisseurs dans le but de gérer leur épargne;
- b. le Fonds déclare à ses investisseurs que ses investissements en capital de développement et ses autres investissements (« investissements ») ont pour objectif de générer du rendement sur le capital et de procurer des revenus d'investissement, conformément à sa mission;
- c. le Fonds mesure et évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur.

Le Fonds ne prépare pas d'états financiers consolidés.

2.4 Présentation du bilan

Le Fonds présente son bilan par ordre décroissant de liquidité. Tous les actifs et passifs du Fonds sont des actifs et passifs non courants, étant donné qu'ils ne sont pas principalement détenus à des fins de transaction, à l'exception des éléments courants suivants : encaisse et équivalents de trésorerie, débiteurs et autres actifs, créditeurs et autres passifs à l'exception de la provision pour éventualités. Les notes 6 et 7 présentent les montants que le Fonds s'attend à recouvrer dans les douze prochains mois relativement à ses investissements.

2.5 Filiales et entreprises associées

Les participations dans les filiales et les entreprises associées sont comptabilisées à la juste valeur par le biais du résultat net.

2.6 Instruments financiers – Comptabilisation et classement

Les instruments financiers sont présentés à la juste valeur et sont comptabilisés à la date de la transaction lorsque le Fonds devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les variations de valeur subséquentes sont constatées par le biais du résultat net. Le coût présenté pour les investissements en capital de développement et les autres investissements correspond au montant payé et est établi en fonction du coût moyen, compte non tenu des frais de transactions. Les frais de transactions sont constatés au résultat net, lorsqu'ils sont engagés. Un actif financier est décomptabilisé lorsque le Fonds n'a plus les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie sur cet actif.

Les engagements non provisionnés visant l'acquisition de titres supplémentaires pour le portefeuille des investissements en capital de développement sont présentés à la note 7.

Les investissements en capital de développement, les autres investissements, les sommes à recevoir sur cession d'investissement en capital de développement et autres investissements, les sommes à payer sur acquisition d'autres investissements, ainsi que les instruments financiers dérivés sont tous des instruments financiers désignés à la juste valeur par

le biais du résultat net. Ces instruments financiers font partie d'un portefeuille géré dont la performance est évaluée, d'après la méthode de la juste valeur, conformément à une stratégie documentée de gestion intégrée des actifs financiers et les informations sont fournies en interne sur cette base aux principaux dirigeants du Fonds.

Les achats et les ventes d'investissements en capital de développement et d'autres investissements sont constatés à la date de transaction, qui est la date à laquelle le Fonds s'engage à acheter ou à vendre ceux-ci. Les passifs financiers sont décomptabilisés à l'extinction de l'obligation, soit à la date où l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou expirée.

Les actifs et les passifs sont classés dans différentes catégories en fonction de leurs caractéristiques ainsi que de l'intention du Fonds au moment de leur acquisition et de leur émission. L'encaisse, les équivalents de trésorerie et les autres comptes débiteurs sont classés dans les prêts et créances, et les comptes créditeurs sont classés comme autres passifs. Ces instruments financiers sont comptabilisés au coût amorti qui se rapproche de leur juste valeur étant donné leur nature et leur courte échéance.

2.7 Instruments financiers – Évaluation de la juste valeur

Les investissements en capital de développement et les autres investissements ont été établis à la juste valeur. Cette dernière est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Titres cotés ou négociés sur des marchés actifs

La juste valeur des participations en actions, des placements en obligations, des parts de sociétés et autres titres de participation ainsi que des titres de marché monétaire est établie en fonction du cours de clôture des principales Bourses ou des principaux marchés à la date des bilans, incluant les intérêts courus. Le Fonds utilise le dernier cours pour les actifs et passifs financiers lorsque ce cours s'inscrit dans l'écart acheteur-vendeur du jour. Lorsque le dernier cours ne s'inscrit pas dans l'écart acheteur-vendeur, le Fonds détermine le point de l'écart acheteur-vendeur le plus représentatif de la juste valeur compte tenu des faits et des circonstances en cause.

Titres non cotés

La juste valeur des participations en actions, des parts de sociétés et autres titres de participation est établie selon les techniques d'évaluation appropriées comprenant, principalement, la référence à une ou des transactions sans lien de dépendance ou à des offres d'achat, la valeur nette de réalisation, la capitalisation des flux monétaires ou des bénéfices ou l'actualisation des flux monétaires. La juste valeur ainsi déterminée s'appuie sur des hypothèses raisonnables incluant celles retenues pour déterminer les flux monétaires ou les taux de capitalisation et le niveau de risque associé à ces éléments. Ces hypothèses sont également influencées par les conditions de marché en vigueur à la date des bilans, dont les taux d'intérêt des obligations du Canada, les écarts de crédit et l'évolution de sociétés comparables cotées en Bourse. Les parts de fonds sont principalement évaluées à la valeur établie par leur gestionnaire respectif selon des méthodes d'évaluation

appropriées au type d'investissements. La juste valeur des actifs et des passifs tient compte des nouvelles informations disponibles et des événements importants survenus entre la date du bilan de l'entité émettrice, ou du fonds, et la date d'évaluation.

Prêts, avances, garanties et cautionnements

La juste valeur des prêts et avances est principalement déterminée par l'actualisation des flux monétaires futurs au taux d'intérêt du marché à la date des bilans pour des titres similaires. S'il y a lieu, une provision pour pertes relatives aux garanties et aux cautionnements consentis par le Fonds est inscrite aux états financiers dans les créateurs pour tenir compte de la probabilité de subir une perte.

Instruments financiers dérivés

Dans le cadre de ses activités, le Fonds peut utiliser des contrats à terme afin de se protéger contre les risques liés aux fluctuations des devises et des taux d'intérêt ou pour tirer avantage de ces fluctuations.

2.8 Encaisse et équivalents de trésorerie

L'encaisse et les équivalents de trésorerie sont constitués des comptes de caisse et bancaires, des montants déposés auprès d'une institution financière et d'autres placements à court terme très liquides dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois.

2.9 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, s'il y a lieu. Le coût comprend les charges qui sont directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les éléments de coût ultérieurs sont compris dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct, s'il y a lieu, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'élément iront au Fonds et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. Les frais de réparation et d'entretien sont comptabilisés en charges par le biais du résultat net lorsqu'ils sont engagés.

2 Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

2.9 Immobilisations corporelles et incorporelles (suite)

Principales catégories d'immobilisations

	Méthode	Durée
Corporelles		
Bâtiments ¹	Linéaire	20 à 60 ans
Mobilier et équipement de bureau	Linéaire	7 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	4 à 6 ans
Incorporelles		
Logiciels	Linéaire	3 et 5 ans
Développement informatique	Linéaire	10 ans

¹ Le Fonds détient deux bâtiments, dont l'un de ceux-ci est complètement amorti depuis le 31 mai 2019 (voir note 11).

Le Fonds ventile le montant initialement comptabilisé pour une immobilisation entre ses parties significatives et amortit séparément chacune de ces parties. La valeur comptable d'une partie remplacée est décomptabilisée lors du remplacement. Les valeurs résiduelles, le mode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs sont revus à chaque date de présentation de l'information financière et ajustés au besoin.

Dépréciation des actifs non financiers

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, le Fonds revoit les valeurs comptables de ses immobilisations corporelles et incorporelles afin de déterminer s'il existe une quelconque indication que ces actifs aient subi une perte de valeur. De plus, le Fonds comptabilise les reprises de valeur, s'il y a lieu.

2.10 Avantages sociaux futurs

Les coûts des prestations de retraite gagnées et des charges reliées au régime d'assurances collectives du personnel sont comptabilisés par le biais du résultat net et se composent du coût des services courants, du coût des services passés et des intérêts nets sur les passifs nets reliés aux régimes.

Les réévaluations des passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs comprennent les gains et pertes actuariels des régimes ainsi que l'écart entre le rendement réel des actifs des régimes de retraite et le rendement prévu à l'exclusion des revenus d'intérêts. Les gains et pertes actuariels résultent des modifications apportées aux hypothèses financières utilisées pour déterminer les obligations reliées aux régimes et des gains ou des pertes d'expérience sur ces mêmes obligations. Les réévaluations des passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs sont comptabilisées à l'autre élément du résultat global et sont présentées distinctement dans l'état des variations de l'actif net.

2.11 Capital-actions

Les actions de catégorie A du Fonds sont rachetables au gré du détenteur, sujet à certaines conditions, et elles sont classées à l'actif net, car elles possèdent toutes les caractéristiques suivantes :

- ▶ elles accordent au porteur le droit à une quote-part de l'actif net du Fonds en cas de liquidation de celui-ci;
- ▶ elles appartiennent à une catégorie qui est subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments du Fonds;
- ▶ elles possèdent des caractéristiques identiques à tous les autres instruments de cette catégorie;
- ▶ à l'exception de l'obligation contractuelle pour le Fonds de racheter ou de rembourser l'instrument contre de la trésorerie ou un autre actif financier, elles n'incluent pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier à une autre entité ni d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à l'entité; il ne s'agit pas non plus d'un contrat qui sera ou qui peut être réglé en instruments de capitaux propres du Fonds;
- ▶ le total des flux de trésorerie attendus, attribuables aux actions sur leur durée de vie, est basé essentiellement sur la variation de l'actif net.

Les émissions et les rachats d'actions sont comptabilisés comme des transactions portant sur l'actif net. Le montant reçu en contrepartie de l'émission d'actions est inclus au capital-actions. Les rachats d'actions sont comptabilisés lorsque les demandes sont approuvées en vertu des critères de rachat à la valeur de rachat en cours, et les actions sont décomptabilisées sur la base du coût moyen.

Le résultat net par action est obtenu en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A en circulation au cours de l'exercice.

2.12 Devise fonctionnelle et conversion de devises

Le dollar canadien constitue la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation du Fonds. Les transactions en devises sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur aux dates des transactions. Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date de clôture des états financiers. Les écarts de conversion sont présentés sous les postes « Gains (pertes) réalisés et non réalisés sur investissements en capital de développement et autres investissements » à l'état du résultat global.

2.13 Constatation des produits

Dividendes et distributions

Les dividendes non cumulatifs et les distributions sont comptabilisés à la date de leur déclaration et les dividendes cumulatifs sont comptabilisés sur la base de la comptabilité d'engagement.

Intérêts

Les produits d'intérêts sont comptabilisés sur la base de la comptabilité d'engagement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des primes ou escomptes selon cette méthode est comptabilisé sous le poste « intérêts ».

Gains et pertes réalisés et non réalisés

Les gains et les pertes réalisés résultant de la cession d'investissements en capital de développement et autres investissements, incluant les instruments financiers dérivés, sont comptabilisés au moment de la vente et présentés sous le poste « Gains (pertes) réalisés sur investissements en capital de développement et autres investissements » à l'état du résultat global et correspondent à l'écart entre le produit de cession et le coût, déterminé selon la méthode du coût moyen. Tous les gains et les pertes non réalisés résultant des évaluations à la juste valeur des instruments financiers sont comptabilisés au moment de leur évaluation à la juste valeur et présentés sous le poste « Gains (pertes) non réalisés sur investissements en capital de développement et autres investissements ».

2.14 Impôts sur le résultat

Le Fonds est assujéti à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur son résultat. Il est également assujéti aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable.

La charge d'impôts sur le résultat comprend la charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés. Les impôts sur le résultat sont comptabilisés au résultat net, sauf s'ils concernent des éléments qui ont été comptabilisés directement sous l'autre élément du résultat global; en pareils cas, les impôts sont comptabilisés directement au net de l'autre élément du résultat global.

Les impôts exigibles correspondent au montant des impôts payables sur le résultat imposable de l'exercice, calculé selon les taux d'impôts adoptés ou quasi adoptés à la clôture de l'exercice de présentation de l'information financière et tout ajustement des impôts à payer à l'égard des exercices antérieurs.

Les impôts différés sont reliés aux différences temporaires survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers. Les impôts différés sont calculés sur une base non actualisée au moyen des taux d'impôts et des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de la présentation de l'information financière et dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif relié aux impôts différés sera réalisé ou le passif relié aux impôts différés sera réglé. Un actif relié aux impôts différés est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporelles pourront être imputées, sera disponible.

Pour l'impôt fédéral, le Fonds peut, entre autres, obtenir le remboursement de son impôt payé sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions ou à des virements des résultats nets non distribués au capital-actions. Aux fins de l'impôt provincial, les gains en capital ne sont pas imposables.

Le Fonds se considère en substance exempté de l'impôt fédéral et provincial sur les résultats reliés aux gains en capital aux fins de l'application des IFRS et, par conséquent, ne constate

aucun passif relié aux impôts différés relativement aux gains ou pertes non réalisés sur les investissements ni d'actif relié aux impôts différés équivalents relativement aux recouvrements latents découlant des mécanismes fiscaux reliés à l'impôt en main remboursable au titre des gains en capital.

2.15 Norme comptable nouvellement entrée en vigueur

Le 1^{er} juin 2019, le Fonds a adopté la norme comptable IFRS 16, *Contrats de location*.

IFRS 16, Contrats de location

L'IFRS 16, publiée en février 2016, précise comment comptabiliser, évaluer et présenter les contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet. La norme présente un modèle unique de comptabilisation par le preneur, exigeant la comptabilisation d'actifs et de passifs à l'égard de tous les contrats, sauf si la durée du contrat est de 12 mois ou moins, ou que l'actif sous-jacent a une faible valeur. Toutefois, la comptabilisation par le bailleur reste largement inchangée par rapport à l'IAS 17, *Contrats de location*, et la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement reste la même.

L'adoption de la norme IFRS 16 le 1^{er} juin 2019 n'a eu aucune incidence sur les bilans, les états du résultat global et les états des variations de l'actif net des présents états financiers.

2.16 Normes comptables publiées, mais non encore adoptées

À la date d'autorisation de ces états financiers, de nouvelles normes ont été publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB), mais ne sont pas encore en vigueur. L'information sur celle qui est susceptible d'être pertinente pour les états financiers du Fonds est fournie ci-après.

IAS 1, Présentation des états financiers

Un amendement à la norme IAS 1, *Présentation des états financiers*, publiée en janvier 2020, concerne le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants et touche seulement la présentation des passifs dans l'état de la situation financière, et non le montant ou le calendrier de la comptabilisation d'un actif, d'un passif, d'un revenu ou d'une charge, ou les informations que les entités fournissent à leur sujet. Le Fonds n'a pas débuté l'évaluation des incidences de l'application de cet amendement. Celui-ci entrera en vigueur à compter de son exercice débutant le 1^{er} juin 2022.

3 Hypothèses, estimations comptables et jugements critiques

Au cours du deuxième semestre de l'exercice terminé le 31 mai 2020, la nouvelle maladie à coronavirus (COVID-19) qui a été reconnue comme pandémie et les restrictions imposées par les gouvernements à l'échelle mondiale pour limiter la propagation ont perturbé l'économie mondiale et se sont traduites par une volatilité des marchés des capitaux.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige l'utilisation d'estimations comptables et le recours au jugement lors de l'application des méthodes comptables. Des modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers de la période au cours de laquelle ces hypothèses ont été modifiées. La pandémie a accru le degré d'incertitude à l'égard des estimations et hypothèses comptables et augmente la nécessité de faire appel au jugement dans l'évaluation de la conjoncture de l'économie et des marchés et de ses incidences sur les estimations importantes. La direction estime que les hypothèses sous-jacentes sont appropriées et que les états financiers du Fonds présentent par conséquent une image fidèle de sa situation financière et de ses résultats. Les paragraphes suivants présentent une analyse des jugements et estimations comptables les plus importants établis par le Fonds aux fins de la préparation des états financiers.

3.1 Évaluation de la juste valeur des titres non cotés sur un marché actif et des dérivés

La *Politique d'évaluation des investissements en capital de développement* (la « Politique ») adoptée par le conseil d'administration du Fonds énonce les principes appliqués par celui-ci pour établir la juste valeur de ses investissements sur une base continue. La direction des Finances voit au respect de la Politique, à son application et propose les modifications pouvant être requises.

Le Fonds doit émettre des hypothèses et utiliser des estimations lorsqu'il évalue la juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif. Des jugements importants sont posés dans les choix de techniques d'évaluation et dans les hypothèses retenues à l'intérieur de ces techniques d'évaluation. Conformément au *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* mis en place par l'Autorité des marchés financiers, le Fonds a mis en œuvre divers contrôles et procédures afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers est appropriée et fiable.

Afin d'évaluer la juste valeur des instruments financiers conformément aux principes d'évaluation adoptés par le Fonds, l'équipe d'évaluateurs du Fonds, laquelle est composée d'employés des équipes finances et investissement, effectue semestriellement le suivi de la performance des sociétés composant son portefeuille et est constamment à la recherche d'informations relatives aux affaires et aux activités des sociétés prises en considération dans le processus d'évaluation. Les évaluateurs effectuent, le cas échéant, le suivi des données sur les sociétés comparables, des résultats de transactions récentes et des notations d'instruments et de société similaires.

Dans la mesure du possible, les modèles font appel à des données observables. La juste valeur est également établie au moyen de données et d'estimations internes (données non observables)

qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur pertinent pour l'évaluation.

L'utilisation de données non observables requiert le recours au jugement de la part des évaluateurs du Fonds afin que celles-ci reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer la juste valeur à partir de la meilleure information possible dans les circonstances. Le Fonds considère comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché visé. La juste valeur reflète les conditions du marché à une date donnée et, pour cette raison, peut ne pas être représentative des justes valeurs futures.

Conformément à la Politique, toute information pertinente concernant les évaluations à la juste valeur est soumise à un comité d'évaluation indépendant dont la majorité des membres sont des évaluateurs qualifiés indépendants du Fonds. Ce comité passe en revue les informations et fait rapport au comité d'audit avant la publication des états financiers annuels ou intermédiaires. La présidente-directrice générale ainsi que le chef de la direction financière signent une attestation concernant l'évaluation des investissements en capital de développement qui est déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers. Cette attestation confirme notamment le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille des investissements en capital de développement.

3.2 Évaluation des passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs

Le Fonds doit émettre des hypothèses pour l'utilisation de données statistiques et d'autres paramètres visant à évaluer les passifs nets reliés aux régimes de retraite et d'assurances collectives. Ces hypothèses incluent, entre autres, le taux d'actualisation des obligations de retraite et assurances collectives et du calcul du rendement prévu des actifs des régimes, le taux attendu d'augmentation des salaires ainsi que la table de mortalité.

Dans des circonstances où les hypothèses actuarielles s'avéraient significativement différentes des données réelles observées ultérieurement, il pourrait en résulter une modification substantielle du montant du coût des régimes porté au résultat net et à l'autre élément du résultat global ainsi que des passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs présentés aux bilans. Une firme d'experts indépendants procède à l'établissement de la juste valeur de ces passifs nets.

4 Risques associés aux instruments financiers

Les informations sur la gestion des risques financiers font partie intégrante de ces états financiers. Elles sont présentées en détail dans la section intitulée « Gestion des risques » du rapport de gestion qui est disponible au siège social du Fonds, sur son site Internet (www.fondaction.com) et sur SEDAR (www.sedar.com).

5 Débiteurs et autres actifs

(en milliers de dollars)	31 mai 2020	31 mai 2019
	\$	\$
Sommes à recevoir sur cession d'investissements en capital de développement et autres investissements	2 883	3 645
Dividendes et intérêts courus d'investissements en capital de développement et autres investissements	9 033	9 554
Impôts sur le résultat	9 870	—
Impôt en main remboursable	7 166	13 726
Autres	2 007	1 989
Total	30 959	28 914

6 Autres investissements

Le *Relevé des autres investissements* (non audité), qui énumère le détail des titres détenus, est présenté distinctement de ces états financiers et est disponible au siège social du Fonds, sur son site Internet (www.fondaction.com) et sur SEDAR (www.sedar.com).

(en milliers de dollars)	31 mai 2020			31 mai 2019		
	Coût	Plus-value non réalisée	Juste valeur	Coût	Plus-value non réalisée	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Titres à échéance non déterminée						
Actions, parts et autres titres de participation	765 664	69 172	834 836	747 246	8 384	755 630
Titres à échéance déterminée						
Obligations						
Gouvernements	187 290	11 313	198 603	210 696	6 697	217 393
Institutions financières	13 955	338	14 293	16 247	416	16 663
Sociétés	20 538	798	21 336	25 216	1 364	26 580
	221 783	12 449	234 232	252 159	8 477	260 636
Instruments financiers dérivés ¹	—	2 802	2 802	—	3 141	3 141
Marché monétaire						
Gouvernements	775	—	775	2 058	—	2 058
Institutions financières	4 388	—	4 388	4 373	—	4 373
	5 163	—	5 163	6 431	—	6 431
	226 946	15 251	242 197	258 590	11 618	270 208
Total des autres investissements²	992 610	84 423	1 077 033	1 005 836	20 002	1 025 838

¹ Au 31 mai 2020, les actifs reliés aux instruments financiers dérivés s'élèvent à 2,8 M\$ (3,1 M\$ au 31 mai 2019) et sont présentés avec les autres investissements. Les passifs reliés aux instruments financiers dérivés s'élèvent à 1,0 M\$ (4,9 M\$ au 31 mai 2019) et sont présentés sous le poste « Crédeurs et autres passifs » (note 15).

² Au 31 mai 2020, les autres investissements incluent des titres libellés en dollars américains, d'une juste valeur de 49,8 M\$ (55,8 M\$ au 31 mai 2019).

6 Autres investissements (suite)

Répartition des autres investissements par échéance

Obligations

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
31 mai 2020					
Valeur nominale	1 816	82 048	48 659	71 640	204 163
Juste valeur	1 837	85 249	56 083	91 063	234 232
Taux moyen effectif (%)	0,74 %	1,29 %	1,63 %	2,08 %	1,67 %
Taux moyen nominal (%)	2,77 %	2,45 %	3,72 %	3,85 %	3,24 %
31 mai 2019					
Valeur nominale	8 741	89 330	70 015	71 609	239 695
Juste valeur	8 766	90 458	76 394	85 018	260 636
Taux moyen effectif (%)	1,99 %	2,03 %	2,21 %	2,56 %	2,24 %
Taux moyen nominal (%)	2,57 %	2,41 %	3,62 %	3,99 %	3,24 %

Marché monétaire

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)	Moins de 1 an	1 an et plus	Total
	\$	\$	\$
31 mai 2020			
Juste valeur	3 970	1 193	5 163
Taux moyen effectif (%)	1,45 %	2,25 %	1,63 %
31 mai 2019			
Juste valeur	6 431	—	6 431
Taux moyen effectif (%)	1,70 %	—	1,70 %

Instruments financiers dérivés

(en milliers de dollars)	Moins de 1 an	1 an et plus	Total
	\$	\$	\$
31 mai 2020			
Juste valeur			
Contrats à terme sur taux d'intérêt se référant à un montant nominal total de 434,4 M\$	28	—	28
Contrat de change en devise américaine se référant à un montant nominal de 222,1 M\$	1 759	—	1 759
31 mai 2019			
Juste valeur			
Contrats à terme sur taux d'intérêt se référant à un montant nominal total de 389,8 M\$	(314)	—	(314)
Contrat de change en devise américaine se référant à un montant nominal de 173,5 M\$	(1 454)	—	(1 454)

7 Investissements en capital de développement

Le *Relevé du coût des investissements en capital de développement*, accompagné d'un rapport de l'auditeur indépendant, fournit le détail des investissements réalisés. Il est présenté distinctement des états financiers audités et est disponible au siège social du Fonds, sur son site Internet (www.fondaction.com) et sur SEDAR (www.sedar.com).

(en milliers de dollars)	31 mai 2020			31 mai 2019		
	Coût	Plus-value (moins-value) non réalisée	Juste valeur	Coût	Plus-value (moins-value) non réalisée	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Non garantis						
Actions participantes	706 096	94 025	800 121	631 450	119 603	751 053
Actions non participantes	191 914	(7 730)	184 184	155 212	(3 450)	151 762
Prêts et avances	246 142	(23 811)	222 331	260 019	(4 862)	255 157
	1 144 152	62 484	1 206 636	1 046 681	111 291	1 157 972
Garantis						
Prêts et avances	9 652	(4 811)	4 841	9 667	(3 633)	6 034
	1 153 804	57 673	1 211 477	1 056 348	107 658	1 164 006

Au 31 mai 2020, les investissements en capital de développement incluent des titres libellés en dollars américains, d'une juste valeur de 48,8 M\$ (47,1 M\$ au 31 mai 2019).

Les ententes d'investissements peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat. Le Fonds peut exercer ces options et procéder à des échanges non monétaires d'instruments financiers dans le cours normal de ses activités.

Répartition par échéance et taux moyens effectifs des prêts et avances

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)	Taux variables	Taux fixes				Total
	Total	Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
31 mai 2020						
Non garantis	16 109	19 396	126 818	60 008	206 222	222 331
Taux moyen effectif (%)	9,02 %	6,54 %	9,47 %	9,37 %		
Garantis	2 601	1 701	306	233	2 240	4 841
Taux moyen effectif (%)	0,62 %	4,42 %	9,36 %	10,00 %		
31 mai 2019						
Non garantis	19 211	14 893	130 212	90 841	235 946	255 157
Taux moyen effectif (%)	7,36 %	3,43 %	8,58 %	9,67 %		
Garantis	—	2 421	1 190	2 423	6 034	6 034
Taux moyen effectif (%)	—	4,46 %	9,37 %	6,5 %		

Certains prêts et avances portent, en plus du rendement à taux fixe, un rendement à taux variable selon des indicateurs de rendement.

Les encaissements en capital prévus au cours des douze prochains mois sont de 30,0 M\$ (56,8 M\$ au 31 mai 2019).

7 Investissements en capital de développement (suite)

Répartition des investissements et des engagements financiers par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Manufacturier et primaire	Services et commerce	Technologies avancées	Fonds diversifiés/EQP ¹	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
31 mai 2020					
Investissements, au coût	191 879	428 513	185 944	347 468	1 153 804
Plus-value (moins-value) non réalisée	(34 436)	(11 407)	40 152	63 364	57 673
	157 443	417 106	226 096	410 832	1 211 477
Garanties et cautionnements	—	3 000	—	—	3 000
Engagements ²	1 627	42 082	81 784	176 985	302 478
Risque maximal	159 070	462 188	307 880	587 817	1 516 955
31 mai 2019					
Investissements, au coût	177 961	392 671	157 883	327 833	1 056 348
Plus-value (moins-value) non réalisée	(23 172)	20 839	40 241	69 750	107 658
	154 789	413 510	198 124	397 583	1 164 006
Garanties et cautionnements	—	4 800	—	—	4 800
Engagements ²	4 385	39 440	66 182	172 067	282 074
Risque maximal	159 174	457 750	264 306	569 650	1 450 880

1. Entreprises québécoises publiques.

2. Les engagements représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des sommes sont réservées à même les autres investissements. Ces sommes peuvent généralement être exigées à quelques jours d'avis, dans la mesure où les conditions prévues aux ententes sont respectées. Dans les faits, ceux-ci sont déboursés par tranche sur une durée pouvant aller jusqu'à dix ans dans le cas des fonds d'investissement qui constituent la majorité des engagements aux 31 mai 2020 et 2019.

8 Instruments financiers et gestion des risques financiers

Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds sont comptabilisés à leur juste valeur. Cette dernière est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs est établie selon des techniques d'évaluation appropriées. Le Fonds a classé ses instruments financiers selon la hiérarchie de la juste valeur qui reflète l'importance des données d'entrée utilisées dans la détermination de la juste valeur. La hiérarchie se compose des trois niveaux suivants:

Niveau 1:

justes valeurs basées sur les cours d'un marché actif pour un instrument identique;

Niveau 2:

justes valeurs fondées sur les cours de marché pour un instrument semblable ou basées sur des techniques d'évaluation dont toutes les données d'entrée importantes sont fondées sur des informations de marché observables; et,

Niveau 3:

justes valeurs basées sur des techniques reconnues d'évaluation dont les données d'entrée importantes ne sont pas entièrement fondées sur des informations de marché observables.

Le classement de l'évaluation de la juste valeur dans son intégralité dans un des niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur doit être déterminé en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance par rapport à l'évaluation de la juste valeur dans son intégralité.

Explications sur les transferts

Les transferts entre niveaux sont réputés s'être produits lorsque l'information sous-jacente ou les cours utilisés pour l'évaluation des actifs ou des passifs deviennent plus ou moins dépendants de données de marché observables, tel qu'il est précédemment indiqué dans la détermination des niveaux 1, 2 et 3 de la hiérarchie des justes valeurs du Fonds.

Les transferts entre niveaux de la hiérarchie des justes valeurs, aux fins de préparation des tableaux présentés ci-dessous, sont réputés s'être produits à l'ouverture de l'exercice visé.

Les tableaux suivants présentent les actifs et passifs financiers du Fonds qui sont mesurés à la juste valeur, à l'aide de techniques d'évaluation :

(en milliers de dollars)	31 mai 2020				31 mai 2019			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Investissements en capital de développement (note 7)								
Actions participantes	182 289	45 148	572 684	800 121	172 131	44 913	534 009	751 053
Actions non participantes	—	—	184 184	184 184	—	—	151 762	151 762
Prêts et avances non garantis	—	—	222 331	222 331	—	—	255 157	255 157
Prêts et avances garantis	—	—	4 841	4 841	—	—	6 034	6 034
Autres investissements (note 6)								
Actions, parts et autres titres de participations	49 757	785 079	—	834 836	55 294	700 336	—	755 630
Obligations	—	234 232	—	234 232	—	260 636	—	260 636
Instruments financiers dérivés	—	2 802	—	2 802	—	3 141	—	3 141
Marché monétaire	—	5 163	—	5 163	—	6 431	—	6 431
Sommes à recevoir sur cession d'investissements en capital de développement et autres investissements (note 5)	—	2 883	—	2 883	—	3 645	—	3 645
Sommes à payer sur acquisitions d'autres investissements (note 15)	—	(224)	—	(224)	—	(1 496)	—	(1 496)
Instruments financiers dérivés (note 15)	—	(1 015)	—	(1 015)	—	(4 909)	—	(4 909)
	232 046	1 074 068	984 040	2 290 154	227 425	1 012 697	946 962	2 187 084

Aucun instrument financier n'a été transféré entre les niveaux 1 et 2 au cours des exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019.

8 Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

Investissements en capital de développement

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucun transfert affectant le niveau 3. Les tableaux suivants présentent le rapprochement entre le solde au début et à la fin de l'exercice du niveau 3 :

(en milliers de dollars)	Actions		Prêts et avances		Total
	participantes	non participantes	garantis	non garantis	
	\$	\$	\$	\$	\$
31 mai 2020					
Juste valeur au début	534 009	151 762	6 034	255 157	946 962
Acquisitions	124 259	36 901	1 636	29 672	192 468
Dispositions	(115 064)	(239)	(1 887)	(57 944)	(175 134)
Intérêts et distributions capitalisés	—	41	235	14 395	14 671
Gains (pertes)					
Réalisés	55 893	—	—	—	55 893
Non réalisés	(26 413)	(4 281)	(1 177)	(18 949)	(50 820)
Juste valeur à la fin	572 684	184 184	4 841	222 331	984 040
31 mai 2019					
Juste valeur au début	506 013	142 554	5 182	202 418	856 167
Acquisitions	110 997	11 820	3 466	131 953	258 236
Dispositions	(150 048)	(8 659)	(2 344)	(82 344)	(243 395)
Intérêts et distributions capitalisés	—	—	308	2 649	2 957
Gains (pertes)					
Réalisés	61 042	(267)	(280)	2 135	62 630
Non réalisés	6 005	6 314	(298)	(1 654)	10 367
Juste valeur à la fin	534 009	151 762	6 034	255 157	946 962

La plus-value non réalisée liée aux investissements en capital de développement détenus au 31 mai 2020, pour lesquels il y a des données d'entrée importantes qui ne sont pas toutes fondées sur des informations de marchés observables (niveau 3), a diminué de 50,0 M\$. Elle a augmenté de 30,2 M\$ au 31 mai 2019.

Utilisation des données non observables pour évaluer les instruments financiers de niveau 3

Les instruments financiers de niveau 3 sont évalués à la juste valeur selon des techniques et modèles d'évaluation qui incorporent des hypothèses importantes provenant de données non observables sur le marché. Le tableau suivant présente les principales techniques et les données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3.

La juste valeur des instruments financiers (niveau 3) (en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

Description	Technique(s) d'évaluation	Juste valeur (\$)		Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)	
		31 mai 2020	31 mai 2019		31 mai 2020	31 mai 2019
Investissements en capital de développement						
Actions participantes et parts non cotées	Capitalisation des flux monétaires	37 464	109 473	Taux de capitalisation	8,1 %-12,9 % (9,5 %)	7,9 %-12,6 % (8,8 %)
				% de BAIIA ¹	9,1 %-25,9 % (15,8 %)	3,2 %-25,9 % (19,3 %)
	Multiple de BAIIA	61 425	s.o. ⁴	Multiple de BAIIA	4,2-9,9 (8,3)	s.o. ⁴
	Actif net redressé	358 106	347 752	Actif net redressé	s.o. ²	s.o. ²
	Transactions récentes	76 521	39 619	—	—	—
	Autres ³	39 168	37 165	—	—	—
Actions non participantes, prêts et avances	Actualisation des flux monétaires	352 701	336 217	Taux de rendement exigé	0,0 %-20,0 % (8,4 %)	0,0 %-20,0 % (7,9 %)
	Actif net redressé	1 688	2 081	Actif net redressé	s.o. ²	s.o. ²
	Transactions récentes	22 824	54 749	—	—	—
	Autres ³	34 143	19 906	—	—	—
		984 040	946 962			

1. En raison des tailles très variées des entreprises composant le portefeuille, le flux caractéristique est présenté en termes de pourcentage du BAIIA sur les ventes.

2. Puisque les redressements effectués à l'actif net sont de nature très différente selon les investissements, aucun intervalle de valeur des données n'est présenté pour l'actif net redressé.

3. Les autres techniques d'évaluation regroupent principalement les méthodes de valeur de transaction escomptée, de l'offre d'achat, de l'offre d'achat escomptée, de multiple de BAIIA (au 31 mai 2019 seulement), de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation.

4. Il n'existe pas suffisamment de données liées à la technique d'évaluation du multiple de BAIIA au 31 mai 2019 afin qu'il soit justifié de les présenter séparément des autres techniques d'évaluation.

8 Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

Sensibilité de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3

Des analyses de sensibilité ont été produites pour les instruments financiers évalués selon les techniques de la capitalisation des flux monétaires et de l'actualisation des flux monétaires. Ces techniques d'évaluation sont celles où le jugement de l'évaluateur qualifié du Fonds revêt une importance significative dans l'établissement de la juste valeur.

Les techniques d'évaluation de l'actif net redressé, de transactions récentes et de la valeur de rachat ne se prêtent pas à l'analyse de sensibilité étant donné l'absence ou le peu d'hypothèses sous-jacentes utilisées pour déterminer la juste valeur. Parmi ces techniques, celle de l'actif net redressé est la plus utilisée. Dans la majeure partie des cas, elle est utilisée pour l'établissement de la juste valeur des parts détenues dans des fonds d'investissement. Cette juste valeur repose essentiellement sur la quote-part de l'avoir des commanditaires selon les derniers états financiers audités de ces fonds, ajustée des résultats intermédiaires et des transactions subséquentes réalisées jusqu'à la date d'évaluation.

Dans une moindre mesure, le Fonds utilise d'autres méthodes d'évaluation où le jugement de l'évaluateur est mis à contribution et où certaines hypothèses sont employées soit principalement, la valeur de transaction escomptée, de l'offre d'achat, de l'offre d'achat escomptée, de multiple de BAIIA, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation. Ces techniques sont utilisées pour évaluer des instruments financiers d'une juste valeur combinée de 105,7 M\$ au 31 mai 2020 (52,6 M\$ au 31 mai 2019) et ainsi la direction juge qu'il n'est pas pertinent d'effectuer des analyses de sensibilité sur ces techniques d'évaluation.

Pour les actions non participantes, prêts et avances, nos analyses de sensibilité nous amènent à conclure qu'une variation du taux de rendement exigé de $\pm 0,5\%$ entraînerait une variation de la juste valeur non significative en regard du résultat net et du total des actifs et passifs.

Bien que le Fonds juge que les évaluations à la juste valeur sont appropriées, pour les actions et parts non cotées évaluées selon la méthode de la capitalisation des flux monétaires, le recours à des variables différentes liées à la marge de BAIIA caractéristique et au taux de capitalisation entraînerait une augmentation ou une diminution de la juste valeur qui pourrait être significative selon les cas.

En pratique, les évaluateurs qualifiés du Fonds déterminent un intervalle de valeurs plausibles pour chacun des titres évalués et le milieu de la fourchette est généralement retenu aux fins de présentation aux états financiers. Ainsi, le bas de l'intervalle est le reflet du pire scénario et le haut, le reflet du meilleur scénario pour un investissement donné. Cette pratique constitue la façon la plus répandue d'estimer l'impact financier de la substitution des principales hypothèses par d'autres hypothèses raisonnablement acceptables.

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2020, l'écart entre le haut et le bas de la fourchette de valeurs acceptables par rapport à la valeur moyenne est de l'ordre de 5,2 % (3,5 % au

31 mai 2019). Le Fonds est d'avis que cette variation de la valeur des actions et parts non cotées est théorique et improbable, car la diversification du portefeuille en termes notamment de secteurs d'activité, de maturité et de taille fait en sorte que la valeur des investissements n'évolue pas de façon unidirectionnelle. Le Fonds n'a donc pas recours à cette variable pour estimer l'incidence de l'utilisation d'hypothèses alternatives sur la juste valeur des actions et parts non cotées évaluées par le biais de la méthode de la capitalisation des flux monétaires. Le Fonds a établi que l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnablement plausibles n'entraînerait pas de justes valeurs significativement différentes.

9 Participations dans les filiales et dans les entreprises associées

À la suite des analyses quantitatives et qualitatives effectuées, le Fonds a déterminé qu'il détient le contrôle, le contrôle conjoint ou qu'il exerce une influence notable sur le nombre suivant de sociétés en exploitation et d'entités d'investissement :

	31 mai 2020		31 mai 2019	
	(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)			
	Nombre	Juste valeur	Nombre	Juste valeur
		\$		\$
Filiales				
Sociétés en exploitation	4	44 966	2	51 083
Entités d'investissement	7	68 096	8	70 948
Entreprises associées				
Sociétés en exploitation	27	223 071	25	238 314
Entités d'investissement	2	22 176	2	22 147

L'établissement principal des filiales, des coentreprises et des entreprises associées est principalement au Québec. Le pourcentage des titres de participation détenus par le Fonds (directement ou indirectement) dans les filiales est généralement de plus de 50 %, dans les coentreprises il est de 50 % et il se situe de 20 % à 50 % pour les entreprises associées. Les sociétés en exploitation sont exploitées activement et les entités d'investissement fournissent des services de gestion d'investissements avec l'objectif de générer des revenus de différentes natures. Dans certaines circonstances, il y a des conditions qui pourraient limiter la capacité d'une filiale à transférer des montants au Fonds tels que le respect de certains ratios ou l'approbation d'un versement par une autre institution financière ou d'autres actionnaires.

10 Informations entre parties liées

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds conclut des opérations avec des parties liées qui sont des filiales et entreprises associées. Plusieurs investissements en capital de développement sont considérés comme des parties liées compte tenu du niveau et de la nature de l'investissement. Les opérations consistent, essentiellement, en des produits d'intérêts, de dividendes, de distributions sur les investissements et de certains revenus, notamment de loyer.

Filiales

(en milliers de dollars)

Bilans	31 mai 2020	31 mai 2019
	\$	\$
Actif		
Investissements en capital de développement	113 062	122 031
Intérêts, dividendes ou revenus de loyer à recevoir	15	120
Engagements	44 584	58 745

États du résultat global	Exercices terminés les 31 mai	
	2020	2019
	\$	\$
Produits d'intérêts, de dividendes et de distributions	127	381
Gains sur investissements en capital de développement	1 087	8 629
Produits de location de bâtiment et autres produits	235	299

Entreprises associées

(en milliers de dollars)

Bilans	31 mai 2020	31 mai 2019
	\$	\$
Actif		
Investissements en capital de développement	245 247	260 461
Intérêts, dividendes ou revenus de loyer à recevoir	857	1 916
Garanties et cautionnements	3 000	4 800
Engagements	25 209	27 246

États du résultat global	Exercices terminés les 31 mai	
	2020	2019
	\$	\$
Produits d'intérêts, de dividendes et de distributions	6 302	2 666
Gains sur investissements en capital de développement	11 597	10 540
Produits de location de bâtiment et autres produits	1 177	1 567

11 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les tableaux qui suivent présentent l'évolution du coût et du cumul des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles :

(en milliers de dollars)	Terrains	Bâtiments	Mobilier et équipement de bureau	Matériel informatique	Total immobilisation corporelles	Logiciels	Développement informatique	Total immobilisation incorporelles	Total immobilisations corporelles et incorporelles
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
31 mai 2020									
Coût	5 037	14 324	3 530	4 525	27 416	5 418	7 470	12 888	40 304
Cumul des amortissements	—	(8 528)	(2 797)	(3 451)	(14 776)	(2 364)	(2 891)	(5 255)	(20 031)
Valeur comptable nette	5 037	5 796	733	1 074	12 640	3 054	4 579	7 633	20 273
Variation de l'exercice									
Valeur comptable nette au début	5 037	6 009	871	760	12 677	605	5 326	5 931	18 608
Acquisitions	—	—	21	903	924	2 841	—	2 841	3 765
Dotation aux amortissements	—	(213)	(159)	(589)	(961)	(392)	(747)	(1 139)	(2 100)
Valeur comptable nette à la fin	5 037	5 796	733	1 074	12 640	3 054	4 579	7 633	20 273

(en milliers de dollars)	Terrains	Bâtiments	Mobilier et équipement de bureau	Matériel informatique	Total immobilisation corporelles	Logiciels	Développement informatique	Total immobilisation incorporelles	Total immobilisations corporelles et incorporelles
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
31 mai 2019									
Coût	5 037	14 324	3 509	3 622	26 492	2 577	7 470	10 047	36 539
Cumul des amortissements	—	(8 315)	(2 638)	(2 862)	(13 815)	(1 972)	(2 144)	(4 116)	(17 931)
Valeur comptable nette	5 037	6 009	871	760	12 677	605	5 326	5 931	18 608
Variation de l'exercice									
Valeur comptable nette au début	5 037	10 544	895	830	17 306	323	5 301	5 624	22 930
Acquisitions	—	30	127	308	465	480	751	1 231	1 696
Dotation aux amortissements ¹	—	(4 565)	(151)	(378)	(5 094)	(198)	(726)	(924)	(6 018)
Valeur comptable nette à la fin	5 037	6 009	871	760	12 677	605	5 326	5 931	18 608

¹ Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2018, la durée d'utilité estimée de l'un des deux bâtiments a été révisée à la baisse à la suite de l'adoption d'un projet de reconstruction qui a été suspendu par la suite. Le changement de durée d'utilité a généré une augmentation de la charge d'amortissement de 4,0 M\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2019.

Au 31 mai 2019, tous les frais découlant des engagements reliés à l'acquisition d'immobilisation qui avaient été contractés en lien avec le projet de reconstruction ont été constatés au résultat net. Il n'y avait aucun engagement au 31 mai 2020. Aucune immobilisation corporelle et incorporelle n'a subi de perte de valeur au 31 mai 2020 (ni au 31 mai 2019). Au cours des exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019, aucune immobilisation n'a été radiée.

12 Fonds réservés pour garanties et cautionnements consentis

Au 31 mai 2020, le Fonds a consenti des garanties d'un montant total de 3,0 M\$ (4,8 M\$ au 31 mai 2019), dans le cadre de cautions adossées à des prêts et à des marges de crédit d'exploitation octroyées à des sociétés dans lesquelles le Fonds a investi. Ces garanties ne peuvent être invoquées que dans le cas où une société ne respecterait pas ses obligations contractuelles. La durée habituelle de l'échéance de ces cautions, s'il y a lieu, est inférieure à un an.

Au 31 mai 2020, conformément à l'article 23 de la loi constitutive, des fonds de 1,5 M\$ (2,4 M\$ au 31 mai 2019) sont réservés à même les autres investissements, soit 50 % des garanties et cautionnements à cette date.

Au 31 mai 2020, aucun montant n'a été comptabilisé (ni au 31 mai 2019) dans les créditeurs à titre de provision pour perte découlant de ces cautionnements consentis.

13 Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds est exposé à diverses actions et réclamations. Par conséquent, le Fonds comptabilise une provision à cet effet. Le Fonds prend les moyens pour assurer, lorsque requis, sa défense et éviter de devoir déboursier le montant provisionné.

Le Fonds indemnise, contre des réclamations en dommages et intérêts liées à l'exercice de leurs fonctions, ses administrateurs, dirigeants et membres de comités ainsi que toute personne qui agit à sa demande à titre d'administrateur pour une entreprise dont Fondation est actionnaire ou créancier. Le Fonds a souscrit à une assurance responsabilité à cet effet.

14 Marge de crédit

Le Fonds dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 5,5 M\$, portant intérêt au taux préférentiel de la Caisse centrale Desjardins et renouvelable annuellement au mois de novembre. Cette marge ne comporte aucune clause restrictive et elle n'a pas été utilisée au cours des exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019.

15 Crédeurs et autres passifs

(en milliers de dollars)	31 mai 2020	31 mai 2019
	\$	\$
Sommes à payer sur acquisition d'autres investissements	224	1 496
Provision pour éventualités	8 000	8 400
Autres charges à payer	17 256	8 597
Rachats d'actions à payer	31 235	—
Impôts sur le résultat	—	9 414
Instruments financiers dérivés (note 6)	1 015	4 909
	57 730	32 816

16 Capital-actions

Autorisé

Actions de catégorie A en série

Nombre illimité d'actions et de fractions d'action de catégorie A, série 1 et série 2, donnant droit de recevoir tout dividende déclaré par le Fonds « participantes » avec droit de vote pour les actions et sans droit de vote pour les fractions d'action, avec droit d'élire trois représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi, sans valeur nominale.

Les actions de catégorie A, série 1, et les actions de catégorie A, série 2, prennent rang également entre elles, à titre d'actions de cette catégorie, quant au paiement de dividendes, au partage de biens advenant la dissolution du Fonds, à sa liquidation, à la répartition des résultats nets ou à la distribution de tout ou d'une partie de son actif parmi les porteurs d'actions et, le cas échéant, au paiement de tout prix d'achat et de rachat. Le droit de vote qui s'y rattache s'exerce en une seule et même assemblée, sans égard à leurs séries respectives, et leurs porteurs peuvent être convoqués à cette assemblée, donner procuration et généralement y agir indistinctement, sauf lorsque la Loi, l'acte constitutif ou les règlements, le cas échéant, requièrent un vote séparé.

Actions de catégorie A, série 1

Les actions de catégorie A, série 1, ne peuvent être émises qu'à une personne physique qui demande leur transfert immédiat à un fiduciaire dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou tout autre régime enregistré reconnu par la Loi. Elles ne peuvent être détenues que dans le cadre d'un tel régime.

Actions de catégorie A, série 2

Les actions de catégorie A, série 2, ne seront émises qu'à des personnes qui ne demanderont pas leur transfert à un fiduciaire.

Actions de catégorie B

Nombre illimité d'actions et de fractions d'action de catégorie B, donnant droit de recevoir tout dividende déclaré par le Fonds, participantes, avec droit de vote pour les actions et sans droit de vote pour les fractions d'action, avec droit d'élire trois représentants au conseil d'administration. Les actions de catégorie B détenues par un fiduciaire pourront être échangées au gré de leur porteur ou du Fonds en actions de catégorie A, série 1, et les actions de catégorie B détenues par une personne physique pourront être échangées au gré de leur porteur ou du Fonds en actions de catégorie A, série 2, et ce, sur la base d'une action de catégorie B pour une action de catégorie A, série 1, ou, selon le cas, une action de catégorie A, série 2, sans valeur nominale.

16 Capital-actions (suite)

Autorisé (suite)

Actions de catégorie G

Nombre illimité d'actions de catégorie G, sans droit de dividende, non participantes, sans droit de vote, non transférables, rachetables au gré du détenteur à une valeur égale au moindre de la valeur d'émission ou de la valeur aux livres.

En cas de déficit, les détenteurs de ces actions assument en priorité, jusqu'à concurrence de la contrepartie versée sur ces actions, tout déficit et toute moins-value non matérialisée et, en cas de dissolution, de liquidation ou de toute autre cession totale ou partielle des biens du Fonds, ces actions confèrent à leurs détenteurs le droit d'être remboursés après que tous les détenteurs d'actions de catégories A et B ont été remboursés.

Actif net de catégorie A et séries d'actions

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)	Série 1		Série 2		Total	
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$
31 mai 2020						
Actif net au début	176 759	2 148 263	2 795	33 974	179 554	2 182 237
Opérations sur le capital-actions						
Émissions d'actions	22 845	279 495	372	4 587	23 217	284 082
Rachats d'actions	(22 104)	(277 618)	(783)	(9 858)	(22 887)	(287 476)
Résultats de la période						
Résultat global	—	84 407	—	1 312	—	85 719
	741	86 284	(411)	(3 959)	330	82 325
Actif net à la fin	177 500	2 234 547	2 384	30 015	179 884	2 264 562

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)	Série 1		Série 2		Total	
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$
31 mai 2019						
Actif net au début	164 075	1 939 118	2 703	31 947	166 778	1 971 065
Opérations sur le capital-actions						
Émissions d'actions	22 715	268 179	382	4 516	23 097	272 695
Rachats d'actions	(10 031)	(118 581)	(290)	(3 428)	(10 321)	(122 009)
Résultats de la période						
Résultat global	—	59 547	—	939	—	60 486
	12 684	209 145	92	2 027	12 776	211 172
Actif net à la fin	176 759	2 148 263	2 795	33 974	179 554	2 182 237

Aux 31 mai 2020 et 2019 aucune action de catégorie B et de catégorie G n'était émise.

Virements

Conformément à une décision prise lors de l'assemblée générale du 29 septembre 2007, le Fonds peut, de temps à autre, par simple résolution des administrateurs et sans autre formalité : i) augmenter ou réduire le montant du capital-actions émis et payé afférent aux actions de catégorie A, série 1, en circulation, sans distribution ni versement aux porteurs de ces actions, d'un montant ainsi ajouté au compte de capital-actions émis et payé ou déduit de ce dernier, selon le cas, ou ii) imputer tout surplus d'apports pour éliminer ou réduire le déficit.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2020 aucun virement n'a été approuvé par les administrateurs (ni au cours de l'exercice précédent).

Surplus d'apports

Le surplus d'apports provient de l'excédent de la valeur moyenne du capital-actions émis sur le prix payé lors du rachat d'actions.

Modalités de rachat

Le Fonds doit racheter les actions de catégorie A dans les circonstances prévues par la Loi ou les acheter de gré à gré dans les circonstances exceptionnelles prévues dans la *Politique d'achat de gré à gré des actions de catégorie A* adoptée par le conseil d'administration du Fonds et approuvée par le ministre des Finances du Québec. Outre ces circonstances, une action ou une fraction d'action de catégorie A ne peut pas être rachetée.

Le prix de rachat des actions et des fractions d'action de catégorie A est fixé deux fois par année par le conseil d'administration sur la base de la valeur du Fonds au 31 mai et au 30 novembre.

17 Informations relatives au capital

Le Fonds recueille du capital afin d'effectuer des investissements conformément à sa mission, tout en maintenant les liquidités requises pour répondre aux demandes de rachats présentées par les actionnaires. Le Fonds a comme politique de réinvestir tous les bénéfices générés par son opération et ne prévoit pas verser de dividendes à ses actionnaires. Le Fonds n'est pas assujéti à des exigences externes concernant son capital autres que celles qui régissent l'émission et le rachat de ses actions.

Les règles régissant l'émission et le rachat des actions sont présentées dans le prospectus déposé annuellement auprès de l'Autorité des marchés financiers. La *Loi sur les impôts* du Québec prévoit que le Fonds peut être appelé à payer une pénalité

s'il achète de gré à gré au cours d'un même exercice, plus de 2 % du capital versé, certains critères d'achat étant exclus de ce calcul. Le Fonds a toujours respecté cette limite et entend continuer à le faire à l'avenir.

Aux 31 mai 2020 et 2019, le Fonds respectait l'ensemble des règles régissant l'émission et le rachat de ses actions.

Norme d'investissement

La loi constituant Fondation prévoit qu'à chaque exercice financier, les investissements admissibles moyens doivent représenter au minimum un pourcentage de l'actif net moyen de l'année précédente du Fonds (Norme d'investissement). Pour l'année financière 2019-2020, ce pourcentage est de 65 % (64 % pour l'année financière 2018-2019).

Si le Fonds faisait défaut dans l'atteinte de ce pourcentage dans une année donnée, les émissions d'actions donnant droit aux crédits d'impôt pour l'exercice financier suivant seraient limitées à un pourcentage prescrit de la valeur totale des actions émises de l'exercice précédent, à l'exception des actions acquises par retenue sur le salaire et par les contributions de l'employeur prévues aux ententes conclues jusqu'à la fin de l'exercice précédent.

Le respect de cette norme est validé sur une base annuelle, au 31 mai de chaque année. Aux 31 mai 2020 et 2019, Fondation respectait la Norme d'investissement.

18 Charges opérationnelles

(en milliers de dollars)	Exercices terminés les 31 mai	
	2020	2019
	\$	\$
Traitements et charges sociales	34 781	29 505
Frais de communication aux actionnaires	977	1 100
Frais de fonctionnement	4 619	3 485
Frais de garde, registrariat et fiducie	605	577
Frais de publicité et d'information	1 808	2 348
Honoraires des gestionnaires externes	10 368	4 521
Frais d'occupation et loyer	6 469	4 018
Honoraires professionnels	9 143	3 868
Produits de location de bâtiments	(2 877)	(1 647)
Amortissements (note 11)	2 100	6 018
	67 993	53 793

19 Rémunération des principaux dirigeants

Le tableau suivant présente la composition de la rémunération des membres du conseil d'administration et de la haute direction :

(en milliers de dollars)	Exercices terminés les 31 mai	
	2020	2019
	\$	\$
Salaires et avantages du personnel à court terme	3 131	3 262
Avantages sociaux futurs	288	349
Rémunération du conseil d'administration	172	141
	3 591	3 752

La rémunération inclut tous les avantages du personnel dans le cours normal des activités. Les avantages du personnel désignent toutes les formes de contrepartie payées, payables ou fournies par l'entité ou au nom de celle-ci, en échange de services rendus à l'entité.

20 Impôts sur le résultat

(en milliers de dollars)	Exercices terminés les 31 mai	
	2020	2019
	\$	\$
Exigibles	454	314
Différés	(908)	2 399
	(454)	2 713

Les impôts sur le résultat diffèrent du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'imposition de base combiné (fédéral et provincial). Cet écart est expliqué de la façon suivante :

(en milliers de dollars)	Exercices terminés les 31 mai	
	2020	2019
	\$	\$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 50,23 % (50,33 % en 2019)	41 482	38 528
Dividendes non imposables	(8 534)	(9 094)
Partie non imposable ou non déductible sur le gain ou la perte en capital et sur les gains ou pertes non réalisés	(32 935)	(14 119)
Écart de taux	(2 253)	1 535
Impôt en main remboursable	1 441	(12 866)
Charges non déductibles et autres éléments	345	(1 271)
	(454)	2 713

Actifs d'impôts différés

Les éléments donnant lieu aux actifs d'impôts différés se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)	31 mai 2020	31 mai 2019
	\$	\$
Avantage fiscal attribuable au report de pertes, échéant jusqu'en 2036	851	847
Frais d'émission d'actions	1 146	1 268
Avantages sociaux futurs	3 970	4 260
Immobilisations	1 555	661
Autres éléments	639	332
	8 161	7 368

Le Fonds est imposé selon des règles similaires à une société de placement à capital variable et, par conséquent, aux fins de la *Loi sur le revenu du Canada*, l'impôt fédéral exigible sur les gains en capital est recouvrable en procédant à l'augmentation du capital-actions émis et payé à la suite d'un virement des résultats non distribués ou lors de rachats d'actions.

De plus, le Fonds a le statut de société privée et, par conséquent, une partie de l'impôt fédéral exigible sur ses revenus de placement est recouvrable en procédant à l'augmentation du capital-actions émis et payé à la suite d'un virement des résultats non distribués. Au cours des exercices terminés les 31 mai 2020 et 2019, aucun montant n'a été appliqué en augmentation des impôts sur le résultat à recevoir.

Les impôts différés sur les gains ou pertes non réalisés ne sont pas présentés distinctement aux états financiers puisque ces impôts sont remboursables. Ils font l'objet d'une compensation avec l'impôt en main remboursable futur correspondant. Au 31 mai 2020, le montant des impôts compensés de la sorte s'élève à 18,8 M\$ (17,9 M\$ au 31 mai 2019).

Au 31 mai 2020, le Fonds n'a aucune perte fiscale reportée au fédéral et 29,5 M\$ au provincial, pouvant servir à réduire le résultat imposable des exercices ultérieurs. Les pertes fiscales reportées au provincial expirent comme suit :

(en milliers de dollars)	Provincial
	\$
2028	1 780
2029	6 307
2030	6 385
2031	741
2032	8 313
2033	2 127
2036	905
2040	2 893
	29 451

21 Avantages sociaux futurs

Le Fonds possède deux régimes de retraite à prestations déterminées, dont un n'est pas capitalisé, et un régime d'avantages complémentaires de retraite. Le Fonds a procédé, en date du 2 juin 2018, au retrait du régime de retraite capitalisé à entités multiples (ancien régime). Au cours du premier semestre, le Fonds a obtenu l'approbation des autorités pour le retrait et réglé les étapes administratives. Le Fonds a acquitté sa juste part du déficit tel que fixé rétroactivement en date du 2 juin 2018 par le versement d'une cotisation spéciale de 6,8 M\$. L'obligation liée au régime de retraite à prestations déterminées de Fondation ainsi que la juste part des actifs du régimes ont été transféré de l'ancien régime pour les services avant le 2 juin 2018 et ce, pour les participants qui ont opté pour ceci. Le nouveau régime offre essentiellement les mêmes avantages à ses salariés participants et à ses retraités et est administré par un nouveau comité de retraite qui est accompagné par divers professionnels externes indépendants.

Les frais générés par le régime de retraite directement reliés à la décision de se retirer du régime à entités multiples, totalisant 0,4 M\$, ont été imputés directement au résultat net au moment où ils ont été encourus, soit entièrement au cours du premier semestre de l'exercice terminé le 31 mai 2019.

21.1 Particularités des régimes

Les régimes de retraite à prestations déterminées sont destinés à toutes les personnes salariées qui satisfont à certaines conditions. Les prestations de ces régimes sont fondées sur les années de service et sur les salaires de fin de carrière. Une évaluation de capitalisation et de solvabilité est produite chaque année, déterminant ainsi le niveau des cotisations que le Fonds doit verser au régime de retraite capitalisé.

Le calcul des obligations au titre des prestations constituées de ces régimes est basé sur des évaluations actuarielles complètes effectuées en date du 31 mai 2020 en ce qui concerne le régime non capitalisé et du 2 juin 2018 dans le cas du régime à entités multiples. Les actuaires indépendants ont recours à des extrapolations lorsque les dates des dernières évaluations actuarielles effectuées ne coïncident pas avec la date des états financiers présentés. La prochaine évaluation actuarielle complète devrait être effectuée en date du 31 décembre 2019.

Le régime d'assurances collectives est un régime non contributif d'assurance maladie, d'assurance vie ainsi que d'assurance dentaire, destiné aux mêmes personnes que celles des régimes de retraite. Les obligations au titre des prestations constituées de ce régime, évaluées par des actuaires indépendants, ont été extrapolées au 31 mai 2020, en se basant sur les données des évaluations actuarielles complètes effectuées en date du 31 mai 2017. La prochaine évaluation actuarielle complète sera effectuée au plus tard en date du 31 mai 2020.

Le régime de retraite non capitalisé et le régime d'assurances collectives ne sont pas enregistrés et ne sont donc pas soumis à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec*.

21 Avantages sociaux futurs (suite)

21.1 Particularités des régimes (suite)

Les tableaux suivants présentent les composantes des passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs aux 31 mai 2020 et 2019.

(en milliers de dollars)	Exercice terminé le 31 mai 2020						
	Régimes de retraite à prestations déterminées			Régime d'assurances collectives			Combinés
	Valeur actualisée de l'obligation	Juste valeur des actifs des régimes	Total	Valeur actualisée de l'obligation	Juste valeur des actifs du régime	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début	(58 861)	30 332	(28 529)	(13 216)	—	(13 216)	(41 745)
Coût des services rendus au cours de l'exercice	(6 665)	—	(6 665)	(1 444)	—	(1 444)	(8 109)
Transfert	(316)	316	—	—	—	—	—
Produit (charge) d'intérêts	(1 842)	996	(846)	(414)	—	(414)	(1 260)
Incidence sur le résultat net	(8 823)	1 312	(7 511)	(1 858)	—	(1 858)	(9 369)
Réévaluations :							
Rendement des actifs des régimes net de l'intérêt sur les actifs	—	(880)	(880)	—	—	—	(880)
Gain découlant des changements dans les hypothèses financières	479	—	479	803	—	803	1 282
Gain découlant des changements dans les hypothèses démographiques	2 730	—	2 730	1 055	—	1 055	3 785
Perte liée à l'expérience	(1 390)	—	(1 390)	—	—	—	(1 390)
Incidence des réévaluations sur l'autre élément du résultat global	1 819	(880)	939	1 858	—	1 858	2 797
Cotisations :							
Du Fonds	—	11 809	11 809	—	151	151	11 960
Participants aux régimes	(1 295)	1 295	—	—	—	—	—
Prestations versées	1 910	(1 910)	—	151	(151)	—	—
	615	11 194	11 809	151	—	151	11 960
Solde à la fin	(65 250)	41 958	(23 292)	(13 065)	—	(13 065)	(36 357)

Les cotisations prévues aux régimes de retraite à prestations déterminées et au régime d'assurances collectives au cours du prochain exercice s'élèvent respectivement à 3,7 M\$ et 0,2 M\$.

(en milliers de dollars)	Exercice terminé le 31 mai 2019						
	Régimes de retraite à prestations déterminées			Régime d'assurances collectives		Combinés	
	Valeur actualisée de l'obligation	Juste valeur des actifs des régimes	Total	Valeur actualisée de l'obligation	Juste valeur des actifs du régime	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début	(62 760)	50 158	(12 602)	(9 841)	—	(9 841)	(22 443)
Coût des services rendus au cours de l'exercice	(3 793)	—	(3 793)	(1 046)	—	(1 046)	(4 839)
Effet de la liquidation	19 398	(19 832)	(434)	—	—	—	(434)
Produit (charge) d'intérêts	(1 658)	1 265	(393)	(332)	—	(332)	(725)
Incidence sur le résultat net	13 947	(18 567)	(4 620)	(1 378)	—	(1 378)	(5 998)
Réévaluations :							
Rendement des actifs des régimes net de l'intérêt sur les actifs	—	(4 175)	(4 175)	—	—	—	(4 175)
Perte découlant des changements dans les hypothèses financières	(3 954)	—	(3 954)	(730)	—	(730)	(4 684)
Perte découlant des changements dans les hypothèses démographiques	(4 955)	—	(4 955)	(1 395)	—	(1 395)	(6 350)
Perte liée à l'expérience	(966)	—	(966)	—	—	—	(966)
Incidence des réévaluations sur l'autre élément du résultat global	(9 875)	(4 175)	(14 050)	(2 125)	—	(2 125)	(16 175)
Cotisations :							
Du Fonds	—	2 743	2 743	—	128	128	2 871
Participants aux régimes	(968)	968	—	—	—	—	—
Prestations versées	795	(795)	—	128	(128)	—	—
	(173)	2 916	2 743	128	—	128	2 871
Solde à la fin	(58 861)	30 332	(28 529)	(13 216)	—	(13 216)	(41 745)

21 Avantages sociaux futurs (suite)

21.2 Hypothèses actuarielles

Les hypothèses actuarielles importantes sont les suivantes :

	31 mai 2020		31 mai 2019	
	Régimes de retraite	Régime d'assurances collectives	Régimes de retraite	Régime d'assurances collectives
Obligations au titre des prestations constituées				
Taux d'actualisation	3,25 %	3,25 %	3,15 %	3,15 %
Taux d'inflation	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %
Taux d'augmentation des salaires	3,50 %	—	3,25 %	—
Table de mortalité	CPM 2014 pour secteur privé	CPM 2014 pour secteur privé	CPM 2014 pour secteur privé	CPM 2014 pour secteur privé
Coûts constatés au titre des prestations constituées				
Taux d'actualisation	3,15 %	3,15 %	3,40 %	3,40 %
Taux d'inflation	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %
Taux d'augmentation des salaires	3,25 %	—	3,00 %	—
Table de mortalité	CPM 2014 pour secteur privé	CPM 2014 pour secteur privé	CPM ajustée	CPM ajustée

Au 31 mai 2020, la durée moyenne de l'obligation au titre des prestations définies est de 26,1 années (26,3 années au 31 mai 2019) pour les régimes de retraite et de 22,5 années (23,5 années au 31 mai 2019) pour le régime d'assurances collectives.

21.3 Analyse de sensibilité

Le tableau qui suit présente une analyse de la sensibilité de l'obligation au titre des prestations définies aux changements d'hypothèses indiquées. L'analyse de sensibilité a été faite en faisant varier chacune des hypothèses individuellement. En fonction des variations réelles observables dans le futur, il est fort possible que certaines de ces hypothèses soient corrélées, ce qui pourrait amplifier ou atténuer l'incidence sur les obligations au titre des avantages sociaux futurs. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)	Variation de l'hypothèse	Augmentation de l'hypothèse	Diminution de l'hypothèse
	%	\$	\$
Incidence sur l'obligation au titre des prestations définies (régimes de retraite)			
Taux d'actualisation	1	(12 247)	16 641
Taux d'inflation	1	2 979	(4 684)
Taux d'augmentation des salaires	1	3 746	(3 754)
Taux de mortalité	10	(1 390)	1 536
Incidence sur l'obligation au titre des prestations d'assistance médicale postérieure à l'emploi (régime d'assurances collectives)			
Taux d'actualisation	1	(2 468)	3 406
Taux d'inflation	1	3 584	(2 663)
Taux de mortalité	10	(543)	556

21.4 Répartition des actifs

La juste valeur des actifs des régimes a été répartie comme suit :

	31 mai 2020	31 mai 2019
	%	%
Actifs cotés en Bourse		
Actions canadiennes	12,3	15,2
Actions étrangères	45,2	23,8
Titres immobiliers mondiaux	—	4,0
Actifs non cotés en Bourse		
Obligations	28,0	33,5
Immobilier	—	14,7
Autres	14,5	8,8
	100,0	100,0

21.5 Risques associés aux avantages sociaux futurs

Les principaux risques associés aux avantages sociaux futurs sont :

- ▶ **Risque d'investissement**
L'obligation au titre des prestations constituées est calculée en utilisant un taux d'actualisation. Si les rendements des actifs de la caisse sont inférieurs à ce taux d'actualisation, un déficit sera créé.
- ▶ **Risque de taux d'intérêt**
Une variation des taux obligataires affectera la valeur des obligations reliées aux avantages sociaux futurs.
- ▶ **Risque de longévité**
Une amélioration plus importante de l'espérance de vie que celle prévue dans les tables utilisées augmentera la valeur des obligations reliées aux avantages sociaux futurs.
- ▶ **Risque d'inflation**
Les obligations reliées aux avantages sociaux futurs sont calculées en considérant un certain niveau d'inflation. Une inflation réelle supérieure à celle anticipée aura pour effet d'augmenter la valeur de ces obligations.

21.6 Réévaluation des passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs, déduction faite des impôts

	Exercices terminés les 31 mai	
(en milliers de dollars)	2020	2019
	\$	\$
Réévaluation des passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs	2 797	(16 175)
Impôts différés	(115)	2 824
	2 682	(13 351)

22 Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

	Exercices terminés les 31 mai	
(en milliers de dollars)	2020	2019
	\$	\$
Variation des éléments hors caisse		
Débiteurs et autres actifs	503	(1 817)
Impôt en main remboursable	6 560	(11 252)
Créditeurs et autres passifs	8 259	(703)
Impôts sur le résultat	(19 284)	6 940
	(3 962)	(6 832)
Autres informations sur les éléments de trésorerie		
Intérêts reçus	19 665	22 727
Dividendes et distributions reçus	15 710	17 951

23 Renseignements additionnels

Le *Relevé du coût des investissements en capital de développement* (audité), le *Relevé des autres investissements* (non audité), ainsi que le *Répertoire de la quote-part de Fondation du coût des investissements effectués par les fonds partenaires ou spécialisés* (non audité), sont disponibles au siège social du Fonds, sur son site Internet au www.fondaction.com ou au www.sedar.com.



Relevé du coût des investissements en capital de développement

Au 31 mai 2020

Rapport de l'auditeur indépendant du relevé du coût des investissements en capital de développement

Aux administrateurs de
Fondaction, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux
pour la coopération et l'emploi (Fondaction)

Opinion

Nous avons effectué l'audit du relevé du coût des investissements en capital de développement de Fondaction au 31 mai 2020 (le « relevé »).

À notre avis, le relevé ci-joint de Fondaction au 31 mai 2020 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du relevé » du présent rapport. Nous sommes indépendants de Fondaction conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit du relevé au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable

Le relevé a été préparé pour permettre à Fondaction de se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées à l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement. En conséquence, il est possible que le relevé ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du relevé

La direction est responsable de la préparation du relevé conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un relevé exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de Fondaction.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du relevé.

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le relevé pris dans son ensemble est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes

Relevé du coût des investissements en capital de développement

ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du relevé prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ Nous identifions et évaluons les risques que le relevé comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- ▶ Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de Fondation.
- ▶ Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Montréal, Québec
Le 26 juin 2020

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A118581

Relevé du coût des investissements en capital de développement

Année de l'investissement initial	Secteurs*	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	\$
1998	Entreprises québécoises publiques (EQP) (voir Annexe)	F et E	118 209 181	—	—	118 209 181
2000	Systèmes Cliniques Visualmed inc.	T	32 611	—	—	32 611
	Novacap II, s.e.c.	F et E	—	—	—	—
2001	Filaction, le Fonds pour l'investissement local et l'approvisionnement de fonds communautaires	F et E	—	2 444 671	—	2 444 671
2003	Fonds Vimac Milestone Medica Nord, s.e.c.	T	961 510	—	—	961 510
2005	FIER Partenaires, s.e.c.	F et E	3 299 129	—	—	3 299 129
	FIER Partenaires inc.	F et E	150	—	—	150
	AV&R Vision & Robotiques inc.	T	1 110 479	—	—	1 110 479
	Fonds Brightspark II, s.e.c.	T	3 645 352	—	—	3 645 352
	Fonds immobilier Redbourne I, s.e.c.	S	350 282	—	—	350 282
2006	Primatlantais capital, s.e.c.	S	1 271 407	—	—	1 271 407
	Fiducie du Chantier de l'économie sociale	F et E	1	4 519 182	—	4 519 183
	Viaction Assurance inc.	S	4 000 000	—	—	4 000 000
2007	GO Capital, s.e.c.	T	1 287 352	—	—	1 287 352
	Rho Canada capital de risque, s.e.c.	T	4 214 026	—	—	4 214 026
	R & D Capital inc.	S	—	3 230 075	—	3 230 075
	Fonds d'investissement iNovia II, s.e.c.	T	2 389 845	—	—	2 389 845
	Ni2 inc.	T	—	—	1 015 833	1 015 833
	Genesys Ventures II, L.P.	T	2 786 101	—	—	2 786 101
	Novacap technologies III, s.e.c.	T	1	—	—	1
	Novacap industries III, s.e.c.	F et E	7 454 146	—	—	7 454 146
2008	Fonds de prêts à des sociétés de pays émergents Cordiant III, s.e.c.	S	1 394 033	—	—	1 394 033
	Rho Venture VI, L.P.	T	10 321 462	—	—	10 321 462
	Fonds immobilier Angus, s.e.c.	S	39 461 897	—	—	39 461 897
	Equisoft inc.	T	4 572 032	613 714	—	5 185 746
2009	Fonds Cycle capital I, s.e.c.	T	9 386 475	—	—	9 386 475
	Groupe Nexio inc.	S	—	1 187 373	—	1 187 373
	Services préhospitaliers Paraxion inc.	S	4 303 112	—	—	4 303 112
	Chrysalix Energy III US, L.P.	T	5 231 312	—	—	5 231 312
	Fonds immobilier Redbourne II, s.e.c.	S	2 434 649	—	—	2 434 649
2010	Fresche Solutions inc.	T	18 480 851	1 180 197	—	19 661 048
	Georgian Partners, Growth Fund I, L.P.	T	1 145 737	—	—	1 145 737
	Média-Max inc.	S	2 000 002	750 000	668 750	3 418 752
	Dimension Composite inc.	M	—	1 587 613	—	1 587 613
	Société en commandite GPM immobilier (11)	S	—	—	—	—

Relevé du coût des investissements en capital de développement

			Non garantis		Garantis		
Année de l'investissement initial		Secteurs*	Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances	Total	Garanties et cautionnements
			\$	\$	\$	\$	\$
2011	Filaction, s.e.c.	F et E	27 999 434	—	—	27 999 434	—
	Fonds d'amorçage Cycle-C3E Capital, s.e.c.	T	405 084	—	—	405 084	—
	4IQ Investissements	S	134 949	—	—	134 949	—
	Triomed Innovations corporation	M	4 884 715	—	959 118	5 843 833	—
	Enerkem inc.	M	8 375 072	—	—	8 375 072	—
	Champlain J.L.D. IA Roynat, s.e.c.	S	2	—	—	2	—
	Cogeco inc.	S	—	10 323 521	—	10 323 521	—
	Théâtre le Diamant	S	—	—	3 138 203	3 138 203	—
	Gestion fonds de transfert d'entreprise du Québec inc.	F et E	20	—	—	20	—
	Fonds de transfert d'entreprise du Québec, s.e.c.	F et E	4 007 642	—	—	4 007 642	—
	2012	Gestion MB5 inc. (Norduyun inc.) (Transtex inc.)	M	—	2 973 712	—	2 973 712
9256-9771 Québec inc. (Solisco)		M	5 030 000	—	—	5 030 000	—
Médiabiz Capital Canada, s.e.c.		S	5 000 000	—	—	5 000 000	—
Groupe Bluenove inc.		S	811 250	267 159	—	1 078 409	—
Technologies Synergx inc.		T	—	939 564	—	939 564	—
Rho Canada capital de risque II, s.e.c.		T	4 232 503	—	—	4 232 503	—
Coopérative de solidarité carbone		S	2 064 443	—	—	2 064 443	—
2013	Fonds immobilier Redbourne III, s.e.c.	S	9 327 027	—	—	9 327 027	—
	Lumira Capital II, L.P.	T	4 407 255	—	—	4 407 255	—
	Sollio groupe coopératif	S	85 000 000	—	—	85 000 000	—
	Fonds Cycle Capital III, s.e.c.	T	5 348 372	—	—	5 348 372	—
	Les emballages Gab Itée	M	—	3 677 864	—	3 677 864	—
	Restaurant Pacini inc.	S	3 380 000	981 620	—	4 361 620	—
2014	Georgian Partners Growth Fund II, L.P.	T	5 590 202	—	—	5 590 202	—
	Le Groupe Master inc.	S	—	15 205 685	—	15 205 685	—
	Métal 7 inc.	M	3 775 000	—	—	3 775 000	—
	Novacap TMT IV, s.e.c.	T	5 603 758	—	—	5 603 758	—
	Société immobilière Saint-Urbain inc.	S	100	—	—	100	—
	Société immobilière Saint-Urbain, s.e.c.	S	1	—	—	1	—
	Groupe ameublement Focus inc.	S	—	98 317	—	98 317	—
	PCP (Plaque coulée de précision) Canada	M	—	545 627	—	545 627	—
	Gestion E.C.I. inc.	S	3 600 000	—	—	3 600 000	—
	Fonds d'investissement Réal III, s.e.c.	T	1 874 032	—	—	1 874 032	—
	Novacap Industries IV, s.e.c.	F et E	13 311 681	—	—	13 311 681	—
	SPC Partners V, L.P.	S	5 406 069	—	—	5 406 069	—

Relevé du coût des investissements en capital de développement

Année de l'investissement initial	Secteurs*	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	\$
2015	Groupe Atis inc.	M	6 112 692	4 761 081	233 334	11 107 107
	Agropur coopérative	M	70 000 000	—	—	70 000 000
	Ateliers Castelnau inc.	S	—	2 702 000	85 119	2 787 119
	Congébec Logistique inc.	S	—	—	722 885	722 885
	Fédération québécoise des coopératives forestières	M	—	46 194	—	46 194
	Quartz Nature inc.	M	—	1 691 357	—	1 691 357
	Teralys Capital Fonds d'Innovation, s.e.c.	F et E	11 547 493	—	—	11 547 493
	Fonds Biomasse Énergie-1 inc.	T	100	—	—	100
	Fonds Biomasse Énergie I, s.e.c.	T	4 112 793	—	—	4 112 793
	9023-1952 Québec inc. (Les Dépendances)	S	349 985	413 965	—	763 950
	Telecon inc.	S	—	37 279 304	—	37 279 304
	Nubik inc.	S	—	61 060	—	61 060
	9333-4092 Québec inc. et Rad Technologies inc.	M	—	633 333	—	633 333
2016	Marie Saint Pierre Design inc.	M	—	153 686	—	153 686
	9333-9455 Québec inc. (Sushi taxi)	S	—	870 345	—	870 345
	Les Industries Spectra Premium inc.	M	16 675 127	—	—	16 675 127
	New Acres Capital AG & Food L.P.	F et E	4 342 845	—	—	4 342 845
	Fonds XPND Croissance, s.e.c.	F et E	3 518 436	—	—	3 518 436
	Groupe Daoust/Forget inc.	S	—	2 370 174	—	2 370 174
	Groupe Velan média inc.	S	—	2 166 760	—	2 166 760
	C2 Innovations inc.	S	—	191 750	—	191 750
	Aliments Alasko inc.	S	10 000 000	5 359 625	—	15 359 625
	Iohkwahs, s.e.c.	S	—	10 033 218	—	10 033 218
	9826149 Canada inc. (Sièges Ducharme international inc.)	M	—	707 485	—	707 485
	Georgian Partners, Growth Fund III, L.P.	T	9 728 461	—	—	9 728 461
	Achronix Semiconductor Corporation	T	293 490	—	—	293 490
	Fonds PGEQ, s.e.c.	F et E	24 228 983	—	—	24 228 983
	Meglab Électronique inc.	M	2 288 488	—	—	2 288 488
	Ficodis inc.	S	6 800 004	1 022 857	—	7 822 861
	Biomont Énergie, s.e.c.	S	1 000 000	1 530 000	—	2 530 000
	Taxelco inc.	S	2 750 000	3 604 000	—	6 354 000
	Fonds PGEQ II, s.e.c.	F et E	20 000 000	—	—	20 000 000
	Genesys Ventures III, L.P.	T	4 387 757	—	—	4 387 757
	Fonds Innovexport, s.e.c.	T	1 134 590	—	—	1 134 590
	Gestion Femmes entrepreneures FQ inc.	F et E	42	—	—	42
	Gestion Meglab inc.	M	2 411 512	—	—	2 411 512
	Fonds pour les femmes entrepreneures FQ, s.e.c.	F et E	4 631 581	—	—	4 631 581

Relevé du coût des investissements en capital de développement

			Non garantis		Garantis		
Année de l'investissement initial	Secteurs*		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances	Total	Garanties et cautionnements
			\$	\$	\$	\$	\$
2016 (suite)	Produits forestiers Petit-Paris inc.	M	1 100 000	181 844	—	1 281 844	—
	Société en commandite Ipso Facto VI	F et E	13 238 938	—	—	13 238 938	—
	Sais Interconnexion inc.	S	—	351 509	—	351 509	—
2017	G.C.L. Équipements inc.	T	7 800 000	—	—	7 800 000	—
	Inlandsis – Fonds de financement de projets de réduction de GES par contrat carbone, s.e.c.	F et E	10 417 140	—	—	10 417 140	—
	Freelinc Technologies inc.	T	1	—	—	1	—
	Freelinc Technologies LLC	T	—	—	—	—	—
	Fonds d'investissement Réal 17, s.e.c.	T	2 408 000	—	—	2 408 000	—
	Au Coin du Pédaleur inc.	M	—	368 161	—	368 161	—
	Arkys Web Software inc.	S	—	342 950	—	342 950	—
	Industries Fabkor inc.	M	1 304 885	1 553 115	—	2 858 000	—
	Les Meubles St-Damase inc.	M	—	3 813 217	—	3 813 217	—
	Bow groupe de plomberie inc.	M	—	716 667	—	716 667	—
	Nutrinor coopérative	S	—	506 276	—	506 276	—
	Société immobilière Solar s.e.c.	S	29 800 365	—	—	29 800 365	3 000 000
	SPC Partners VI, L.P.	S	4 440 398	—	—	4 440 398	—
	Électric Capital inc.	S	5 328 299	—	—	5 328 299	—
	Élégance Colonial inc.	M	—	1 735 818	—	1 735 818	—
	G2MC inc. (Maison Corbeil)	S	4 000 000	4 932 902	—	8 932 902	—
	Groupe conseil Era inc.	S	—	529 167	—	529 167	—
	Champlain performance III, s.e.n.c.	S	1	—	—	1	—
	Novacap TMT V, s.e.c.	T	7 645 210	—	—	7 645 210	—
	Fonds Écofuel, s.e.c.	T	844 079	—	—	844 079	—
	Les entreprises Marsolais inc.	S	—	922 978	—	922 978	—
	Le Devoir inc.	S	125 000	—	—	125 000	—
	MaRs Catalyst Funds L.P.	T	379 139	—	—	379 139	—
	9370-9301 Québec inc.	F et E	100	—	—	100	—
	Lumira Capital I Fund Liquidating trust	T	270 334	—	—	270 334	—
	Derco Horticulture inc.	S	—	497 315	—	497 315	—
	Groupe Incursion inc.	S	—	717 792	—	717 792	—
	CPU Service d'ordinateur inc.	S	—	1 450 000	—	1 450 000	—

Relevé du coût des investissements en capital de développement

Année de l'investissement initial	Secteurs*	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	\$
2018	Société immobilière Solar inc.	S	100	—	100	—
	ESI Technologies de l'information inc.	S	9 000 000	—	9 000 000	—
	Fonds Amorchem II, s.e.c.	T	409 832	—	409 832	—
	Les aliments BCI inc.	M	5 166 748	7 812 793	12 979 541	—
	Action 500 Dorval inc.	S	—	—	509 234	—
	Big Bang ERP International inc.	T	120 000	—	120 000	—
	Big Bang ERP inc.	T	1 380 000	1 314 054	2 694 054	—
	9167200 Canada inc. (Kanuk)	M	—	1 522 613	1 522 613	—
	Informatique Pro-Contact inc.	T	—	5 645 584	5 645 584	—
	Électrobac inc.	S	250 000	467 561	717 561	—
	Hortau inc.	T	1 107 573	—	1 107 573	—
	10679313 Canada inc. (Arsenal Média)	S	1 758 282	5 569 093	7 327 375	—
	Filaction II, s.e.c.	F et E	10 615 000	—	10 615 000	—
	10679321 Canada inc. (Boutique Le Cargo)	S	231 718	—	231 718	—
	9355-9680 Québec inc. (Gestion Fonds Carbone)	F et E	325 001	—	325 001	—
	Brault & Bouthillier ltée	S	3 750 000	3 848 540	7 598 540	—
	Edilex inc.	T	—	511 428	511 428	—
	9090-4962 Québec inc. (Maison Le Grand)	M	750 000	400 000	1 150 000	—
	Les manufacturiers d'aluminium d'Ottawa inc.	M	—	773 584	773 584	—
	Les viandes biologiques de Charlevoix inc. / 9185-8662 Québec inc.	M	—	477 865	477 865	—
	Les Constructions Prospère inc.	S	—	516 427	516 427	—
	Barrette Boisvert Management inc. (Imprimerie BBM inc.)	M	—	514 832	514 832	—
	Les distributions alimentaires Roy inc. / Rouge Viande inc.	S	—	715 868	715 868	—
	AtmanCo inc.	S	—	510 067	510 067	—
	Urapl gestion durable du sol, s.e.c.	F et E	789 472	—	789 472	—
	Urapl gestion durable du sol commandité I inc.	F et E	—	—	55 544	—
	Urapl gestion durable du sol commandité I, s.e.c.	F et E	40	—	40	—
	Lumira Venture III, L.P.	T	3 051 153	—	3 051 153	—
	Fonds d'investissement pour logement étudiant, s.e.c.	F et E	599 207	—	599 207	—
	LB Laser	M	—	516 427	516 427	—

Relevé du coût des investissements en capital de développement

			Non garantis		Garantis		
Année de l'investissement initial		Secteurs*	Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances	Total	Garanties et cautionnements
			\$	\$	\$	\$	\$
2019	Fonds de croissance Inovia, s.e.c.	T	3 377 926	—	—	3 377 926	—
	Prana biovégétaliens inc.	M	1 200 016	—	—	1 200 016	—
	Fonds cycle capital IV, s.e.c.	T	1 063 857	—	—	1 063 857	—
	Land Degradation Neutrality Fund SLP	F et E	1 006 425	—	—	1 006 425	—
	Fonderie Poitras ltée	M	2 219 788	2 200 323	—	4 420 111	—
	9388-7628 Québec inc. (JLD Laguë)	S	4 000 000	3 844 007	—	7 844 007	—
	9394-2589 Québec inc.	F et E	50	—	—	50	—
	Service d'intervention sur mesure inc. (Cognibox)	T	3 597 600	—	—	3 597 600	—
	Fonds d'investissement LCC, s.e.c.	F et E	15 129 762	—	—	15 129 762	—
	Groupe R.Y. Beaudoin inc. (GRYB)	M	—	7 728 566	1 572 726	9 301 292	—
	Kombucha rise inc.	M	—	3 185 819	—	3 185 819	—
	Exposio technologies inc. / Polyrix inc.	S	—	506 667	—	506 667	—
	Recyclage BDCM inc	M	—	445 391	—	445 391	—
	Aménagement "Côté jardin" inc.	S	—	1 505 193	—	1 505 193	—
	Pierre Du Moulin inc.	S	—	610 561	—	610 561	—
	Cisolift distribution inc. / Equipement aérien liftup inc.	S	—	310 623	—	310 623	—
	Technopôle Angus II, s.e.c.	F et E	—	29 940 887	—	29 940 887	—
	CBCI télécom Canada inc.	S	—	1 835 435	—	1 835 435	—
	Morille Québec inc. et Embouteillages JSG inc.	M	—	914 195	—	914 195	—
	Teralys Capital Fonds d'innovation 2018, s.e.c.	F et E	10 433 592	—	—	10 433 592	—
	Art Massif Structure de bois inc.	M	—	1 021 274	—	1 021 274	—
	Usine Rotec inc.	M	300 000	718 982	—	1 018 982	—
	Solutions Munvo inc.	T	6 540 395	—	—	6 540 395	—
	Novacap Industries V, s.e.c.	F et E	898 655	—	—	898 655	—
	Fonds d'Investissement Inovia 2018, s.e.c.	T	589 618	—	—	589 618	—
	Spring Lane Capital	F et E	1 072 748	—	—	1 072 748	—
	Les Designs Loki Box inc.	S	—	922 688	—	922 688	—
	Falcon environmental inc.	S	—	2 082 303	—	2 082 303	—
	Entreprises La Canadienne inc.	S	3 000 000	3 267 639	—	6 267 639	—
	Fonds Renewal 4	F et E	750 000	—	—	750 000	—
	Coop Agri-énergie Warwick	S	383 501	—	—	383 501	—
	Gestion Édifice Molson phase X, s.e.c.	F et E	1 950 477	—	—	1 950 477	—
	Gestion Édifice Molson phase X inc.	F et E	100	—	—	100	—
	Novacap TMT V Co-Investissement (Nuvei), s.e.c.	S	18 793 700	—	—	18 793 700	—

Relevé du coût des investissements en capital de développement

Année de l'investissement initial	Secteurs*		Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
			Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
			\$	\$	\$	\$	\$
2019 (suite)	Solutions Inedge inc.	T	300 000	1 841 142	—	2 141 142	—
	Les Plastiques Évolupak inc.	M	—	2 053 748	—	2 053 748	—
	Fondation pour le développement de l'habitation coopérative au Québec	S	—	691 522	691 522	1 383 044	—
	Produits de plancher Finitec inc.	M	—	1 022 035	—	1 022 035	—
	Lambert et fils luminaires inc. et Les entreprises Lambert et fils inc.	M	—	763 202	—	763 202	—
2020	11890441 Canada inc. (Alliance Magnésium inc.)	T	6 000 000	—	—	6 000 000	—
	11802526 Canada inc. (Arsenal)	S	24	—	—	24	—
	Fonds d'opportunités canadiennes Brightspark, s.e.c.	T	112 926	—	—	112 926	—
	Novacap TMT V Co-Investissement (NDT-E), s.e.c.	T	9 943 373	—	—	9 943 373	—
	Le Groupe Seccan inc.	S	2 325 000	—	—	2 325 000	—
	Seccan inc. (Serrubec)	S	—	2 568 027	—	2 568 027	—
	Plant-E Corp.	S	5 000 000	—	—	5 000 000	—
	Georgian Partners, Growth Fund V, L.P.	T	3 257 919	—	—	3 257 919	—
	InvestEco Sustainable Food Fund III, L.P.	F et E	730 249	—	—	730 249	—
	9972242 Canada inc. (Entosystem)	M	—	300 838	—	300 838	—
			898 009 841	246 141 602	9 652 268	1 153 803 711	3 000 000

* Secteurs

M Manufacturier et primaire

S Services et commerce

T Technologies avancées

F et E Fonds diversifiés/EQP

Répartition par secteur d'activités	Manufacturier et primaire (M)	Services et commerce (S)	Technologies avancées (T)	Fonds diversifiés/EQP (F et E)	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Total du coût des investissements	191 878 482	428 513 231	185 943 994	347 468 004	1 153 803 711
Garanties et cautionnements	—	3 000 000	—	—	3 000 000
Fonds engagés, mais non déboursés	1 626 666	42 082 293	81 784 018	176 985 019	302 477 996
Total	193 505 148	473 595 524	267 728 012	524 453 023	1 459 281 707

Notes complémentaires

Ce relevé du coût des investissements en capital de développement fournit le détail par société des sommes investies par Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (Fondaction). Ce montant apparaît à la note 7 des états financiers de Fondation du 31 mai 2020. De plus, ce relevé présente la liste des garanties et des cautionnements octroyés par Fondation.

Relevé du coût des investissements en capital de développement

ANNEXE : Entreprises québécoises publiques (EQP)

Année de l'investissement initial	Secteurs*	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	\$
2000	Groupe SportsScene inc.	S	1 123 913	—	1 123 913	—
	Tecsys inc.	T	2 130 254	—	2 130 254	—
2001	TFI International inc.	S	2 911 408	—	2 911 408	—
	Technologies interactives Médiagrif inc.	T	3 402 042	—	3 402 042	—
2002	Diagnos inc.	T	372 791	—	372 791	—
2004	Savaria Corporation	M	3 874 993	—	3 874 993	—
	Groupe d'alimentation MTY inc.	S	93 782	—	93 782	—
2005	Groupe ADF inc.	M	2 876 164	—	2 876 164	—
	Imaflex inc.	M	812 762	—	812 762	—
	Stella-Jones inc.	M	804 345	—	804 345	—
2006	Iamgold Corporation	M	97 222	—	97 222	—
	Prime Blockchain inc.	T	473 258	—	473 258	—
	Pixman Média Nomade inc.	T	113 480	—	113 480	—
	MonoGen inc.	T	165 377	—	165 377	—
2007	5N Plus inc.	T	5 163 642	—	5 163 642	—
2008	Forage Orbit Garant inc.	S	1 478 404	—	1 478 404	—
	Lab Recherche inc.	T	1 401 262	—	1 401 262	—
2009	Groupe Colabor inc.	S	160 988	—	160 988	—
2010	Alamos Gold inc.	M	1 263 546	—	1 263 546	—
	DiagnoCure inc.	T	915 083	—	915 083	—
2011	New Millennium Iron Corp.	M	619 437	—	619 437	—
	Groupe WSP Global inc.	S	6 416 138	—	6 416 138	—
	Cogeco communications inc.	S	2 739 826	—	2 739 826	—
2012	Industries Lassonde inc.	M	3 283 617	—	3 283 617	—
	Corporation Mariculture Global	S	196 398	—	196 398	—
2013	BRP inc.	M	5 910 271	—	5 910 271	—
	H ₂ O Innovation inc.	M	1 868 484	—	1 868 484	—
	Pages Jaunes Limitée	T	389 789	—	389 789	—
	Groupe Vision New Look inc.	S	8 343 055	—	8 343 055	—
2014	Opsens inc.	T	4 360 704	—	4 360 704	—
	Endo International PLC	T	60 200	—	60 200	—
	Thérapeutique Knight inc.	T	2 491 626	—	2 491 626	—
2015	Métaux Osisko	M	750 090	—	750 090	—
	GDI Services aux immeubles inc.	S	6 833 875	—	6 833 875	—
	DavidsTea inc.	S	306 179	—	306 179	—
	Groupe Stingray inc.	S	4 764 346	—	4 764 346	—
2018	Rogers Sugar inc.	M	3 446 252	—	3 446 252	—
	Boralex inc.	S	5 880 370	—	5 880 370	—
	Groupe Alithya inc.	T	4 543 454	—	4 543 454	—
	Plastiques IPL inc.	M	7 301 860	—	7 301 860	—
2019	Lightspeed POS inc.	T	1 654 570	—	1 654 570	—
	Metro inc.	S	9 473 800	—	9 473 800	—
2020	Innergex énergie renouvelable inc.	S	6 940 124	—	6 940 124	—
			118 209 181	—	118 209 181	—

* Secteurs

M Manufacturier et primaire

S Services et commerce

T Technologies avancées

A large graphic on the left side of the page, composed of many small triangles in various shades of blue, arranged in a larger triangular shape pointing downwards.

Relevé des autres investissements (non audité)

au 31 mai 2020

Relevé des autres investissements

Marché monétaire

			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
Description			\$	\$	\$
Caisse d'économie Desjardins Le Chaînon, dépôt à terme	2020-06-11,	1,40 %	1 048 104	1 058 104	1 058 104
Province de la Colombie-Britannique, note promissaire	2020-07-03,	0,47 %	140 000	139 943	139 943
Caisse d'économie Desjardins Le Chaînon, dépôt à terme	2020-07-13,	1,90 %	2 137 021	2 137 021	2 137 021
Gouvernement du Canada, bon du trésor	2020-08-06,	0,17 %	305 000	304 863	304 863
Province de l'Ontario, bon du Trésor	2020-08-12,	0,27 %	180 000	179 904	179 904
Province de l'Ontario, bon du Trésor	2020-08-26,	0,26 %	150 000	149 908	149 908
Caisse d'économie Desjardins Le Chaînon, dépôt à terme	2022-07-13,	2,25 %	1 193 191	1 193 191	1 193 191
Total du marché monétaire			5 153 316	5 162 934	5 162 934

Obligations

			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
Description			\$	\$	\$
Durée résiduelle de moins de 365 jours					
Mississagi Power Trust	2020-11-27,	6,92 %	450 000	450 000	460 283
Merrill Lynch Canada inc. (NHA MBS)	2021-05-01,	1,40 %	1 366 198	1 368 165	1 376 824
			1 816 198	1 818 165	1 837 107

			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
Description			\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours					
Brookfield Property Finance ULC	2021-10-19,	4,12 %	275 000	275 000	275 822
Banque de Montréal	2021-10-28,	1,61 %	165 000	161 814	166 058
Ontario Pension Board Finance Trust	2022-02-24,	1,88 %	895 000	884 048	914 225
Banque Laurentienne (NHA MBS)	2022-03-01,	1,35 %	1 770 380	1 760 802	1 792 230
Société de transport de Laval	2022-05-09,	1,85 %	700 000	691 572	710 829
Ville de Châteauguay	2022-05-10,	1,85 %	500 000	493 865	507 770
Real Estate Asset Liquidity Trust	2022-06-12,	2,87 %	87 478	87 575	88 351
Banque de Montréal	2022-07-11,	2,27 %	65 000	63 777	66 403
Exportation et développement Canada	2022-09-01,	1,80 %	650 000	649 103	670 144
Banque HSBC du Canada	2022-09-15,	2,25 %	180 000	180 002	181 969
Ville de Candiac	2022-09-19,	3,25 %	272 000	287 273	284 996
Banque Laurentienne (NHA MBS)	2022-10-01,	1,84 %	754 831	746 641	773 161
Ville de Rouyn-Noranda	2022-10-12,	2,50 %	157 000	155 402	162 302
Ville de Lachute	2022-10-23,	2,45 %	1 000 000	988 370	1 031 720
Ville de Trois-Rivières	2022-10-26,	2,45 %	1 186 000	1 173 946	1 224 569
Ville de Brossard	2022-11-01,	2,40 %	301 000	296 560	310 253
Ville de Magog	2022-11-01,	2,45 %	993 000	984 302	1 024 210
Ville de Montréal-Est	2022-11-01,	2,40 %	183 000	180 288	188 477
Ville de Dollard-des-Ormeaux	2022-11-15,	2,30 %	600 000	590 520	617 214
Ville de Terrebonne	2022-11-28,	3,15 %	147 000	151 851	154 315
Ville de Mont-St-Hilaire	2022-11-29,	2,30 %	670 000	659 850	688 934
Ville de Lévis	2022-11-30,	2,35 %	587 000	578 964	605 620
Merrill Lynch Canada inc. (NHA MBS)	2022-12-01,	1,84 %	1 583 780	1 569 517	1 626 647
Enbridge inc.	2022-12-05,	3,19 %	390 000	397 683	401 298
Ville de Baie-Comeau	2022-12-05,	3,20 %	313 000	316 287	328 678
Ville de Drummondville	2022-12-05,	2,30 %	341 000	335 824	350 944
Ville de Joliette	2022-12-05,	2,35 %	704 000	692 748	724 515

Relevé des autres investissements

			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)					
Ville de Marieville	2022-12-05,	2,30 %	215 000	211 895	221 179
Ville de Saint-Georges	2022-12-06,	2,30 %	356 000	350 596	366 563
Ville de Sainte-Agathe	2022-12-06,	2,35 %	706 000	695 441	726 940
Ville de Mirabel	2022-12-12,	2,25 %	809 000	798 426	832 728
Ville de Saint-Anselme	2022-12-13,	2,30 %	418 000	408 888	429 273
Altagas Ltd	2022-12-16,	2,61 %	165 000	165 000	166 742
Ville de Pointe-Claire	2022-12-19,	3,20 %	122 000	127 795	128 500
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	2023-01-17,	2,25 %	1 515 000	1 506 410	1 580 266
Ville de Caplan	2023-01-23,	2,50 %	400 000	401 564	414 476
Province de l'Ontario	2023-01-27,	1,95 %	1 035 000	1 031 239	1 070 107
Ville de Terrebonne	2023-01-29,	2,70 %	28 000	28 272	29 141
Ville de St-Mathieu-de-Beloeil	2023-02-13,	2,55 %	362 000	366 525	375 666
Régie intermunicipale de traitement des matières résiduelles de la Gaspésie	2023-02-22,	2,65 %	221 000	222 591	229 022
Ville de Saguenay	2023-02-27,	3,25 %	28 000	28 736	29 580
Province de Québec	2023-03-01,	2,45 %	990 000	988 565	1 038 827
Choice Properties Real Estate Investment Trust	2023-03-07,	3,20 %	250 000	253 829	256 190
Ville de Boischatel	2023-03-13,	2,50 %	156 000	156 420	161 238
Ville de Sept-Iles	2023-04-10,	2,50 %	197 000	199 208	204 366
Banque de Nouvelle-Écosse	2023-04-17,	2,98 %	70 000	71 445	73 257
Banque de Nouvelle-Écosse	2023-05-01,	2,38 %	210 000	210 884	214 379
Banque Royale du Canada	2023-05-01,	2,95 %	435 000	442 892	455 519
Pembina Pipeline Corp.	2023-06-01,	2,56 %	400 000	399 964	404 468
Province de l'Ontario	2023-06-02,	2,85 %	1 000 000	1 060 840	1 063 930
Ville de Lévis	2023-06-05,	3,10 %	32 000	32 745	33 854
Banque canadienne impériale de commerce	2023-06-09,	2,43 %	445 000	445 763	454 599
Great Lakes Power Senior Secured Bond, série 1	2023-06-16,	6,60 %	272 182	271 719	271 719
Banque de Montréal	2023-06-20,	2,89 %	890 000	907 211	932 836
Ville de Saint-Mathieu	2023-06-26,	2,75 %	96 000	97 160	100 492
Alliance Pipeline Limited	2023-06-30,	7,18 %	66 202	66 202	72 256
Brookfield Property Finance ULC	2023-07-03,	4,35 %	225 000	225 497	226 919
Ville d'Ancienne-Lorette	2023-07-10,	2,60 %	500 000	489 800	519 770
Ville de Saint-Jérôme	2023-07-24,	3,60 %	154 000	165 196	165 444
Ville de Brownsburg-Chatham	2023-08-20,	2,00 %	211 000	208 656	216 362
Ville de Lévis	2023-09-05,	3,85 %	65 000	68 283	70 554
Ville de Terrebonne	2023-09-10,	1,95 %	1 470 000	1 453 301	1 504 266
Paroisse de Sainte-Marguerite	2023-09-11,	2,85 %	1 261 000	1 283 988	1 323 243
Banque Royale du Canada	2023-09-26,	3,30 %	100 000	100 066	105 118
Ville d'Otterburn Park	2023-10-02,	2,85 %	1 000 000	1 015 100	1 050 980
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	2023-10-02,	4,00 %	30 000	31 798	32 651
Ville de Saguenay	2023-10-16,	3,90 %	55 000	58 121	59 839
Wells Fargo & Co.	2023-10-27,	2,51 %	430 000	431 161	436 790
Ville de Coaticook	2023-10-29,	2,25 %	73 000	72 547	73 289
Ville de Baie-Saint-Paul	2023-10-30,	2,20 %	515 000	512 245	528 817
MRC de Memphrémagog	2023-11-01,	3,00 %	1 200 000	1 225 440	1 270 476
Dollarama inc.	2023-11-06,	3,55 %	160 000	159 259	168 730
Ville de Ste-Marie	2023-11-19,	2,25 %	354 000	351 734	364 170
Ville de Longueuil	2023-11-20,	3,75 %	38 000	39 984	41 261
Ville de Mont-St-Hilaire	2023-11-21,	3,05 %	30 000	30 707	31 808
Saputo inc.	2023-11-21,	2,83 %	470 000	467 715	483 762

Relevé des autres investissements

Obligations (suite)

			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
Description			\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)					
Ville de Windsor	2023-12-02,	2,20 %	361 000	357 968	372 112
Ville de Matane	2023-12-03,	2,20 %	371 000	367 884	382 861
Municipalité de Saint-Paul	2023-12-03,	2,15 %	254 000	251 384	261 915
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	2023-12-04,	3,00 %	60 000	61 312	63 470
Central 1 Credit Union	2023-12-06,	2,58 %	250 000	250 000	248 015
Ville de Chambly	2023-12-17,	2,15 %	1 055 000	1 044 028	1 088 254
Scotia Capital inc. (NHA MBS)	2024-01-01,	2,05 %	934 465	931 092	965 929
Banque canadienne impériale de commerce	2024-01-15,	3,29 %	180 000	182 049	189 427
Ville de Saint-Jérôme	2024-02-05,	3,65 %	186 000	191 301	201 864
Ville de Beaupré	2024-02-12,	3,00 %	938 000	934 830	995 509
Ville de Château-Richer	2024-02-12,	2,85 %	445 000	436 585	470 000
Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière	2024-02-12,	2,90 %	220 000	215 926	232 016
Ville de St-Cyrille-de-Wendover	2024-02-12,	2,85 %	500 000	490 270	528 090
Ville de St-Jacques	2024-02-12,	2,85 %	360 000	352 994	379 800
West Edmonton Mall Property inc.	2024-02-13,	4,06 %	672 683	689 869	667 470
Ville de Bonaventure	2024-02-20,	2,85 %	887 000	887 821	935 989
Ville de Cap-Saint-Ignace	2024-02-20,	2,85 %	160 000	157 533	168 499
Ville de Saint-Jean-Port-Joli	2024-02-20,	2,85 %	434 000	435 938	457 054
Province de Québec	2024-02-22,	2,25 %	940 000	939 868	990 412
Ville de Baie-Saint-Paul	2024-02-26,	2,75 %	825 000	814 506	864 443
Ville de Saint-Georges	2024-02-26,	2,70 %	150 000	150 479	157 797
Ville de Ste-Anne-des-Plaines	2024-02-26,	2,70 %	950 000	936 862	997 234
Ville de Lévis	2024-03-05,	2,60 %	50 000	50 438	52 496
Ville de L'Islet	2024-03-05,	2,65 %	249 000	251 978	260 947
Banque de Montréal	2024-03-06,	2,85 %	390 000	390 800	403 857
Banque Toronto-Dominion	2024-03-08,	2,85 %	515 000	522 785	536 455
Ville de Mont-Royal	2024-03-11,	2,50 %	600 000	605 352	626 952
Genworth MI Canada inc.	2024-04-01,	4,24 %	285 000	288 377	295 710
Régie intermunicipale du comté de Beauce-Sud	2024-04-04,	2,25 %	600 000	598 182	621 906
PSP Capital inc.	2024-04-04,	3,29 %	2 200 000	2 279 992	2 400 376
Ventas Canada Finance Limited	2024-04-12,	2,80 %	165 000	164 982	159 336
Merrill Lynch Canada inc. (NHA MBS)	2024-06-01,	1,75 %	1 393 615	1 387 372	1 441 246
Province de l'Ontario	2024-06-02,	3,50 %	2 795 000	2 991 382	3 087 888
Ville de Rivière-du-Loup	2024-06-04,	2,35 %	660 000	652 007	686 565
Ville de Val-des-Monts	2024-06-04,	2,35 %	660 000	652 007	685 516
Banque de Montréal	2024-07-29,	2,28 %	400 000	401 542	405 676
Ville de Brownsburg-Chatham	2024-08-20,	2,00 %	1 090 000	1 078 708	1 121 120
Ville de Beauceville	2024-08-26,	2,00 %	800 000	790 520	820 416
Ville de Matane	2024-08-26,	2,00 %	725 000	716 373	744 329
Ville de Plessisville	2024-08-26,	2,00 %	500 000	494 050	512 110
Ville de Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	2024-08-26,	2,00 %	725 000	716 373	743 038
Ville de St-Germain-de-Grantham	2024-08-26,	2,00 %	530 000	523 693	544 511
Ville de Warwick	2024-08-26,	2,00 %	800 000	790 480	817 760
Ville de Coteau-du-Lac	2024-08-27,	2,10 %	800 000	792 416	826 640
Ville de St-Hippolyte	2024-08-27,	2,10 %	800 000	792 416	826 912
Banque canadienne impériale de commerce	2024-08-28,	2,35 %	50 000	50 000	50 914
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	2024-09-09,	3,15 %	300 000	310 941	322 899
Banque de Nouvelle-Écosse	2024-09-23,	2,49 %	230 000	229 989	235 739

Relevé des autres investissements

			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
Description			\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)					
Scotia Capital inc. (NHA MBS)	2024-10-01,	1,89 %	3 143 402	3 119 575	3 269 452
Ville de Châteauguay	2024-10-07,	3,35 %	685 000	716 010	742 752
Banque Royale du Canada	2024-11-01,	2,61 %	135 000	135 967	138 906
Ville de Saint-Jérôme	2024-11-14,	2,10 %	1 000 000	989 820	1 031 070
Saputo inc.	2024-11-19,	2,88 %	220 000	220 593	227 465
Banque Toronto-Dominion	2024-12-02,	2,50 %	300 000	300 439	307 299
Ivanhoe Cambridge II inc.	2024-12-12,	2,30 %	160 000	160 000	164 061
Ville de Nicolet	2024-12-17,	2,05 %	1 500 000	1 535 640	1 543 575
Choice Properties Real Estate Investment Trust	2025-01-10,	3,55 %	225 000	230 648	235 204
Province de l'Ontario	2025-02-05,	2,65 %	2 935 000	2 942 030	3 167 922
Riocan Real Estate Investment Trust	2025-02-12,	2,58 %	200 000	200 000	196 274
Ville de Berthierville	2025-02-18,	2,15 %	783 000	782 001	809 097
Ville de Roxton Pond	2025-02-18,	2,15 %	756 000	755 035	782 951
Ville de Bécancour	2025-03-10,	2,60 %	321 000	311 588	339 894
Banque Toronto-Dominion	2025-03-13,	1,94 %	100 000	100 000	100 044
Reliance Limited Partnership	2025-03-15,	3,84 %	600 000	599 988	610 032
Ville de Gatineau	2025-04-01,	2,60 %	423 000	410 344	447 238
Ville de Longueuil	2025-05-06,	1,35 %	1 400 000	1 378 202	1 396 430
Ville de Joliette	2025-05-12,	1,40 %	1 000 000	986 820	996 070
Thomson Reuters	2025-05-14,	2,24 %	150 000	150 001	149 615
Ville de Saint-Basile-le-Grand	2025-05-19,	1,25 %	620 000	611 084	612 151
CI Financial Corp	2025-05-26,	3,76 %	245 000	245 000	247 252
York Region District School Board	2025-06-03,	5,30 %	975 155	1 099 351	1 081 311
Province de Québec	2025-07-06,	2,60 %	890 000	888 078	964 155
Alliance Pipeline Limited	2025-12-31,	6,77 %	84 420	84 420	97 026
Reliance Limited Partnership	2026-03-15,	3,75 %	95 000	94 692	95 888
Ville de Trois-Rivières	2026-04-27,	2,70 %	53 000	51 251	56 527
First Capital Realty inc.	2026-05-06,	3,60 %	300 000	300 971	293 700
Wells Fargo & Co.	2026-05-19,	2,98 %	200 000	192 650	204 262
CT Real Estate Investment Trust	2026-06-01,	3,29 %	200 000	197 824	200 878
MRC de Charlevoix	2026-07-06,	2,65 %	1 500 000	1 454 340	1 595 025
Ville de Longueuil	2026-07-13,	2,60 %	500 000	482 925	530 245
Ville de Saint-Jérôme	2026-09-14,	2,50 %	197 000	193 336	207 104
Ville de Vaudreuil-Dorion	2026-11-30,	2,85 %	1 000 000	976 980	1 077 230
Capital Desjardins	2026-12-15,	4,95 %	175 000	185 098	182 639
	rachetables et taux variable à compter du 2021-12-15				
Ville de Terrebonne	2026-12-21,	2,95 %	191 000	189 944	206 991
Banque Royale du Canada	2027-01-28,	2,33 %	75 000	75 788	76 201
Province de l'Ontario	2027-02-01,	1,85 %	500 000	498 635	522 715
Province de Québec	2027-02-13,	1,85 %	585 000	584 620	613 560
Algonquin Power & Utilities Corp.	2027-02-17,	4,09 %	125 000	124 911	132 813
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.	2027-02-23,	2,64 %	130 000	129 968	131 031
	rachetables et taux variable à compter du 2022-02-23				
Genworth MI Canada inc.	2027-03-01,	2,96 %	40 000	40 000	36 934
Riocan Real Estate Investment	2027-03-10,	1,36 %	150 000	150 000	143 126
Brookfield Asset Management inc.	2027-03-16,	3,80 %	265 000	266 504	278 141
Rogers Communications inc.	2027-03-31,	3,65 %	55 000	54 731	59 669
TransCanada Pipelines Ltd	2027-04-05,	3,80 %	95 000	94 849	99 967
Province de l'Ontario	2027-06-02,	7,60 %	989 000	1 364 150	1 411 936

Relevé des autres investissements

Obligations (suite)

			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
Description			\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)					
Enbridge inc.	2027-06-08,	3,20 %	180 000	184 399	185 834
Real Estate Asset Liquidity Trust	2027-06-12,	3,64 %	240 000	241 051	250 680
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	2027-06-13,	2,50 %	985 000	931 150	1 043 204
First Capital Realty inc.	2027-07-12, rachetables et taux variable à compter du 2027-04-12	3,75 %	115 000	118 348	111 382
Hydro-Québec (coupon)	2027-08-15,	0,00 %	500 000	374 480	448 945
Altagas Ltd	2027-10-04,	3,98 %	185 000	200 467	197 737
Ville de Longueuil	2027-11-14,	2,85 %	70 000	67 711	75 627
Ville de Dollard-des-Ormeaux	2027-11-15,	2,85 %	70 000	67 704	75 765
Metro inc.	2027-12-06,	3,39 %	430 000	428 642	465 527
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	2027-12-14,	2,70 %	1 000 000	961 240	1 073 930
Telus Corporation	2028-01-27,	2,35 %	30 000	29 918	30 158
Pembina Pipeline Corp.	2028-03-27,	4,02 %	275 000	296 597	294 195
Coast Capital Saving	2028-05-03, rachetables et taux variable à compter du 2023-05-03	5,00 %	260 000	260 000	270 845
Société Financière Manuvie	2028-05-09, rachetables et taux variable à compter du 2023-05-09	3,32 %	480 000	489 249	496 766
Province de l'Ontario	2028-06-02,	2,90 %	1 038 000	1 104 310	1 163 712
Hydro-Québec (coupon)	2028-08-15,	0,00 %	1 600 000	1 181 023	1 408 912
Banque Toronto-Dominion	2028-09-14, rachetables et taux variable à compter du 2023-09-14	3,59 %	765 000	773 249	798 782
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.	2028-09-15, rachetables et taux variable à compter du 2023-09-15	3,30 %	500 000	509 926	518 300
Municipal Finance Authority of British Columbia	2028-10-23,	3,05 %	1 000 000	997 050	1 124 300
Shaw Communications inc.	2028-11-02,	4,40 %	180 000	182 034	203 593
South Coast British Columbia Transportation Authority	2028-11-23,	3,25 %	1 335 000	1 333 078	1 517 548
Canada Housing Trust	2028-12-15,	2,65 %	1 975 000	2 077 805	2 251 915
Melancthon Wolfe Wind L.P.	2028-12-31,	3,83 %	683 850	686 492	738 580
Brookfield Renewable Energy	2029-01-15,	4,25 %	170 000	180 114	188 455
Algonquin Power & Utilities Corp.	2029-01-29,	4,60 %	290 000	301 451	317 654
Ville de Sherbrooke	2029-03-06,	3,05 %	346 000	352 055	381 711
Province de l'Ontario	2029-03-08,	6,50 %	10 227 000	14 164 514	14 527 044
Ville de Saguenay	2029-04-23,	2,60 %	500 000	489 250	530 185
Ville de Terrebonne	2029-05-07,	2,75 %	600 000	594 720	645 282
Omers Finance Trust	2029-05-14,	2,60 %	985 000	983 966	1 062 726
Gouvernement du Canada	2029-06-01,	2,25 %	1 100 000	1 265 418	1 271 204
Gouvernement du Canada	2029-06-01,	5,75 %	877 000	1 206 156	1 280 630
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	2029-06-02,	2,85 %	1 003 000	1 075 587	1 084 072
Province de la Colombie-Britannique	2029-06-18,	5,70 %	875 000	1 103 994	1 198 838
Banque canadienne impériale de commerce	2029-06-19, rachetables et taux variable à compter du 2024-06-19	2,95 %	780 000	781 595	794 875
Banque de Nouvelle-Écosse	2029-07-03, rachetables et taux variable à compter du 2024-07-03	2,84 %	155 000	155 000	157 203
Banque Toronto-Dominion	2029-07-25, rachetables et taux variable à compter du 2024-07-25	3,22 %	410 000	414 999	424 477

			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)					
Ville de Sherbrooke	2029-07-31,	2,60 %	1 000 000	990 950	1 066 580
Financière Sun Life	2029-08-13,	2,38 %	725 000	725 264	732 576
	rachetables et taux variable à compter du 2024-08-13				
Hydro-Québec (coupon)	2029-08-15,	0,00 %	1 100 000	778 299	943 789
Société Financière Manuvie	2029-08-20,	3,05 %	110 000	110 569	113 528
	rachetables et taux variable à compter du 2024-08-20				
Ville de Montréal	2029-09-01,	2,30 %	610 000	607 359	641 897
Bell Canada	2029-09-10,	2,90 %	100 000	99 277	103 567
Ville de Gatineau	2029-09-11,	2,30 %	520 000	511 576	539 448
Gibson Energy inc.	2029-09-17,	3,60 %	120 000	119 640	116 509
TransCanada Pipelines Ltd	2029-09-18,	3,00 %	210 000	212 139	213 463
Enbridge inc.	2029-10-03,	2,99 %	240 000	243 343	240 811
Municipal Finance Authority of British Columbia	2029-10-09,	2,55 %	1 180 000	1 226 952	1 280 324
SmartCentres Real Estate Investment Trust	2029-12-20,	3,53 %	255 000	255 834	258 575
Brookfield Renewable Energy	2030-01-15,	3,38 %	140 000	139 968	145 543
Pembina Pipeline Corp.	2030-02-01,	3,31 %	160 000	159 878	160 443
Choice Properties Real Estate Investment Trust	2030-03-04 ,	2,98 %	60 000	60 000	59 611
Banque Toronto-Dominion	2030-04-22,	3,10 %	300 000	300 000	308 817
	rachetables et taux variable à compter du 2025-04-22				
Fédération des caisses Desjardins	2030-05-26,	2,86 %	245 000	245 000	247 543
	rachetables et taux variable à compter du 2025-05-26				
Province de l'Alberta	2030-06-01,	2,05 %	3 860 000	3 802 958	4 000 311
Province de l'Ontario	2030-06-02,	2,05 %	1 780 000	1 819 648	1 890 360
Province de la Saskatchewan	2030-06-02,	2,20 %	2 546 000	2 698 353	2 702 655
Hydro One inc.	2030-06-03,	7,35 %	230 000	325 160	335 471
Heathrow Funding Limited	2030-09-04,	3,78 %	125 000	131 547	125 026
Coast Capital Saving	2030-10-29,	5,25 %	240 000	240 000	252 614
	rachetables et taux variable à compter du 2025-10-29				
IA Financial Corporation inc.	2031-09-24	3,07 %	150 000	150 000	154 568
	rachetables et taux variable à compter du 2026-09-24				
Banque Toronto-Dominion	2032-01-26,	3,06 %	90 000	89 968	92 814
	rachetables et taux variable à compter du 2027-01-26				
Aéroports de Montréal	2032-04-16,	6,95 %	200 777	200 777	257 856
Sun Life Financial inc.	2032-05-10,	2,58 %	325 000	324 876	328 819
	rachetables et taux variable à compter du 2027-05-10				
Province de Québec	2032-06-01,	6,25 %	1 905 000	2 611 976	2 871 921
Hydro-Québec (coupon)	2033-02-15,	0,00 %	500 000	310 330	388 475
Province de l'Ontario	2033-03-08,	5,85 %	1 120 000	1 502 307	1 661 106
Bruce Power Limited Partnership	2033-06-21,	4,13 %	250 000	250 927	273 133
Province de la Saskatchewan	2033-09-05,	5,80 %	1 100 000	1 631 982	1 602 766
Province de l'Alberta	2033-12-01,	3,90 %	610 000	657 123	747 311
Financement Québec	2034-06-01,	5,25 %	1 900 000	2 344 638	2 680 216
Cordelio Amalco GP	2034-06-30,	4,09 %	142 737	142 737	157 533
CU inc.	2034-11-20,	5,90 %	225 000	292 141	303 482
Hydro-Québec	2035-02-15,	6,50 %	600 000	884 489	953 184

Relevé des autres investissements

Obligations (suite)

			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
Description			\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)					
Société Financière Manuvie	2035-05-13, rachetables et taux variable à compter du 2030-05-13	2,82 %	320 000	320 000	318 461
Province de l'Ontario	2035-06-02,	5,60 %	3 176 000	4 671 141	4 724 554
Brookfield Asset Management inc.	2035-06-14,	5,95 %	177 000	173 730	207 536
Hydro One inc.	2036-05-20,	5,36 %	280 000	352 086	369 135
Enbridge Pipelines inc.	2036-12-19,	5,08 %	60 000	68 595	67 376
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto	2037-06-01,	3,26 %	130 000	129 454	133 827
Province de l'Ontario	2037-06-02,	4,70 %	438 000	562 772	610 257
North West Redwater Partnership	2039-01-10,	4,35 %	30 000	29 894	31 171
Province de l'Ontario	2039-06-02,	4,60 %	7 660 000	10 253 852	10 734 341
Rogers Communications inc.	2039-11-04,	6,68 %	110 000	147 403	154 837
Shaw Communications inc.	2039-11-09,	6,75 %	95 000	124 103	128 112
Enbridge Pipelines inc.	2040-04-06,	5,33 %	50 000	55 133	60 138
Gouvernement du Canada	2041-06-01,	4,00 %	787 000	1 025 258	1 224 478
Province de l'Ontario	2041-06-02,	4,65 %	4 079 000	5 666 434	5 833 663
407 International inc.	2041-11-15,	4,45 %	315 000	358 666	385 629
TransCanada Pipelines Ltd	2041-11-15,	4,55 %	285 000	294 481	308 629
Province de Québec	2041-12-01,	5,00 %	850 000	1 100 239	1 276 190
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto	2041-12-02,	4,53 %	355 000	424 466	434 112
Manulife Finance Delaware L.P.	2041-12-15, rachetables et taux variable à compter du 2036-12-15	5,06 %	140 000	158 036	158 318
First Nation ETF Limited Partnership	2041-12-31,	4,14 %	202 824	202 824	227 088
Altalink, L.P.	2042-06-30,	3,99 %	345 000	365 907	405 930
Northern Courier Pipeline Limited	2042-06-30,	3,37 %	219 410	219 410	234 980
Ontario Pension Board Finance Trust	2042-07-04,	3,89 %	1 400 000	1 396 928	1 725 766
Université Concordia	2042-09-02,	6,55 %	335 000	334 950	546 328
Pembina Pipeline Corp.	2043-04-30,	4,75 %	215 000	221 324	218 825
Telus Corporation	2043-11-26,	5,15 %	300 000	315 366	361 968
Enbridge inc.	2044-03-11,	4,57 %	145 000	145 272	154 937
Telus Corporation	2044-04-05,	4,85 %	125 000	128 993	145 110
Altagas Ltd	2044-08-15,	4,50 %	90 000	90 986	90 511
407 International inc.	2044-09-08,	3,65 %	135 000	141 115	150 243
Bell Canada	2044-09-29,	4,75 %	265 000	292 717	311 576
Ville de Winnipeg	2045-06-01,	4,10 %	400 000	458 684	497 320
Province de l'Ontario	2045-06-02,	3,45 %	3 413 000	3 980 564	4 265 328
Aéroports de Montréal	2045-06-12,	3,92 %	225 000	229 029	259 745
CU inc.	2045-07-27,	3,96 %	200 000	217 766	234 066
Gouvernement du Canada	2045-12-01,	3,50 %	4 199 000	5 834 713	6 422 203
Hydro Terre-Neuve-et-Labrador	2045-12-01,	3,60 %	125 000	117 993	141 420
Lower Mattagami Energy	2046-02-23,	4,18 %	100 000	110 852	121 358
Enbridge Pipelines inc.	2046-08-09,	4,13 %	145 000	147 584	152 096
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	2046-10-17,	3,30 %	201 000	203 435	217 570
Province de la Saskatchewan	2046-12-02,	2,75 %	167 000	159 843	178 650
Pembina Pipeline Corp.	2047-01-21,	4,74 %	75 000	76 115	76 448
Bell Canada	2047-02-27,	4,45 %	100 000	99 541	113 137
TransCanada Pipelines Ltd	2047-09-16,	4,33 %	60 000	60 449	63 628
Ville d'Ottawa	2047-11-10,	3,25 %	1 100 000	1 161 878	1 259 060
NAV Canada	2048-03-30,	3,29 %	100 000	100 000	107 727
TransCanada Pipelines Ltd	2048-07-03,	4,18 %	95 000	95 949	98 390

Relevé des autres investissements

			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)					
Ville de Toronto	2048-08-01,	3,20 %	500 000	498 755	565 365
Province du Nouveau-Brunswick	2048-08-14,	3,10 %	140 000	139 339	160 992
Province du Manitoba	2048-09-05,	3,40 %	510 000	547 206	621 537
Fortis Alberta inc.	2048-09-18,	3,73 %	80 000	80 000	91 065
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	2048-10-17,	3,70 %	300 000	322 175	351 381
Gouvernement du Canada	2048-12-01,	2,75 %	2 166 000	2 788 746	3 026 930
407 International inc.	2049-03-08,	3,67 %	120 000	119 848	135 691
Nova Scotia Power inc.	2049-04-05,	3,57 %	60 000	62 944	64 536
Hydro One inc.	2049-06-25,	3,63 %	150 000	156 962	170 796
CU inc.	2049-09-07,	2,96 %	85 000	85 000	85 747
TransCanada Pipelines Ltd	2049-10-15,	4,34 %	115 000	119 645	122 376
Brookfield Renewable Energy	2049-11-05,	4,29 %	80 000	79 870	80 024
Shaw Communications inc.	2049-12-09,	4,25 %	135 000	134 297	136 868
Hydro-Québec	2050-02-15,	5,00 %	305 000	409 670	495 265
Metro inc.	2050-02-28,	3,41 %	105 000	105 000	101 095
Province du Manitoba	2050-03-05,	3,20 %	730 000	785 108	869 620
IGM Financial inc.	2050-03-21,	4,21 %	140 000	140 000	140 658
Hydro One inc.	2050-04-05,	3,64 %	25 000	24 982	28 257
Aéroports de Montréal	2050-04-21,	3,03 %	50 000	50 000	50 810
Epcor Utilities	2050-05-19,	2,90 %	70 000	70 183	68 364
Pembina Pipeline Corp.	2050-05-28,	4,67 %	60 000	59 952	60 503
Province de l'Alberta	2050-06-01,	3,10 %	3 369 000	3 668 994	3 864 984
Province de la Saskatchewan	2050-06-02,	3,10 %	1 455 000	1 591 381	1 689 662
Bell Canada	2050-09-30,	3,50 %	85 000	84 917	82 095
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	2050-10-17,	2,65 %	768 000	725 330	744 829
South Coast British Columbia Transportation Authority	2050-10-29,	2,65 %	500 000	498 950	530 435
Province de l'Ontario	2050-12-02,	2,65 %	765 000	858 644	859 776
Gouvernement du Canada	2051-12-01,	2,00 %	1 870 000	1 801 074	2 307 187
Province de Québec	2051-12-01,	3,10 %	1 870 000	2 043 273	2 315 546
Sun Life Capital Trust	2052-06-30,	7,09 %	130 000	142 194	171 434
	rachetables et taux variable à compter du 2032-06-30				
Fiducie de Capital de la Banque Scotia	2056-12-31,	5,65 %	205 000	256 778	242 810
	rachetables et taux variable à compter du 2036-12-31				
Université de Western Ontario	2057-12-04,	3,39 %	600 000	600 000	664 620
Hospital for Sick Children	2057-12-07,	3,42 %	1 000 000	1 000 000	1 114 070
Université d'Ottawa	2060-02-13,	2,64 %	1 168 000	1 168 000	1 118 453
TransCanada Trust	2077-05-18,	4,65 %	80 000	74 275	73 082
	rachetables et taux variable à compter de 2027-05-18				
ATCO Ltd	2078-11-01,	5,50 %	130 000	130 000	135 030
	rachetables et taux variable à compter du 2028-11-01				
			202 347 191	219 965 011	232 394 621
Total des obligations			204 163 389	221 783 176	234 231 728

Relevé des autres investissements

Titres à échéance non déterminée

Description	Dénomination	Nombre de parts	Coût	Valeur
			\$	\$
Fonds institutionnel dette des pays émergents Franklin Templeton	Unités de fonds - Dette des marchés émergents	5 211 309	53 573 962	48 989 432
Fonds Hexavest mondial tous les pays sans énergie fossile	Unités de fonds - Fonds d'actions mondiales tous les pays	46 745	48 078 380	44 845 332
Fonds Triasima actions mondiales tous les pays sans énergie fossile	Unités de fonds - Fonds d'actions mondiales tous les pays	4 459 671	70 743 000	69 110 190
Fonds Baillie Gifford Positive Change Equity Fund	Unités de fonds - Fonds d'actions mondiales tous les pays	10 225 293	115 310 965	160 485 977
Fonds d'actions mondiales sans combustibles fossiles Montrusco Bolton	Unités de fonds - Fonds d'actions mondiales tous les pays	14 693 211	160 304 516	186 111 555
MBI TCC Multi Strategies	Unités de fonds - Fonds à rendement absolu	2 000 000	20 000 000	20 868 000
Formula Growth Alpha Fund	Unités de fonds - Fonds à rendement absolu	41 325	42 297 748	39 036 973
Fonds Desjardins SociétéTerre obligations environnementales (Mirova)	Unités de fonds - Fonds d'obligations environnementales	5 350 375	54 618 397	59 776 534
Fonds AlphaFixe Obligations vertes	Unités de fonds - Fonds d'obligations vertes	9 689 585	98 904 642	103 223 153
Fonds Fiera SIS - Actions marché neutre mondial	Unités de fonds - Fonds d'actions marché neutre mondial	2 000 000	20 000 000	20 308 000
FNB Desjardins Alt long/court marchés boursiers neutres	Fonds négociés en Bourse	1 414 000	29 982 366	30 061 640
Fonds de soutien à l'action collective solidaire	Reconnaissance de dette	100 000	100 000	100 000
Fiera Capital - Fonds Fiera court terme plus	Unités de fonds - Marché monétaire	2 162	2 161 902	2 161 902
Vanguard REIT ETF	Fonds négociés en Bourse	244 223	23 643 889	26 051 307
Vanguard Global ex-U.S. Real Estate ETF	Fonds négociés en Bourse	376 442	25 944 549	23 706 353
Total des titres à échéance non déterminée			765 664 316	834 836 348

Contrats à terme - position vendeur

Description	Date de règlement	Taux du contrat à terme	Valeur notionnelle	Devise	Juste valeur
			\$		\$
Dollar américain	2020-06-19	1,3879	160 000 000	\$ US	1 759 118
Gouvernement du Canada, 2,00 %, 2028-06-01	2020-06-02	111,54	15 000 000	\$ CA	(88 188)
Gouvernement du Canada, 2,00 %, 2023-09-01	2020-06-02	105,40	18 100 000	\$ CA	(5 175)
Gouvernement du Canada, 2,75 %, 2048-12-01	2020-06-02	139,60	2 050 000	\$ CA	(8 194)
Gouvernement du Canada, 2,00 %, 2028-06-01	2020-06-03	111,88	9 500 000	\$ CA	(22 791)
Gouvernement du Canada, 1,50 %, 2026-06-01	2020-06-04	106,37	18 000 000	\$ CA	(41 428)
Province de l'Ontario, 6,20 %, 2031-06-02	2020-06-09	146,62	24 000 000	\$ CA	(339 822)
Gouvernement du Canada, 1,00 %, 2027-06-01	2020-06-10	103,30	4 000 000	\$ CA	(24 704)
Gouvernement du Canada, 5,75 %, 2033-06-01	2020-06-17	162,20	11 400 000	\$ CA	(37 349)
Gouvernement du Canada, 5,75 %, 2033-06-01	2020-06-17	162,20	4 000 000	\$ CA	(13 135)
Gouvernement du Canada, 1,00 %, 2027-06-01	2020-06-18	103,72	6 000 000	\$ CA	(11 381)
Gouvernement du Canada, 2,00 %, 2051-12-01	2020-06-19	124,46	7 610 000	\$ CA	67 691
Gouvernement du Canada, 2,25 %, 2029-06-01	2020-06-23	115,03	10 000 000	\$ CA	(49 229)
U.S. Treasury Note, 4,38 %, 2040-05-15	2020-06-24	156,80	3 000 000	\$ US	(32 254)
Canada Housing Trust, 1,75 %, 2030-06-15	2020-06-30	106,35	5 300 000	\$ CA	(19 089)
Canada Housing Trust, 1,90 %, 2026-09-15	2020-06-30	106,32	8 300 000	\$ CA	(35 102)
Province de l'Ontario, 6,20 %, 2031-06-02	2020-07-07	146,29	14 000 000	\$ CA	(187 648)
Province de l'Ontario, 6,20 %, 2031-06-02	2020-07-08	147,42	3 200 000	\$ CA	(6 177)
Gouvernement du Canada, 1,50 %, 2026-06-01	2020-07-09	106,51	6 400 000	\$ CA	(110)
Gouvernement du Canada, 2,00 %, 2028-06-01	2020-07-14	111,83	15 000 000	\$ CA	(19 817)
Bons du Trésor du Canada 10 ans	2020-08-28	153,36	4 900 000	\$ CA	(8 360)
Bons du Trésor du Canada 5 ans	2020-08-28	124,14	4 800 000	\$ CA	(5 280)
Bons du Trésor du Canada 10 ans	2020-08-28	153,35	5 900 000	\$ CA	(17 310)
U.S. Treasury Note - 10 ans	2020-08-31	138,97	1 600 000	\$ US	(7 825)
Total contrats à terme - position vendeur					846 441

Contrats à terme - position acheteur

Description	Date de règlement	Taux du contrat à terme	Valeur notionnelle	Devise	Juste valeur
			\$		\$
Gouvernement du Canada, 2,00 %, 2028-06-01	2020-06-02	112,05	15 000 000	\$ CA	11 025
Gouvernement du Canada, 2,00 %, 2023-09-01	2020-06-02	105,11	18 100 000	\$ CA	57 180
Gouvernement du Canada, 2,75 %, 2048-12-01	2020-06-02	134,98	2 050 000	\$ CA	102 906
Province de l'Ontario, 2,90 %, 2028-06-02	2020-06-03	111,97	10 000 000	\$ CA	22 696
Gouvernement du Canada, 2,75 %, 2022-06-01	2020-06-04	104,88	22 100 000	\$ CA	23 770
Gouvernement du Canada, 5,75 %, 2029-06-01	2020-06-04	145,59	5 450 000	\$ CA	27 599
Province de l'Ontario, 5,85 %, 2033-03-08	2020-06-09	146,24	10 500 000	\$ CA	177 041
Province de l'Ontario, 6,50 %, 2029-03-08	2020-06-09	141,07	15 000 000	\$ CA	142 745
Province de l'Ontario, 7,60 %, 2027-06-02	2020-06-10	141,80	3 400 000	\$ CA	28 897
Province de l'Ontario, 3,15 %, 2022-06-02	2020-06-11	104,94	5 000 000	\$ CA	10 287
Gouvernement du Canada, 2,00 %, 2028-06-01	2020-06-17	111,86	4 000 000	\$ CA	8 260
Gouvernement du Canada, 2,75 %, 2048-12-01	2020-06-17	139,19	1 100 000	\$ CA	7 992
Province de l'Ontario, 3,15 %, 2022-06-02	2020-06-17	104,98	5 000 000	\$ CA	6 168
Gouvernement du Canada, 2,00 %, 2028-06-01	2020-06-17	112,09	11 100 000	\$ CA	(2 542)
Gouvernement du Canada, 2,75 %, 2048-12-01	2020-06-17	140,91	3 200 000	\$ CA	(31 845)
Gouvernement du Canada, 2,25 %, 2025-06-01	2020-06-18	109,32	8 000 000	\$ CA	1 004
Gouvernement du Canada, 2,00 %, 2023-09-01	2020-06-23	105,34	13 400 000	\$ CA	633
Gouvernement du Canada, 2,75 %, 2048-12-01	2020-06-23	138,46	1 600 000	\$ CA	22 711
U.S. Treasury Note, 2,50 %, 2045-02-15	2020-06-24	122,60	1 530 000	\$ US	6 381
U.S. Treasury Note, 5,00 %, 2037-05-15	2020-06-24	162,65	1 650 000	\$ US	25 924
Province de l'Ontario, 2,90 %, 2028-06-02	2020-06-30	111,54	13 000 000	\$ CA	62 464
Province de l'Ontario, 2,60 %, 2027-06-02	2020-07-07	108,05	12 500 000	\$ CA	85 701
Province de l'Ontario, 5,60 %, 2035-06-02	2020-07-07	147,30	5 500 000	\$ CA	47 780
Province de l'Ontario, 6,50 %, 2029-03-08	2020-07-08	141,31	4 000 000	\$ CA	10 441
Province de l'Ontario, 2,40 %, 2026-06-02	2020-07-09	107,36	6 500 000	\$ CA	8 180
Gouvernement du Canada, 2,00 %, 2023-09-01	2020-07-14	105,20	18 100 000	\$ CA	11 892
Gouvernement du Canada, 2,75 %, 2048-12-01	2020-07-14	139,32	2 050 000	\$ CA	9 197
U.S. Treasury Note - 10 ans - Option	2020-07-24	1,3125	3 700 000	\$ US	56 550
Total contrats à terme - position acheteur					941 037
Grand total (en milliers de dollars)					1 076 018
Total autres investissements (note 6 des états financiers) (en milliers de dollars)					1 077 033
Total présenté dans les créditeurs (note 15 des états financiers) (en milliers de dollars)					(1 015)
Grand total (en milliers de dollars)					1 076 018



Répertoire de la quote-part de Fondation du coût des investissements effectués par les fonds partenaires ou spécialisés (non audité)

au 31 mai 2020

A) Fonds partenaires dans lesquels la participation de Fondation est de 50 % ou plus et qui répondent aux autres critères prévus par le Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement

Coût de chacun des investissements en capital de développement consentis à la date des plus récents états financiers audités des fonds

Date des états financiers audités	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
	Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
Nom du Fonds	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
31 décembre 2019 Filaction, s.e.c.	6 202	138	10 616	16 956	—
Détient des investissements dans soixante-neuf (69) entreprises, soit :					
10167266 Canada inc. (Atelier Pimiento)			247	247	
2157-5154 Québec inc. (Cinéma Le Clap)			125	125	
8215847 Canada inc. (BIO-AX inc)			153	153	
9099-7271 Québec inc. (Air-pur ventilation)			73	73	
9113-5178 Québec inc. (Gaspior inc.)			96	96	
9215-8534 Québec inc. (Parallaxes)			7	7	
9219-4430 Québec inc. (Le Ameau)	1 392			1 392	
9264-9490 Québec inc. (Remorques Lewis)		79	130	209	
9274-7765 Québec inc. (Québec Issime)			10	10	
9283-9034 Québec inc. (Pexal-Tecalum Canada)	341		624	965	
9285-9859 Québec inc. (Technikad analytique)			124	124	
9299-5893 Québec inc. (Société de gestion Pantoute)			38	38	
9310-3760 Québec inc. (Interface corporelle)			141	141	
9339-3064 Québec inc. (Décorateurs plastiques)			165	165	
9677494 Canada inc. (Ibrace)			154	154	
Association pour la recherche Électro-acoustique du Québec			54	54	
Centre de vacances Lac-Simon			18	18	
Chantale Pagé consultation inc.			115	115	
Cirque Éloize			208	208	
Collection Innova			9	9	
Contact signature			72	72	
Coop des employés de Northex environnement (CENE)			468	468	
Coopérative de solidarité alimentaire - Montréal			60	60	
Coopérative de solidarité Laurel-Station		22		22	
Coopérative de solidarité Wabak			39	39	
Coopérative de travail du Collège des Hauts Sommets			168	168	
Coopérative de travailleurs actionnaires de la Librairie Pantoute		37		37	
Coopérative de travailleurs actionnaires en transformation forestière de la Matawinie			141	141	
Corporation du théâtre Saint-Eustache inc.			115	115	
Corporation Investa	100			100	
Croisières M/S Jacques Cartier	300		750	1 050	
Excavation Michel Paradis inc.			166	166	
Graphiscan			318	318	
Griendel			86	86	
Groupe d'affaires MKB inc.			92	92	
Groupe Paradoxe			189	189	
Groupe Pimiento inc.			590	590	
Héloïse Laboratoire inc.			23	23	
Ingeniarts Technologies			254	254	

Répertoire de la quote-part

A) Fonds partenaires dans lesquels la participation de Fondation est de 50 % ou plus et qui répondent aux autres critères prévus par le Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement (suite)

Date des états financiers audités	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
	Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
Nom du Fonds	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
31 décembre 2019 Filaction, s.e.c. (suite)					
La chèvrerie Charlevoix			151	151	
Laberge Services Alimentaires inc.			208	208	
Le club de golf Saguenay Arvida inc.			62	62	
Le Dôme West Island			161	161	
Les Délices Sirar inc.			19	19	
Les Éditions le Clap inc.			19	19	
Les Entreprises St-Ubalde inc.			85	85	
Les Recettes Cook-It			64	64	
Les solutions Huwizz			87	87	
Librairie L'intrigue inc.			41	41	
Mareiwa café colombien inc.			29	29	
MK2 Mile End			296	296	
Mood indigo films inc.			35	35	
Northex Environnement inc.			356	356	
Nouvelle conscience des Forges inc.	0		1 375	1 375	
Pie Braque - Microbrasserie coopérative Écoresponsable			116	116	
Pivot Santé			132	132	
Produit Innovation Bbraver	200		251	451	
QI Productions			24	24	
Radio Communautaire Francophone de Montréal inc.			49	49	
S.e.c. Tourisme PME	3 333			3 333	
Sagafilm productions inc.	186			186	
Société de gestion de projets Ecoterra inc.			694	694	
Spa des Neiges inc.	150			150	
Symbiose			36	36	
Théâtre T inc.			102	102	
TORQ Le Groupe inc.			58	58	
Ventil-Air 2011 inc.			93	93	
Viaction Assurance inc.	200			200	
Vues & Voix			51	51	
31 décembre 2019 Filaction II, s.e.c.	50	159	9 397	9 606	400
Détient des investissements dans quarante-cinq (45) entreprises, soit :					
9198-6000 Québec inc. (Boutique Agatha)			190	190	
9132-4848 Québec inc. (Résidence Métabetchouan)			222	222	
9161-8843 Québec inc. (Entreprise C.J.M)			500	500	
9269-1088 Québec inc. (Services techniques SD)			233	233	
9337-4247 Québec inc. (Complexe équestre Bécancour)			432	432	
9357-6387 Québec inc. (Les publicités génération pub)			246	246	
9367-3176 Québec inc. (Systèmes Vireo)			50	50	
9392-1831 Québec inc. (Centre d'Amusement Éducatif KIDREAM)			180	180	
Bec Soda inc.			192	192	

Date des états financiers audités	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
	Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
Nom du Fonds	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
31 décembre 2019 Filaction II, s.e.c. (suite)					
Biotepp inc.			222	222	
Biscuit et Cassonade inc.			18	18	
Cible-Solutions d'affaires inc.			440	440	
Cinéma Le Clap LTV inc.			135	135	
Cinéma Le Clap PSF inc.			297	297	
Compagnie Canyon Sainte-Anne inc.			500	500	
Concept Éco-Plein-Air Le Baluchon inc.			713	713	
Contenants CANO inc.			150	150	
Coopérative de travailleurs actionnaire Ecotierra			120	120	
Corporation du Cinéma du Musée			127	127	
Courant plus inc.			200	200	
Domaine Saint-Pierre inc.			71	71	
Église unie St-James			125	125	
Empire Enemuoh inc.			70	70	
Entreprises Rodrigue Piquette inc.			282	282	
Festival de cirque des Îles			20	20	
Festival New Country			200	200	
FjordAl Aluminium inc.			300	300	
Fonds 2			250	250	
Fonds Filaction - Ville de Mirabel		15		15	
Grand Montréal Comédie Festival			150	150	
Groupe Atco inc.			297	297	
Intuitic inc. (Studyo)	50			50	
La Maison d'Éloïse inc.			140	140	
Les Élevages Réveaulution inc.			500	500	
Les Productions Neuvart			164	164	
Mareiwa café colombien inc.			416	416	
Mediavore Interactif inc.			150	150	
Menaud inc.			350	350	
Mercier Films			160	160	
MK2 Mile End			150	150	
Option métal recyclé du Québec, coopérative de solidarité			74	74	
Protect-Yu Security & Technologies inc.			250	250	
Réseau Marche Verte inc.			111	111	
Ressourcerie de Lévis		144		144	
Symbiose Vins et Cies inc.				—	400

Répertoire de la quote-part

B) Fonds partenaires ou spécialisés qui ne répondent pas aux critères prévus pour la section précédente, mais dans lesquels Fondation détient un investissement d'au moins 10 millions de dollars

Quote-part de Fondation du coût total des investissements en capital de développement consentis à la date des plus récents états financiers audités des fonds

Date des états financiers audités	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
	Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
Nom du Fonds	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
31 décembre 2019					
Filaction, le Fonds pour l'investissement local et l'approvisionnement de fonds communautaires	456	44	151	651	—
Détient des investissements dans sept (7) fonds ou sociétés en commandite, soit :					
Fonds Afro-entrepreneurs			55	55	
Fonds Mosaïque			96	96	
La Société Européenne de Finance Éthique et Alternative (SEFEA)		41		41	
Le Grand costumier		3		3	
Consortium, services Coop		0		0	
Fides-Ecosol	456			456	
Filaction s.e.c.		0		0	
31 décembre 2019					
Fonds immobilier Angus, s.e.c.	39 462	—	—	39 462	—
Détention de l'immeuble Carré Saint-Laurent	39 462			39 462	
31 mai 2019					
Fonds d'investissement LCC s.e.c.	21 567	—	—	21 567	—
Détient des investissements dans quatre (4) fonds ou sociétés en commandite, soit :					
Éolelectric Capital inc.	3 124			3 124	
Gestion E.C.I. inc.	4 708			4 708	
G.C.L. Équipements inc.	9 133			9 133	
Inlandsis – Fonds de financement de projets de réduction de GES par contrat carbone, s.e.c.	4 602			4 602	
31 décembre 2019					
Inlandsis - Fonds de financement de projets de réduction de GES par contrat carbone, s.e.c.	1 528	9 217	—	10 745	—
Détient des investissements dans six (6) entreprises, soit :					
Blue source		2 382		2 382	
Camco Offsets I, LLC	1 528			1 528	
Environmental Commodities Corporation		2 893		2 893	
Encourage Carbon		171		171	
Keyrock Environment LLC		3 192		3 192	
Vessels Coal Gas inc.		579		579	

Date des états financiers audités	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
	Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
Nom du Fonds	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
31 décembre 2019 Fonds immobilier Redbourne III, s.e.c.	13 082	—	—	13 082	—

Détient des investissements dans deux (2) entreprises, soit :

Erindale Corporate Centre
Redbourne South Shore

31 décembre 2019 Novacap Industries IV, s.e.c.	11 443	—	—	11 443	—
---	--------	---	---	--------	---

Détient des investissements dans dix (10) entreprises, soit :

Bestar Holding inc.
Greenwood Mushrooms Holdings Corp.
Hallcon Corporation
JR Fashion Holdings inc.
GHP Holdco inc.
Mucci Farms Ltd.
Noble Foods Development Corporation
Owen & Company Holdings inc.
Placement Groupe MI inc.
Spectrum Health Care Holdings inc.

31 décembre 2019 Rho Ventures VI, L.P. (000 \$ US)	5 555	—	—	5 555	—
---	-------	---	---	-------	---

Détient des investissements dans dix-huit (18) entreprises, dont :

AqueSys
Aristotle Circle
August
Cara Therapeutics
ChargePoint (anc. Coulomb Technologies)
CloudPay
Convercent
Dashlane
Enerkem
Fintech Lab
Philo (anc. Tivli)
SARcode Bioscience, inc.
Slacker
Tapjoy
TechStyle (anc. JustFab)

31 décembre 2019 Société immobilière Solar s.e.c.	28 064	—	—	28 064	3 000
--	--------	---	---	--------	-------

Détient des investissements dans dix-huit (18) entreprises.

Répertoire de la quote-part

B) Fonds partenaires ou spécialisés qui ne répondent pas aux critères prévus pour la section précédente, mais dans lesquels Fondation détient un investissement d'au moins 10 millions de dollars (suite)

Date des états financiers audités	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
	Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
Nom du Fonds	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
31 décembre 2019 Société en commandite Ipso Facto VI	12 664	—	—	12 664	—

Détient des investissements dans trente-huit (38) entreprises, dont :

Société en commandite Union sur le parc

Société en commandite Les Tours St-Martin

31 décembre 2019 Technopôle Angus II, s.e.c.	—	29 510	—	29 510	—
---	---	--------	---	--------	---

Détient des investissements dans trois (3) sociétés en commandite.

31 décembre 2019 Teralys Capital Fonds d'Innovation s.e.c.	14 406	—	—	14 406	—
---	--------	---	---	--------	---

Détient des investissements dans trente (30) entreprises ou sociétés en commandite, dont :

Busbud

Clarus Ventures

Cority

eSentire

First Ascent Ventures

FreshBooks

Genesys Capital

Georgian Partners

Golden Ventures

Information Venture Partners

Idinvest Partners

iNovia Capital

iNovia Growth

Lightspeed

Lumira Ventures

Luxury Retreats

McRock Capital

Novacap Technologies

Persistence Capital Partners

Real Ventures

Sofinnova Partners

Sonder

Versant Ventures

Versant Ventures Voyageurs

Vision Critical

White Star Capital

Zymeworks

WorkFusion

	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
	Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
Date des états financiers audités					
Nom du Fonds	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
31 décembre 2019					
Teralys Capital Fonds d'Innovation 2018 s.e.c.	6 831	—	—	6 831	—

Détient des investissements dans dix-huit (18) entreprises ou sociétés en commandite, dont :

Amplitude Ventures
Cathay Innovation
Cycle Capital
ForgePoint Capital
Georgian Partners
IEX
Information Venture Partners
iNovia Capital
iNovia Growth
McRock Capital
Northern Biologics
Sofinnova Partners
Turnstone Biologics
Verafin
Versant Ventures
WorkFusion

Liens multimédias

p. 2 - Connaitre Fondation

Site Internet www.fondaction.com

Infolettre www.fondaction.com/abonnement

Facebook www.facebook.com/Fondactioncsn/

LinkedIn www.linkedin.com/company/fondaction

Twitter twitter.com/Fondaction

Instagram www.instagram.com/explore/locations/72408155/canada/montreal-quebec/fondaction/

p. 2 - L'équipe Fondation, mobilisée face à la COVID-19

www.fondaction.com/nouvelles/equipe-fondaction-mobilise-securite-alimentaire

p. 2 - Une mission unique [Youtu.be/_oqNRILj-Lc](https://youtu.be/_oqNRILj-Lc)

p. 12 - Balado, « Stratégies d'impact » www.fondaction.com/nouvelles/strategie-impact-fondaction/

p. 13 - Balado « Mesures d'accompagnement » www.fondaction.com/nouvelles/transformer-economie-accompagner-entreprise-covid/

p. 11 - Les avantages du régime d'épargne-retraite

www.fondaction.com/nouvelles/epargne-retraite-avantageuse-employeur-employe/

p. 14 - « Comment nourrir le Québec » www.fondaction.com/nouvelles/comment-mieux-nourrir-le-quebec

p. 25 - Cultivons pour donner du sens à l'avenir

www.fondaction.com/cause-sociale/

p. 25 - Rapport de développement durable 2018-2020

www.fondaction.com/developpement-durable/

Crédits

Conception : Communications et marketing, Fondation

Mise en page : La DactyloGraphique

Photos :

Couverture (C1) – Unsplash

Couverture (C2) – Faction A

p. 2 – Unsplash

p. 4 – Art massif

p. 6-9 – Fondation

p. 11 – Fondation

p. 13 – Shutterstock (jeune homme), Alliance Magnésium, Munvo, Pixabay (Entosystem)

p. 14 – Eddyfi, Art Massif, Solar

p. 15 – Prana (femme), Evolupak, Courant Plus

p. 16 – Mabarex

p. 17 – Frédérick Ménard Aubin

p. 21 – Shutterstock

p. 22 – Ecotierra

p. 23 – Pierre du Moulin

p. 24 – Inlandsis

p. 26 – Shutterstock

p. 28 – Shutterstock

p. 30-31 – Unsplash

p. 34 – Shutterstock

p. 38 – Unsplash

p. 54 – Shutterstock

Impression : Imprimerie L'empreinte

Merci à nos partenaires pour leur collaboration.

Montréal (siège social)

2175, boul. De Maisonneuve Est, bureau 103
Montréal (Québec) H2K 4S3
Téléphone : 514 525-5505 — 1 800 253-6665

Québec

125, boul. Charest Est, bureau 501
Québec (Québec) G1K 3G5
Téléphone : 418 522-8650 — 1 800 253-6665

fondaction.com